

M I S E E N G A R D E

Résultats de recherches

Le présent fichier est constitué de pages dactylographiées qui ont été numérisées en janvier 2006.

Quoique nous ayons appliqué la reconnaissance de caractères (OCR), les résultats de recherches peuvent être incomplets et variés selon la qualité typographique du texte.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
District de Hull.

Bureau du Greffier,
City Clerk's Office,
Hull, Que.

No. 1

SEANCE D'INAUGURATION DU CONSEIL ELU POUR
LE TERME COMMENÇANT LE PREMIER
JANVIER 1941 ET SE TERMINANT LE
31 DECEMBRE 1942

A une assemblée d'inauguration du conseil de la cité de Hull, pour le terme commençant le premier janvier 1941 et se terminant le 31 décembre 1942, tenue à l'Hôtel de Ville de la dite cité, à dix heures de l'avant-midi, lundi le 23 décembre 1940, laquelle est convoquée conformément aux dispositions de la loi 56 Victoria, Chapitre 52 et ses amendements.

Sont présents:— H. Léon Leblanc, Greffier de la cité et Président de cette assemblée, Son Honneur le Maire élu, Monsieur Raymond Brunet, et les échevins Armand Turpin, Joseph Baker, Emile Duguay, J. Honoré Meilleur, Achille Morin, J. Bt. Cadieux, J. Léon Thériault, Emile Dompierre, Adélard Beauchamp, Oscar Boucher, F. Ernest St-Jean, J. Ephrem Perras, Antonio Desjardins et J. Eugène Décosse, formant quorum du dit conseil.

Les avis de convocation de cette assemblée d'inauguration sont lus et déposés sur la table avec le certificat de la signification d'iceux.

Après le serment d'office prêté par tous les Echevins et Son Honneur le Maire, ce dernier est invité à présider officiellement comme Maire et déclare le conseil dûment formé pour la transaction des affaires.

1. Proposé par l'échevin Emile Dompierre, secondé par l'échevin A. Beauchamp:

Que le rapport du Président des Elections Municipales tenues les 9 et 16 décembre 1940, soit approuvé.

Adopté.

Ajournement Sine Die.

A la Corporation de la cité de Hull.

A Son Honneur le Maire,

Messieurs les Echevins,

Je, H. Léon Leblanc, président de l'élection ou nomination d'un Maire et des Echevins pour la cité de Hull pour le terme d'office commençant le 1er janvier 1941 et se terminant le 31 décembre 1942, ai l'honneur de faire rapport que le neuvième jour de décembre 1940, à dix heures de l'avant-midi, j'ai ouvert dans la salle de l'Hôtel-de-Ville de la cité de Hull, district de Hull, une assemblée publique, convoquée par moi par avis public en date du 25 novembre 1940, afin de recevoir la mise en nomination des candidats à la charge de maire et d'échevins pour représenter les différents quartiers de la cité durant le terme ci-dessus mentionné; que j'ai tenu la dite assemblée ouverte depuis dix heures du matin jusqu'à onze heures du dit jour 9 décembre 1940 et que pendant cette heure j'ai reçu et mis devant le public de la manière prévue dans le dit avis les bulletins de nomination suivants:—

POUR MAIRE

Raymond Brunet, entrepreneur général

Alphonse Moussette, huissier

POUR ECHEVINS

QUARTIER VAL TETREAU ou numéro UN (1)

Siège numéro un (1)

William Boudrias, contre-maitre

L. Léo Labelle, employé civil

Armand Turpin, surintendant

Siège numéro deux (2)

Joseph Baker, machiniste

QUARTIER WRIGHTVILLE ou numéro UN "A" (1A)

Siège Numéro trois (3)

Emile Duguay, faiseur de papier

Edmond Laramée, épicier-boucher

Siège numéro quatre (4)

Georges Bilodeau, industriel

J. Honoré Meilleur, contracteur

QUARTIER MONTCALM ou numéro deux (2)

Siège numéro cinq (5)

Achille Morin, ingénieur-mécanicien

Siège numéro six (6)

Jean Baptiste Cadieux, employé civil

QUARTIER LAFONTAINE ou numéro trois (3)

Siège numéro sept (7)

J. Léon Thériault, agent

Siège numéro huit (8)

Emile Dompièrre, boulanger

QUARTIER FRONTENAC ou numéro trois "A" (3A)

Siège numéro neuf (9)

Adélard Beauchamp, entrepreneur de pompes
funèbres.

Lionel Limoges, industriel

Siège numéro dix (10)

Oscar Boucher, inspecteur en construction

Eugène Dagenais, employé civil

QUARTIER DOLLARD ou numéro quatre (4)

Siège numéro onze (11)

F. Ernest St. Jean, dessinateur

Siège numéro douze (12)

Henri Gauthier, directeur de funérailles

J. Ephrem Perras, médecin

QUARTIER LAURIER ou numéro cinq (5)

Siège numéro treize (13)

Joseph Chénier, ouvrier

Antonio Desjardins, gérant

Siège numéro quatorze (14)

J. Eugène Décosse, imprimeur

Edmond Lalonde, finisseur de papier

Attendu qu'à onze heures du dit jour, 9 décembre 1940, les candidats suivants ont été seuls nommés à la charge d'échevins pour représenter les différents quartiers aux sièges respectifs, conformément aux bulletins de présentation, savoir:—

Quartier Val Tétreau, siège No. 2, Joseph Baker, machiniste

Quartier Montcalm, siège No. 5, Achille Morin, ingénieur-mécanicien.

Quartier Montcalm, siège No. 6, Jean Baptiste Cadieux, employé civil.

Quartier Lafontaine, siège No. 7, J. Léon Thériault, agent.

Quartier Lafontaine, siège No. 8, Emile Dompierre, boulanger

Quartier Dollard, siège No. 11, F. Ernest St. Jean, dessinateur

J'ai alors déclaré comme par les présentes je déclare les candidats ci-dessus mentionnés dûment élus échevins de la cité de Hull tel que précité.

Conformément au dit avis, j'ai annoncé que des bureaux de votation seraient tenus au temps et lieu indiqués dans l'avis du

25 novembre 1940 pour recevoir les suffrages relatifs à l'élection d'un Maire et d'échevins pour les quartiers et sièges suivants:—

Quartier Val Tétreau, siège No. 1
Quartier Wrightville, siège No. 3
Quartier Wrightville, siège No. 4
Quartier Frontenac, siège No. 9
Quartier Frontenac, siège No. 10
Quartier Dollard, siège No. 12
Quartier Laurier, siège No. 13
Quartier Laurier, siège No. 14

Conformément à la loi et à l'avis ci-dessus mentionné, les bureaux de votation ont été ouverts et qu'après avoir reçu les rapports des officiers d'élection en présence de messieurs Alfred Sykes, Charles Brière, Henri Lessard, J. B. Michon, J. B. Clairoux, A. Lambert, Gaston Fontaine et plusieurs autres, j'ai procédé de la manière ordinaire au dépouillement du scrutin avec le résultat suivant:—

MAIRE

Raymond Brunet	1427 votes
Alphonse Moussette	880 votes

ECHEVINS

Quartier Val Tétreau, siège No. 1

William Boudrias	89 votes
L. Léo Labelle	86 votes
Armand Turpin	99 votes

Quartier Wrightville, siège No. 3:—

Emile Duguay	322 votes
Edmond Laramée	217 votes

Quartier Wrightville, siège No. 4:—

Georges Bilodeau	197 votes
J. Honoré Meilleur	338 votes

Quartier Frontenac, siège No. 9:

Adélarde Beauchamp 266 votes

Lionel Limoges 234 votes

Quartier Frontenac, siège No. 10:—

Oscar Boucher, 270 votes

Eugène Dagenais 236 votes

Quartier Dollard, siège No. 12:—

Henri Gauthier, 142 votes

J. Ephrem Perras 202 votes

Quartier Laurier, siège No. 13:—

Joseph Chénier 166 votes

Antonio Desjardins 320 votes

Quartier Laurier, siège No. 14

J. Eugène Décosse 269 votes

Edmond Lalonde 221 votes

En conséquence j'ai déclaré et proclamé comme par les présentes je déclare et proclame élus Maire de la cité de Hull monsieur Raymond Brunet avec une pluralité de 547 votes.

Echevins de la Cité de Hull:

Monsieur Armand Turpin avec une pluralité de 10 votes.

Monsieur Emile Duguay avec une pluralité de 105 votes.

Monsieur J. Honoré Meilleur avec une pluralité de 141 votes.

Monsieur Adélarde Beauchamp avec une pluralité de 32 votes.

Monsieur Oscar Boucher avec une pluralité de 34 votes.

Monsieur J. Ephrem Perras avec une pluralité de 60 votes.

Monsieur Antonio Desjardins avec une pluralité de 154 votes.

Monsieur J. Eugène Décosse avec une pluralité de 48 votes.

Donné en mon bureau à l'Hôtel-de-Ville de la dite cité de Hull, ce 17ème jour de décembre 1940.

H. LEON LEBLANC,
Greffier de la cité,
Président de l'Election.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL
District de Hull.

No. 2

SEANCE DU 7 JANVIER 1941

A une assemblée régulière du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, à huit heures du soir, mardi le 7 janvier 1941, à laquelle sont présents:—

Son Honneur le Maire Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, J. H. Meilleur, J. A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, O. Boucher, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

1. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin E. Décosse:

Que l'échevin Adélarde Beauchamp soit nommé Maire-Suppléant pour l'année 1941.

Adopté.

2. Proposé par l'échevin A. Turpin, secondé par l'échevin E. Perras:

Que ce conseil nomme, pour l'année 1941, les échevins suivants comme présidents des comités permanents, comme suit:—

Comité des Finances: l'échevin Ernest St-Jean

Comité des rues et améliorations: l'échevin Honoré Meilleur

Comité de l'eau: l'échevin Jos. Baker

Comité du Feu, Lumière et Alarme: l'échevin A. Desjardins

Comité de Police: l'échevin Armand Turpin

Comité de Santé et Parcs: l'échevin Ephrem Perras

Comité des Affaires Litigieuses: l'échevin Oscar Boucher

Tous les échevins seront membres de ces différents comités permanents.

Proposé en amendement par l'échevin E. Dompierre, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Que les présidents des différents comités permanents soient nommés séparément pour chacun de ces dits comités permanents.

Pour l'amendement les échevins:— Morin, Cadieux, Thériault, Dompierre, Décosse. 5.

Contre l'amendement les échevins:— Turpin, Baker, Duguay, Meilleur, Beauchamp, Boucher, St-Jean, Perras, Desjardins. 9.

Monsieur l'échevin Achille Morin demande le vote sur la motion principale.

Pour la motion principale, les échevins:— Turpin, Baker, Duguay, Meilleur, Beauchamp, Boucher, St-Jean, Perras, Desjardins. 9.

Contre la motion, les échevins:— Morin, Cadieux, Thériault, Dompierre, Décosse. 5

Monsieur le maire déclare l'amendement défait et la motion principale remportée.

3. Proposé par l'échevin H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Duguay:

Que ce conseil nomme, pour l'année 1941, les personnes suivantes comme membres des Commissions non-permanentes, comme suit:

1 Commission de Publicité, de l'industrie et du Tourisme.

Monsieur l'échevin Eugène Décosse, président.

Un représentant de la Chambre de Commerce Sr.

Un représentant de la Chambre de Commerce Jr.

Un représentant de l'Association des Petits Propriétaires.

2. Commission des bâtisses.

Monsieur l'échevin E. Duguay, président

Monsieur l'échevin Ernest St-Jean

Monsieur l'échevin Oscar Boucher

3. Commission de Police.

Monsieur l'échevin Armand Turpin

Monsieur le Juge Millar

Monsieur Edgar Gauthier

4. Commission de chômage.

Monsieur l'échevin Adélarde Beauchamp

Monsieur le Directeur J. A. Robert

Monsieur J. A. Cloutier

Monsieur W. Chapman

5. Commission d'Urbanisme.

Monsieur l'échevin Léon Thériault

Un représentant de la Chambre de Commerce Sr.

Un représentant de la Chambre de Commerce Jr.

Un représentant de l'Association des Petits Propriétaires.

Adopté.

4. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin A. Desjardins:

Que les communications qui viennent d'être lues, soient renvoyées à leurs comités respectifs moins celles de:— Edmond Turcotte; Action Catholique; J. N. Beauchamp; Joseph Dumoulin; Albert Legault; J. A. Cronier & Cie; Mme Pierre Lafleur; C. Lévesque; Louis Gingras; André Berniquez.

Adopté.

5. CONSIDERANT la justesse et la nécessité des demandes contenues dans la requête présentée par le comité régional de l'action catholique en juin dernier;

CONSIDERANT que 95% de votant ont signé cette requête et que la population de notre ville à appuyer une seconde fois ces demandes par les majorités accordées dans tous les pôles au candidat à la mairie dont le programme contenait l'approbation claire et franche de cette requête.

Il est proposé par l'échevin E. Duguay, secondé par l'échevin F. E. St-Jean :

Nous constitués l'autorité municipale approuvons et appuyons toutes les demandes de la dite requête.

Nous demandons aux autorités provinciales d'y faire droit dans le plus court délai possible et ordonnons à notre département de police de voir qu'en ce qui le concerne rien ne soit négligé pour assurer la disparition des maisons de jeu illégal et que la surveillance qui est demandée par les signataires de la requête soit rigoureusement faite.

Que copie de cette résolution soit adressée à l'honorable Adélar Godbout, premier ministre, à l'honorable Wilfrid Girouard, procureur général, à Monsieur Alexis Caron, député, et au comité régional de l'Action Catholique.

Adopté.

6. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin Jos. Baker :

Que ce conseil donne instruction aux vérificateurs municipaux, MM. Lucien Massé & Compagnie, de procéder immédiatement à la préparation d'un système de bons de garantie et de fidélité pour tous les fonctionnaires municipaux, le tout devant être soumis pour étude au dit conseil.

Adopté.

7. Proposé par l'échevin E. Décosse, secondé par l'échevin J. H. Meilleur :

Que ce conseil prie et autorise Son Honneur le Maire de faire les démarches nécessaires pour l'institution d'une enquête judiciaire :—

1—Dans l'administration des comités et département de Police de la cité de Hull, du 1er mai 1936 au 1er janvier 1941.

2—Dans l'administration du comité ou Commission des bâtisses, depuis sa fondation jusqu'au 1er janvier 1941.

Adopté.

Monsieur l'échevin O. Boucher quitte son siège.

8. Proposé par l'échevin Armand Turpin, secondé par l'échevin J. E. Duguay:

Que ce Conseil rescinde la résolution numéro 6 des minutes de l'assemblée du 18 décembre 1940, se lisant comme suit:—

"Que le trésorier de la cité soit autorisé de rembourser monsieur Jules Baillot de la somme de \$2,850.00; monsieur Ernest Villeneuve de la somme de \$1,400.00 et monsieur Aurèle Champagne de la somme de \$600.00, représentant les contributions faites par ces personnes à la cité de Hull dans le but de favoriser l'érection d'un centre civique pour les sports."

parce que cette résolution est irrégulière et non conforme aux exigences de la Charte de la Cité de Hull, et des règles et procédures des assemblées de notre conseil municipal.

Que le conseil demande à l'aviseur légal de préparer le plus tôt possible pour le comité des affaires litigieuses un rapport complet sur cette question.

Proposé en amendement par l'échevin A. Desjardins, secondé par l'échevin E. Décosse:

Que l'aviseur légal soit autorisé d'étudier la question de la légalité de chaque résolution passée lors de la dernière assemblée de l'ancien conseil, le 18 décembre 1940.

En étudiant cette légalité, il étudiera aussi, la légalité de l'origine de chaque projet contenu dans chaque résolution présentée ce soir là, son développement, et les raisons qui ont motivé ces résolutions.

Nous demanderions encore à l'aviseur légal qu'ayant entre les mains, les dossiers de correspondances, ou autres documents que le Greffier ou un autre chef de département lui aurait remis sur sa demande, de nous en donner par écrit, son opinion légale, simple, claire et complète sur chacune de ces résolutions en particulier.

Ce rapport devra être remis entre les mains du conseil dans le plus bref délai, pour notre prochaine assemblée; d'ici cette nouvelle assemblée prochaine, nous demanderions de bien vouloir suspendre l'adoption de ces minutes du conseil, jusqu'à ce que nous soyons parfaitement éclairés et renseignés, nous les anciens membres du conseil, comme les nouveaux, sur la légalité parfaite de toutes ces questions.

Pour l'amendement les échevins:— Morin, Cadieux, Thériault, Dompierre, Beauchamp. 7.

Contre les échevins:— Turpin, Baker, Duguay, Meilleur, St-Jean, Perras. 6.

L'amendement est remportée et la motion principale battue sur même division.

Messieurs les échevins Baker et Turpin donnent avis de reconsideration de cette résolution.

9. Proposé par l'échevin A. Turpin, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que la résolution numéro six de l'assemblée du 22 décembre 1938 soit rescindée.

Que monsieur Isidore Michaud soit nommé huissier de la corporation de la cité de Hull.

Adopté.

10. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Que le dossier concernant l'engagement de monsieur l'architecte Sarra-Bournet soit référé à l'aviseur légal pour étude et rapport au plus court délai.

Adopté.

Hull, le 7 janvier 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai des règlements pour amender les règlements suivants:—

Règlement concernant les bonnes mœurs dans la cité de Hull.

Règlement concernant le maintien des restaurants dans la cité de Hull.

Règlement concernant les chiens dans la cité de Hull.

(Signé) ARMAND TURPIN,

Echevin

11. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin J. Baker:

Que ce conseil ajourne au 13 janvier 1941.

Adopté.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL.
District de Hull.

No. 3

SEANCE DU 13 JANVIER 1941

A une assemblée régulière ajournée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, à huit heures du soir, lundi le 13 janvier 1941, à laquelle sont présents:—

Son Honneur le Maire, Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, J. H. Meilleur, J. A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

1. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé à l'unanimité:

Que ce conseil offre à l'échevin Emile Dompierre ainsi qu'aux membres de sa famille, ses plus sincères condoléances à l'occasion de la mort de Madame Vve L. Dompierre.

Adopté debout.

1er RAPPORT DU COMITE DE FINANCES

A la Corporation de la Cité de Hull

Le comité de Finances dûment assemblé en chambre, jeudi le 9 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin F. E. St-Jean, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, O. Boucher, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

1 Kelly & Leduc	(Hôtel-de-Ville	\$0.87
2 Soublière & Lepage	"	4.25

3	Hull Coal Co.	85.68
4	P. A. Larocque (Papeterie)	19.45
5	J. M. Hill	6.40
6	L'Opinion	30.99
7	Le Progrès de Hull	27.61
8	A. A. Laflamme	25.92
9	D. Gestetner	28.80
10	G. E. Gauvin & Fils	33.00
11	Cie de Téléphone Bell (Secours Directs)	6.89
12	Ottawa Electric Co.	4.10
13	Cie de Tel. Bell	7.12
14	J. M. Hill	12.00
15	L. Massé & Cie	150.00
16	Ottawa Electric Co.	3.73
17	Léon Couture (Vente pour taxes)	1.80
18	Can. Pacific Ry. (Egoûts)	1.00
19	Isidore Michaud (Election)	17.00
20	Financial Post (Trésorier)	5.00
21	Pritchard-Andrews Co.	3.85
22	A. A. Laflamme	7.02
23	Léon Couture (Evaluateur)	6.25
24	J. E. Séguin (Comité des bâtisses)	13.88
25	Jos. Pilon Ltée	26.06

SALAIRE: Paies Nos. 32-33-34-35-36-37 (déc. 1940)

Comité des bâtisses **130.30**

Comité des bâtisses **\$130.30**

Secours Directs **1281.00**

Que le rapport de l'Evaluateur de la cité en date du 30 décembre, 1940, concernant certains changements aux rôles d'évaluation de la cité, soit approuvé.

F. E. St-Jean, Président E. Dompierre

L. Thériault A. Beauchamp

J. E. Duguay J. Baker

A. Desjardins J. H. Meilleur

J. E. Décossé J. A. Morin

BUREAU DE L'EVALUATEUR

RAPPORT NO. 12

Hull, le 30 décembre, 1940

Monsieur le Maire,

Messieurs les échevins,

Messieurs,—

J'ai l'honneur de vous faire rapport des changements et mutation pour le mois de décembre, 1940.

Pour rôle d'évaluation 1940-41 et 1941-42

QUARTIER No. 1 (Val-Tétreau)

435 Substituer Louis Monin à Antonin Gervais, 9 rue Bégin.
1248-1249-1250 Inscrire Placide Beaudry comme occupant à 44 Bienville.

22 Substituer Cadastre 15-4 et 3 à 15-43.

1386 Substituer Dame Marie Louise Leclerc à Alcide et Téléphore Deschamps pour le 9 rue Desjardins.

177 Inscrire Ouellette Dame Louis et Landry Rolland S. et non Ouellette Dame Louis ux: Landry Rolland S.

1104 Substituer Vve Amédé Sabourin à Amédé Sabourin, 6 Duquesne.

272-272a Inscrire ces deux entrées en une seule.

321 Substituer Dame Marie Luce Boulton à Boulton Marie Luce ux: Boulton Walter.

322 Substituer Dame Marie Luce Boulton à Fontaine Marie Luce.

59a Substituer Louis Laflamme et J. E. Laflamme in Trust à Chambre de Commerce Junior.

849 Substituer Dame Veuve Joseph Massé à Veuve Joseph Dupont.

152 Inscrire F. A. Binet comme propriétaire et Tremblay Ludovic comme occupant pour 1941-1942.

217 Substituer Oscar Parizeau à Osias Parizeau pour 1941-42.

239b et 239c Substituer Gatineau Transmmission à Gatineau Power pour 1941-42.

675-676 Substituer Rev. Lombard et Guertin à Rev. Lombard pour 1941-42.

1743 Substituer Ducharme Dame Flora ux: Laurin Adélard à Ducharme Flora ux: Laurin Adélard pour 1941-42.

1750 Substituer Richer Eugène à Picher Eugène pour 1941-42.

515a Ajoutez initiales J. A. à Kelly.

1055 Substituer Perron Francis comme propriétaire et Jetté Albert comme occupant à Francis Perron pour 1941-42.

QUARTIER No.1a (Wrightville)

3998 Substituer Paul Pharand à J. B. Pharand.

2250 Substituer Ferdinand Danis à Ferdinand Davis 93 Amherst pour role 1941-42.

2174 Substituer Cadastre 247-25-637 à 247-25-638.

2175 Substituer Cadastre 247-26-638 à 247-26-637.

4321 Substituer Barrett Bros. à Caron Wilfrid.

2272 Substituer Beaudry Martel Dame Diana comme propriétaire et Chrétien Normand comme occupant à Chrétien Normand comme propriétaire et Beaudry Dame occupant.

3662 Substituer Dame Vve Stanfield Larose à Stanfield Larose pour 76 Montpetit.

2347 Inscrire évaluation dans la colonne taxable au lieu de la colonne exemptée par la loi.

1511 Inscrire Subdivision 1075 avec 255-1076.

1598 Substituer N. E. 290 à N. O. 290.

1616a Inscrire industrie dans la colonne des taxes spéciales.

1617 Inscrire "Industrie" dans la colonne des taxes spéciales.

1624 Inscrire \$4000.00 de fonds de commerce.

1735 Inscrire Isidore Michaud "Huissier" dans la colonne spéciale des taxes.

1961 Inscrire Vve D. Levesque comme propriétaire et Z. Beaudry comme occupant à Lévesque Dame A. Emard pour 1941-1942.

2059 Inscrire Rod. Lafontaine comme propriétaire et Lauriault Cléophas comme occupant à Rod. Lafontaine pour 1941-1942.

2335 Inscrire Bélanger Oscar comme propriétaire et Bélanger J. André comme occupant à Bélanger Oscar pour 1941-1942.

2362 Inscrire Dame Vve Hermina Martel Dupuis comme propriétaire et Rainville J. Edouard comme occupant à Dame Hermina Dupuis pour 1941-1942.

2817 Inscrire Eugène Gratton comme propriétaire et Myre Aurélien comme occupant à Gratton Eugène pour 1941-1942.

3003 Inscrire Pharand Josaphat comme propriétaire et St-Denis François comme occupant à Josaphat Pharand pour 1941-1942.

3066 Inscrire Josaphat Pharand à Cité de Hull, pour 1941-1942.

3961 Substituer \$3600.00 à \$906.00 pour 1941-1942.

4166 Inscrire Vve Philippe Bard comme propriétaire et Telmosse Hubert comme occupant pour 1941-1942.

4333 Substituer Osias Deschamps à McLaughlin Mary pour 1941-1942.

2856 Inscrire Cité de Hull comme propriétaire et J. B. Bédard comme occupant pour 1941-1942.

2987 Inscrire Cité de Hull comme propriétaire et Millette Ferdinand comme occupant pour 1941-1942.

2358 Substituer Arthur Daoust à Cité de Hull pour 1941-1942.

2841 Substituer Léo Dubuc à Jos. Lafrance pour 1941-1942.

4375 Substituer Cité de Hull à Comeau Camille pour 1941-1942.

2874 Inscrire évaluation dans la colonne exemptée par la loi au lieu de taxable.

QUARTIER No. 2 (Montcalm)

5434 Retrancher M. R. Maybury laissant M. Achille Morin seul propriétaire à 24 rue Papineau.

5437 Inscrire Arthur et Lucien Belley comme occupant à 30 rue Papineau avec Boucher Zénon et Berthe comme propriétaires (Envoyez factures à Z. Boucher.)

QUARTIER No. 3 (Lafontaine)

6060a Substituer Ovide Beaudin à Ovide Beaudoin, 161 rue Wellington pour 1941-1942.

6327 Substituer Ottawa Electric Rlwy. Co. à Ottawa Electric Co. pour 1941-1942.

6305 Inscrire \$1100.00 pour terrain au lieu de \$1000.00 et \$2200.00 pour maison faisant total de \$3300.00 pour 1941-1942.

QUARTIER No. 3A (Frontenac)

7218 Substituer Joseph Poirier à Alex. Rodier pour 20 rue St. Henri.

7847 Substituer Mathilde Cayen à Napoléon Lesage pour 61, rue St. Etienne.

7315 Inscrire François Binet comme propriétaire et Jolicoeur Nelson comme occupant à Jolicoeur Nelson 10 rue Brébeuf.

7667 Substituer Dame Ernest Boulianne ux: Louis Gavard à Ernest Boulianne pour 119-121-123 rue Papineau.

7212 Retrancher le nom de Vve Jos. Dagenais pour 46 rue St. Henri.

6891½ Inscrire \$1500.00 avec \$150.00 dans colonne des améliorations au lieu du terrain, le total étant le même soit \$1650.00.

6921-6922 Inscrire colonne taxable au lieu d'exemptée pour 1941-1942.

QUARTIER 4 (Dollard)

8414 Substituer Sylvio Bouvrette à Succ. Vve Albert Bouvrette, 170 rue Champlain.

8148 Inscrire Vve Stanfield Larose, comme propriétaire laissant Edgar Dussault comme occupant à 8 rue Victoria.

8082 Inscrire Maybury W. F. comme propriétaire et Chatillon Oswald comme occupant pour 1941-1942.

QUARTIER 5 (Laurier)

9645 Retrancher Scott Estate, laissant Mme M. Louise Catherine Boulay comme propriétaire et inscrire M. Emile Bérubé comme occupant à 276 rue Notre-Dame (Envoyer factures à Mme Boulay).

9195 Substituer Ernest Monette à Cité de Hull pour 102 rue Dollard.

9165 Inscrire Gagnon Nap. Joseph, veuve Téléspore, Gagnon Ferdinand, Régina, Marie Jeanne à Gagnon Nap. Joseph, Téléspore, Ferdinand, Régina et Gagnon Marie Jeanne.

9237a-9238-9954-9987. Substituer Vve Ephrem Vadeboncoeur à Succ. Ephrem Vadeboncoeur.

10044-10044a-10044b. Substituer Gouvernement Provincial de Québec à Commission du District Fédéral pour le lot 8.

10026a Inscrire le Gouvernement Provincial pour partie du lot 120 avec \$125.00 d'évaluation. Insérer dans la colonne exemptée par la loi.

10027 Substituer \$550.00 à \$675.00 pour évaluation d'une partie du lot 120, la différence étant inscrite au numéro 10026a.

Respectueusement soumis,

J. E. BEDARD,

Evaluateur

2. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin L. Thériault :

Que le 1er rapport du comité des Finances, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

1er RAPPORT DU COMITE DE FEU, LUMIERE et ALARME

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Feu, Lumière et Alarme, dûment assemblé en chambre, jeudi le 9 janvier 1941, auquel assistaient :— Monsieur l'échevin A. Desjardins, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, E. Perras et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

DEPARTEMENT LUMIERE ET ALARME

26	St-Louis Machine Shop	\$0.35
27	Ottawa Electric Co.	7.26
28	Gatineau Motors	1.22
29	Charron & Ménard	103.85
30	Canadian Westinghouse Co.	20.28
31	Dépt. des incendies	13.30
32	Marchand Electrical Co. Ltd.	16.64

DEPARTEMENT DU FEU

33	Jos. Pilon Ltée	3.58
34	J. Baillot & Fils	216.51
35	J. Pharand	2.50
36	R. O. Morris Ltd.	11.26
37	Massé Electric	14.16
38	Limoges & Frères	1.25
39	Kelly & Leduc	9.00
40	P. D'Aoust Ltée	5.45
41	Dominion Rubber Co. Ltd.	11.44
42	A. Champagne	1.28
43	Dr. Gérald Brisson	69.00

Que le Trésorier de la cité soit autorisé de payer le salaire du mois de janvier 1941 au pompier Cléophas Boucher, retenu chez lui par la maladie.

A. Desjardins, président

L. Thériault

E. Dompierre

A. Beauchamp

J. E. Décosse

J. Baker

J. A. Morin

J. H. Meilleur

F. E. St-Jean

J. E. Duguay

A. Desjardins

3. Proposé par l'échevin Desjardins, secondé par l'échevin E. Décosse:

Que le 1er rapport du comité de Feu, Lumière et Alarme, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

1er RAPPORT DU COMITE DE SANTE ET PARCS

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Santé et Parcs dûment assemblé en chambre, jeudi le 9 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin E. Perras, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

44	Orphelinat St-Joseph	..... (Ass. Publique)	\$1437.00
45	Hospice St-Charles	..... " .....	1045.50
46	Hospice St-Charles	..... " .....	979.00
47	Gouvernement de Québec	..... (Aliénés)	2934.41
48	Gatineau Power Co.	..... (Marché)	1.02
49	R. Grandchamp	..... (Santé)	25.00
50	M. Emond	..... " .....	37.50
51	Gauthier & Cie	..... " .....	36.50
52	E. Beauchamp	..... " .....	12.00
53	Hôpital Général d'Ottawa	..... " .....	107.20

SALAIRE: Paies Nos. 32-33-34-35-36-37 (décembre 1940)

Parcs et Hôtel-de-Ville \$9.00

L. Thériault
J. E. Décosse
F. E. St-Jean
J. E. Duguay
E. Dompierre

J. Baker
J. H. Meilleur
A. Desjardins
A. Beauchamp
J. A. Morin

4. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le 1er rapport du comité de Santé et Parcs, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

1er RAPPORT DU COMITE DE POLICE

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Police dûment assemblé en chambre, jeudi le 9 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin Armand Turpin, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet et les échevins J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

54	Garage J. Baillot	\$10.03
55	I. Ducharme & Fils	173.20
56	Woods Manufacturing Co. Ltd.	22.58
57	Dépt. des incendies	9.73
58	J. Pharand	64.77
59	Kelly & Leduc	1.07
60	Mine Safety Appliances	6.07
61	Limoges & Frères	28.05
62	Marian Tomaro	686.00
63	Boucher Frères	.07
64	R. O. Morris Ltd.	1.73
65	Fred Quirouet	3.05
66	Chez Pierre	.20
67	J. E. Paradis	13.00
68	Caisse Police	29.30
69	Pritchard-Andrews Co.	11.55
70	J. R. Gaunt & Son	40.00

SALAIRE: Paies Nos. 32-33-34-35-36-37 (décembre 1940)

Police \$24.60

Armand Turpin, Président

L. Thériault

J. E. Décosse

F. E. St-Jean

J. E. Duguay

E. Dompierre

J. Baker

J. H. Meilleur

A. Desjardins

A. Beauchamp

J. A. Morin

5. Proposé par l'échevin A. Turpin, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le 1er rapport du comité de Police, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

1er RAPPORT DU COMITE DES AFFAIRES LITIGIEUSES

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Affaires Litigieuses dûment assemblé en chambre, jeudi le 9 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin Oscar Boucher, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

71—Réclamation de Dame Pierre Lafleur:—

72—Réclamation de M. Joseph Poulin:—

73—Réclamation de M. Albert Legault:—

Les trois réclamations ci-dessus mentionnées sont référées à l'Aviser Légal de la cité afin d'aviser le conseil des responsabilités de la cité dans chaque cas particulier.

74—Réclamation de M. C. Lévesque:— Tel que recommandé dans le rapport de l'Ingénieur de la cité en date du 7 janvier 1941, que le Trésorier de la cité soit autorisé de payer la somme de \$8.25 à monsieur C. Levesque en règlement final de sa réclamation, sans préjudice aux droits de la cité.

L. Thériault

J. E. Décosse

J. Baker

A. Beauchamp

F. E. St-Jean

E. Dompierre

J. H. Meilleur

A. Desjardins

J. E. Duguay

J. A. Morin

6. Proposé par l'échevin A. Turpin, secondé par l'échevin J. Baker:

Que le 1er rapport du comité des Affaires Litigieuses, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

1er RAPPORT DU COMITE DES RUES ET AMELIORATIONS

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Rues et Améliorations dûment assemblé en chambre, jeudi le 9 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. H. Meilleur, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

75	Wright Brothers Supply Ltd.	\$122.87
76	Super-Elastic Sales	24.33
77	Soublière & Lepage	11.73
78	W. D. St-Cyr	5.77
79	McMullen-Perkins Ltd.	16.89
80	Limoges & Frères	54.48
81	Le Droit	6.40
82	Keyes Supply Co. Ltd.	4.84
83	Kelly & Leduc	65.56
84	Instruments Limited	5.44
85	Imperial Oil Ltd.	9.90
86	Département du Feu	137.16
87	Com. des Accidents du Travail	10.00
88	Cie Clerco Ltée	18.30
89	Charron & Ménard	5.57
90	Carleton Motor Sales Ltd.	23.15
91	Can. Pacific Ry. Co.	72.76
92	The Canadian Engineer	4.00
93	Bélanger Frères & Cie	37.01

SALAIRE: Paies Nos. 32-33-34-35-36-37, (décembre 1940)

Neige \$1,464.45

Egoûts 228.25

J. H. Meilleur, Président

A. Desjardins

L. Thériault

A. Beauchamp

E. Dompierre

F. E. St-Jean

J. E. Décosse

J. E. Duguay

J. Baker

J. A. Morin

7. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Décosse:

Que le 1er rapport du comité des Rues et Améliorations, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

1er RAPPORT DU COMITE DE L'EAU

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de l'Eau dûment assemblé en chambre, jeudi le 9 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. Baker, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

94	Woods Manufacturing Co. Ltd.	\$11.22
95	Poste de Service St-Denis	1.25
96	Thomas Robertson Ltd.	37.40
97	People's Gas Supply Co. Ltd.	5.00
98	Ottawa Electric Co.	4.29
99	M. Viau	6.65
100	Nichols Chemical Co. Ltd.	42.53
101	Thos Lawson & Sons Ltd.	590.92
102	Laval Motor Sales	2.91
103	Laurentian Stone Co. Ltd.	46.32
104	Langelier Ltée	1.91
105	Hull Coal Co.	209.05

106	Gatineau Power Co.	322.50
107	I. Ducharme & Fils	17.50
108	Anthime Charron	151.20
109	A. Champagne	51.07
110	Boucher Frères	2.64
111	Alexis Boucher	2.40

SALAIRE: Paies Nos. 32-33-34-35-36-37 (Décembre 1940)

Réparation de services	\$468.35
Bornes-Fontaines	1094.75
Tuyaux Principaux	90.00
Dégelage	90.00
Arrosage	91.90
Chateau d'eau et Usine électrique	25.70

J. Baker, président E. Dompierre

L. Thériault J. H. Meilleur

J. E. Décosse A. Desjardins

J. E. Duguay J. A. Morin

8. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin A. Turpin:

Que le 1er rapport du comité de l'eau, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

9. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin L. Thériault:

Conformément à la lettre circulaire numéro 1, 1940, du Bureau de Reconstruction Economique de la Province de Québec, la cité de Hull demande un octroi de \$20,000.00, montant approximatif requis pour les secours directs à être distribués aux nécessiteux durant le mois de février 1941.

La cité de Hull s'engage à contribuer 20% du coût des secours directs qui seront distribués durant le dit mois de février 1941.

Une liste certifiée des nécessiteux par ordre alphabétique, contenant le nom des chefs ou soutiens de famille, le nombre de

leurs dépendants et le nom des personnes vivant seules accompagne la présente résolution.

Adopté.

10. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin E. Décosse:

Que le trésorier soit autorisé à faire les transports du stock et de l'outillage sortis du magasin municipal pour la période du 15 novembre-15 décembre 1940, tel que spécifié dans le rapport de l'acheteur en date du 21 décembre 1940.

Adopté.

11. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que l'acheteur du département des travaux soit autorisé de demander des soumissions cachetées, suivant les spécifications soumises ce soir, adressées au conseil de la cité de Hull, pour la fourniture de la gasoline, de l'huile à moteur, des graisses, etc.

Ces soumissions devront être remises au Greffier de la cité pas plus tard que quatre heures de l'après-midi, mardi le 28 janvier 1941.

Adopté.

12. Proposé par l'échevin H. Meilleur, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le trésorier de la cité soit autorisé à payer à monsieur David Martial, 18a rue Carrière Hull, la somme de \$209.18, en règlement final de sa réclamation faite à la suite d'un accident du travail, le 15 janvier 1940 et conformément à une adjudication rendu par la Commission des accidents du travail de Québec.

Adopté.

13. Proposé par l'échevin E. Dompierre, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le trésorier de la cité soit autorisé de payer à monsieur Alexandre Taché, la somme de \$48.30 suivant le jugement rendu

par l'honorable Juge Duranleau dans la cause en appel de Antoinette Michaud.

Adopté.

14. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin A. Turpin:

Que la résolution numéro huit de l'assemblée régulière du 7 janvier 1941 soit reconsidérée.

Pour la résolution les échevins:— Turpin, Baker, Duguay, Meilleur, St-Jean. 5.

Contre les échevins:— Morin, Cadieux, Thériault, Dompierre, Beauchamp, Perras, Desjardins, Décosse. 8.

Son Honneur le Maire déclare la résolution battue.

15. Proposé par l'échevin A. Turpin, secondé par l'échevin A. Beauchamp:

Considérant qu'il se tient actuellement à Ottawa, une réunion des représentants de nos provinces et du gouvernement fédéral dans le but d'étudier le rapport des enquêteurs de la Commission Sirois-Rowel;

Considérant que certaines conclusions de ce rapport et plusieurs recommandations des enquêteurs, si elles sont acceptées et adoptées, peuvent être exclusivement dangereuses pour l'autonomie et l'avenir de notre province;

Il est résolu:

Que le conseil de la municipalité de Hull s'oppose à l'adoption de toutes mesures diminuant l'autonomie ou lésant les droits garantis à notre province par l'Acte Britannique de l'Amérique du Nord, avant que ces dites mesures n'aient été approuvées par l'électorat.

Que copies de cette résolution soient envoyées au premier ministre du Canada, au premier ministre de la Province de Québec, aux représentants de notre province à cette réunion, aux députés

fédéral et provincial du comté de Hull, aux conseils des dix principales villes de notre province.

Adopté.

Messieurs les échevins Desjardins et Morin, dissidents.

16. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que le Trésorier de la cité soit autorisé de payer les comptes des fournisseurs pour le mois de novembre 1940, au montant de \$13,652.62 et un montant de \$2,800.65 pour loyers, le tout suivant les listes préparées et certifiées par le Directeur du comité du chômage de la cité de Hull et vérifiées par le vérificateur municipal.

Adopté.

17. Proposé par l'échevin A. Turpin, secondé par l'échevin J. Baker:

Que monsieur John F. Taylor soit nommé membre de la Commission indépendante de police pour compléter cette commission.

Adopté.

18. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Décosse:

Que l'acheteur soit autorisé à faire l'achat de marchandises au montant de \$2,499.23, tel que prévu dans le rapport de l'ingénieur de la cité en date du 27 décembre 1940, et suivant avis de motion en date du 7 janvier 1941.

Adopté.

19. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin L. Thériault:

Conformément à l'avis de motion donné le 19 décembre 1940, qu'un montant de \$50.00 soit employé pour faire faire une photographie des membres du conseil municipal du terme de 1939 et 1940. Les fonds devant être pris à même les appropriations des "Imprévus."

Adopté.

20. **Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:**

Que monsieur Adéodat Lambert, soit chargé de signer les cartes d'assistance publique au nom de la ville. Que le dit employé fasse dans chaque cas une enquête au sujet du degré d'indigence de ou des assistés. Que le dit employé contrôle le plus économiquement et humainement possible les entrées des indigents dans nos institutions.

Adopté.

21. **Proposé par l'échevin E. Dompierre, secondé par l'échevin L. Thériault:**

Que la lettre de Me J. Noel Beauchamp soit référée à l'évaluateur de la cité pour rapport au conseil.

Adopté.

22. **Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin A. Turpin:**

Que ce conseil autorise le comité du chômage de la cité de Hull à faire la distribution de secours aux personnes inaptes au travail pour le mois de janvier 1941.

Le Trésorier de la cité devra présenter un compte à la Société de Bienfaisance de Hull afin de réclamer les montants dépensés pour ces distributions de secours aux inaptes.

Adopté.

23. **Considérant que la Société de Bienfaisance de Hull est un organisme fondé dans le but d'aider et de co-opérer avec le conseil municipal afin d'aider au soutien des personnes indigentes malades, sous la loi de l'assistance publique de Québec;**

Considérant que le Bureau de Direction de la dite société, tel que constitué à l'assemblée du 18 décembre 1940, n'est pas apte à remplir cette fonction, c'est-à-dire aider et co-opérer avec le présent conseil municipal,

Il est proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin A. Turpin:

Et résolu que demande soit faite au président actuel de la Société de Bienfaisance de Hull, monsieur Alphonse Moussette, et aux directeurs messieurs Georges Bilodeau, Edmond Laramée, Arthur Meilleur, Eugène Dagenais, Henri Gauthier et Edmond Lalonde de remettre leur démission, avant le 1er février 1941, comme officiers et directeurs de cette Société, et ce, pour le bien général de la dite Société et des contribuables.

Adopté.

24. Proposé par l'échevin E. Décosse, secondé par l'échevin A. Desjardins:

Que ce conseil acquiesce à la demande de monsieur J. A. Fortin, en date du 6 décembre 1940, et consent à lui louer pour la période d'une année de la présente date une partie de la rue Verdun, soit environ 250 pieds de longueur au bord de la rivière Ottawa. Le loyer de ce terrain sera de \$1.00 par année.

Adopté.

25. Proposé par l'échevin A. Turpin, secondé par l'échevin J. Baker:

Au cas où l'opinion de l'aviseur légal de la cité serait que messieurs Champagne, Baillot et Villeneuve détiennent illégalement les fonds appartenant à la cité, que ces messieurs soient avertis qu'ils auront à payer un intérêt sur ces sommes.

A la demande du proposeur et du secondeur cette résolution est laissée sur la table.

Hull, le 19 décembre 1940.

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$50.00 soit employé pour faire faire une photographie des membres du conseil municipal du terme de 1939 et 1940. Les fonds devant être pris à même les appropriations pour les imprévus.

(Signé) F. E. St-JEAN,
échevin

Je soussigné, trésorier de la cité de Hull, certifie qu'il y a des fonds disponibles au crédit de l'appropriation ci-dessus mentionnée.

(signé) JOS. RAYMOND,
Trésorier de la cité

Hull, le 7 janvier 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$2,929.23 soit employé pour l'achat de matériaux, les fonds devant être pris à même les appropriations suivantes:— Réparations de services \$38.00; Bornes-fontaines \$113.15; Tuyaux Principaux \$18.10; Neige \$768.55; Château d'eau et usine \$230.00; Chantier municipal \$124.08; Chlorination \$1,189.44; Egoûts \$88.25; Secours directs \$115.00; Magasin Stock \$244.66.

(Signé) H. MEILLEUR,
échevin

Je soussigné, trésorier de la cité de Hull, certifie qu'il y a des fonds aux appropriations ci-dessus mentionnés, moins un montant de \$30.00 pour le Château d'eau et \$400.00 pour la chlorination. Il n'y a pas d'estimé pour l'administration des secours directs et le magasin-stock.

(Signé) JOS. RAYMOND,
trésorier.

26. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin A. Beauchamp:

Que ce conseil ajourne au 20 janvier 1941.

Adopté.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL
District de Hull.

No. 4

SEANCE DU 20 JANVIER 1941.

A une assemblée régulière ajournée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville, de la dite cité, à huit heures du soir, lundi le 20 janvier 1941, à laquelle sont présents:—

Son Honneur le Maire Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, J. H. Meilleur, J. A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, O. Boucher, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

Monsieur l'échevin Oscar Boucher quitte son siège.

1. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin F. E. St-Jean: ,

Que la résolution ci-dessous, adoptée le 14 janvier 1941 par la Commission de chômage de la cité de Hull, soit ratifiée par ce conseil municipal:—

Considérant qu'il est reconnu que le coût de la vie dans la cité de Hull est beaucoup plus élevé que dans la plupart des autres centres de la province de Québec;

Considérant que ce coût de la vie est sensiblement augmenté durant les mois d'hiver;

Considérant qu'il est du désir du conseil de la cité de Hull de collaborer avec le Bureau de Reconstruction Economique de la province de Québec dans l'application de son plan de travail;

Il est résolu que nous prions, par la présente, le Directeur du Bureau de Reconstruction Economique de la Province de Québec

de bien vouloir approuver l'application d'une prime de travail de 10% dans le cas de travaux exécutés dans la cité de Hull et une prime de 20% dans le cas de travaux provinciaux exécutés en dehors de la ville, et ce, à partir de la présente semaine jusqu'au 31 mars 1941.

Adopté.

2. Considérant que le Bureau de Reconstruction Economique de Québec par sa lettre au Maire en date du 23 décembre 1940 exprime le désir que les paiements pour secours directs soient dorénavant effectués en argent; de même qu'il est fait dans toutes les autres villes de la province,

Il est proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le Greffier soit autorisé à demander à la Commission Municipale de Québec la permission d'escompter à demande un billet à la Banque au montant de \$25,000.00 dont le produit sera déposé au crédit d'un fonds spécial et employé uniquement au paiement des secours directs durant le mois de février 1941. Le paiement de cet escompte sera fait avec le remboursement par le gouvernement provincial de sa part des dépenses de secours directs pour ce mois. (février)

Que sur réception de la permission demandée, Monsieur le Maire le Président des Finances et le Trésorier s'entendent avec les autorités de la Banque afin d'effectuer cet escompte.

Que le trésorier soit autorisé à s'entendre avec les Auditeurs de la cité afin d'établir le système de paiement des secours directs par chèques, à commencer du 1er février 1941, pourvu que les fonds nécessaires à cette fin soient au crédit du compte des secours directs.

Adopté.

3. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin A. Beauchamp:

Que l'aviseur légal soit autorisé à préparer un règlement autorisant un emprunt par une émission de débentures, pour couvrir

la part de la cité dans les dépenses autorisées par le Bureau de Reconstruction Economique de Québec.

Adopté.

4. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. Baker:

Qu'à l'avenir, l'Ingénieur de la cité, le surintendant des travaux et les commis au chantier municipal ne prêtent ou ne louent l'outillage et la machinerie de la cité à aucune personne ou corporation sans avoir, au préalable, obtenu la permission écrite du Président du comité des rues et améliorations.

Adopté.

5. Proposé par l'échevin A. Turpin, secondé par l'échevin E. Duguay:

Que monsieur Edgar Gauthier, nommé membre de la commission indépendante de police, mais qui s'est déclaré dans l'impossibilité d'accepter, soit remplacé par monsieur Hector Tessier sur cette commission.

Adopté.

6. Proposé par l'échevin A. Turpin, secondé par l'échevin J. Baker:

Qu'un comité de la circulation soit organisé et qu'il soit composé de représentants de la Commission Scolaire, de la Ligue de Sécurité, de la cie Hull Electric, du directeur de la sureté municipale et du président du comité de police.

Adopté.

7. Proposé par l'échevin A. Desjardins, secondé par l'échevin A. Turpin:

Tel que demandé par l'aviseur légal de la cité, dans sa lettre en date du 17 janvier 1941, le Greffier de la cité est chargé de l'informer que le rapport le plus pressant est celui qui a trait au "Centre Civique"; que l'aviseur légal de la cité soit invité d'assister à l'assemblée des comités permanents du conseil qui sera tenue le 28 janvier courant, et si possible que son rapport soit prêt à être

soumis au conseil ce soir là. Adopté.

8. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que la lettre de monsieur Lucien Sarra-Bournet en date de ce jour et le dossier concernant cette affaire soient renvoyés au comité des affaires litigieuses.

Adopté.

9. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Que le trésorier soit autorisé de payer les deux semaines de salaire dues à monsieur L. Lefebvre pour vacances qu'il avait prises — monsieur Lefebvre était autrefois surintendant du département de l'aqueduc.

Adopté.

10. Proposé par l'échevin F. E. St. Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Que le trésorier de la cité soit autorisé de payer les comptes des fournisseurs pour le mois de décembre 1940 au montant de \$17,116.35 et un montant de \$2,718.25 pour loyers, le tout suivant les listes préparées et certifiées par le Directeur du chômage de la cité de Hull et vérifiées par le vérificateur municipal.

Adopté.

11. Proposé par l'échevin A. Turpin, secondé par l'échevin J. Baker:

Qu'un montant de \$500.00 soit mis à la disposition de la commission du chômage pour distribution de combustible aux personnes inaptes au travail suivant les besoins jugés nécessaires par elle.

Adopté.

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant soit employé pour payer 15 jours de salaire à monsieur Lucien Lefebvre sur ses vacances annuelles, le tout

suivant sa demande en date du 9 janvier 1941. Les fonds devant être pris à même les appropriations pour l'aqueduc.

(signé) F. E. St-JEAN,
échevin

Veuillez mentionner à quel fonds?

(signé) JOS. RAYMOND,
trésorier

Hull, le 20 janvier 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$500.00 soit employé pour fournir du combustible aux personnes inaptes au travail. Les fonds devant être pris à même les appropriations pour "Imprévus".

(signé) A. TURPIN,
échevin

Je, soussigné trésorier de la cité de Hull, certifie qu'il y a des fonds disponibles au crédit de l'appropriation ci-dessus mentionnée.

(signé) JOS. RAYMOND,
trésorier

Ajournement Sine Die.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL
District de Hull.

No. 5

SEANCE DU 3 FEVRIER 1941

A une assemblée régulière du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, à huit heures du soir, lundi le 3 février 1941, à laquelle sont présents :

Son Honneur le Maire Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, J. H. Meilleur, J. A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, O. Boucher, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

1. Proposé par l'échevin J. B. Cadieux, secondé à l'unanimité :

Qu'un vote de sympathies soit offert à l'échevin Achille Morin, ainsi qu'à sa famille à l'occasion de la mort de son fils, l'ancien constable Wilfrid Morin.

Adopté.

2. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin E. Dompierre :

Que les communications qui viennent d'être lues, soient renvoyées à leurs comités respectifs, moins celles de :—

Messieurs, Zéphir Legault, Josephat Normand, Joseph Labelle, J. B. Benoit, Omer Bigras, A. Frappier, Jos. Normand, S. Thivierge, J. R. Fauvelle, J. A. Huot, Eug. Levasséur, J. Berniquez, René Piché, Sam Bélanger, Edgar Fréchette, Louis Landry, Etienne Monette, Ambroise St-Martin, Omer Poirier, Ligouri Laframboise, Emile Dion, Aurèle Séguin, Pierre Chénier, La Commission des Transports du Canada, l'Honorable Premier Ministre, l'assistant-procureur général, Député Alexis Caron, l'Association des Petits Propriétaires, l'Union Nationale Catholique des Policiers et l'Union

Nationale Catholique des employés des départements de Feu, Lumière & Alarme de Hull, La Chambre de Commerce de Hull, l'Association des Petits Propriétaires, La Chambre de Commerce Junior, Charles Stafford, Rodolphe Gratton, Robert McMurtie, La Chambre de Commerce Junior, Léo. Joannette, Wilfrid Ouellette, E. Binet, Etienne Talbot, l'Association des Petits Propriétaires, Albert Sabourin, Farley & Farley, Arthur Tessier, A. V. Gale, Rev. G. H. Lemieux, l'Association des Maître Barbiers, Alfred Picard, Isidore Plouffe, Joseph Duguay, Notaire Ménard, La Commission Municipale de Québec, Royal Ins. Co., Robert Fortier, J. N. Beauchamp, Armand Presseau, Jean Louis Proulx.

Adopté.

2ième RAPPORT DU COMITÉ DES AFFAIRES LITIGIEUSES A la Corporation de la Cité de Hull

Le comité des Affaires Litigieuses dûment assemblé en chambre, mardi le 28 janvier 1941, auquel assistaient:— Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

1. Réclamation de M. Georges Schnobb:— Le dossier dans cette affaire est référée à l'Aviser Légal de la cité pour rapport au conseil.

2. Réclamation de M. W. D. St. Cyr:— L'avis de réclamation de messieurs Farley & Farley, avocats, est référé à l'Ingénieur de la cité pour rapport à être soumis à l'Aviser Légal de la cité.

3. Réclamation de Melle Edith Cousins:— La lettre de Melle Cousins en date du 20 janvier 1941 et le rapport de l'Ingénieur de la cité en date du 22 janvier 1941 sont référés à l'Aviser Légal de la cité pour rapport au conseil.

4. Réclamation de Melle B. Maisonneuve:— La lettre de Melle Maisonneuve en date du 18 janvier 1941 et le rapport de l'Ingénieur de la cité en date du janvier 1941 sont référés à l'Aviser l'Ingénieur de la cité en date du 22 janvier 1941 sont référés à l'Aviser Légal de la cité pour rapport au conseil.

5. Réclamation de M. Albert Legault:— Le Greffier de la cité est chargé d'informer le réclamant que la Cité de Hull n'est pas responsable de cet accident.

6. Réclamation de M. Joseph Poulin:— Le Greffier de la cité est chargé d'informer le réclamant que la Cité de Hull n'a aucune responsabilité relativement à cet accident.

7. Réclamation de Dame Pierre Lafleur:— Le Greffier de la cité est chargé d'informer la réclamante que la Cité de Hull n'est pas responsable de cet accident.

8. Réclamation de M. Elzéar Richard:— Le dossier des correspondances dans cette affaire est référé à l'Ingénieur de la Cité pour rapport à être soumis à l'Aviser Légal de la Cité.

9. Réclamation de Alex. Richard:— La réclamation de monsieur Richard en date du 20 janvier 1941 et le rapport de l'Ingénieur de la cité en date du 22 janvier 1941 sont référés au comité de Santé de la cité de Hull pour rapport au conseil.

10. Réclamation de Versailles-Vidricaire-Boulais, Ltée:— Le Trésorier de la cité est autorisé à payer le mémoire de frais de Me J. W. Ste. Marie au montant de \$186.13.

11. RE: Compte de monsieur Lucien Sarra-Bournet, architecte:— Un comité spécial, composé des échevins F. E. St-Jean, E. Perras, A. Beauchamp et J. E. Décosse, est chargé de faire une étude de ce compte pour rapport au conseil.

J. H. Meilleur

J. Baker

A. Turpin

A. Desjardins

J. Eug. Décosse

A. Beauchamp

F. E. St-Jean

J. E. Perras

L. Thériault

E. Dompierre

J. B. Cadieux

J. E. Duguay

3. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin F. E. St-Jean :

Que le 2ième rapport du comité des Affaires Litigieuses, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

2ième RAPPORT DU COMITE DES FINANCES

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Finances, dûment assemblé en chambre, mardi le 28 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin F. E. St-Jean, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, O. Boucher, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

13	Le Progrès de Hull	(Papeterie)	\$6.88
14	Imprimerie Provinciale	"	3.57
15	P. A. Larocque	"	18.09
16	G. E. Gauvin & Fils	"	18.15
17	Charron & Ménard	"	1.53
18	L. Massé & Cie	(Secours Directs)	150.00
19	Ottawa Electric Co.	"	4.10
20	Librairie Trudel	"	.20
21	A. A. Laflamme	(Cour recorder)	27.00
		(trésorier)	199.80
22	Leda Savonnerie	(H-de-Ville)	1.00
23	Soublière & Lepage	"	37.70
24	Langelier Ltée	"	2.42
25	Hull Coal Co.	"	85.68
26	P. A. Lanthier	"	15.30
27	I. Létourneau	(C. des bâtisses)	4.25
28	Z. Miron & Fils	"	2.82
29	Kelly & Leduc	"	2.34

SALAIRE: Paies Nos. 38-39-40 (janvier 1941)

Secours Directs	\$549.00
Comité des bâtisses	75.75
Hôtel-de-Ville	6.75

Que le rapport de l'Evaluateur de la cité en date du 27 janvier 1941, concernant certains changements au rôle d'évaluation de la cité de Hull, soit approuvé.

Que le rapport du Greffier de la cité, en date du 27 janvier 1941, concernant l'item "Papeterie" soit approuvé que le Trésorier de la cité soit autorisé à faire dans ses livres les transports y mentionnés.

F. E. St-Jean, président

L. Thériault

E. Dompierre

J. Eug. Décosse

J. B. Cadieux

A. Beauchamp

J. H. Meilleur

J. A. Morin

J. Baker

Hull, Qué., le 27 janvier 1941

A Son Honneur le Maire,

Messieurs les échevins

Messieurs:

Veuillez autoriser le Trésorier de la cité à créditer l'appropriation "Papeterie" de la somme de \$255.71 et débiter les départements suivants:—

Trésorier	\$17.81
Greffier	130.76
Ingénieur	20.75
Election	14.72
Secours Directs	27.76
Police	33.90
Evaluateur .....	.46
Santé	7.30
Comité des bâtisses	2.25

Bien à vous,

Le Greffier,

H. LEON LEBLANC,

BUREAU DE L'EVALUATEUR
Rapport No. 1

Hull, le 27 janvier, 1940

Monsieur le Maire,

Messieurs les échevins,

Messieurs:

J'ai l'honneur de vous faire rapport des changements et mutation pour le mois de janvier, 1941.

(Pour rôles d'évaluation 1940-41 et 1941-42)

QUARTIER No. 1 Val-Tétreau)

788A Inscrire dans la colonne "Taxe Spéciale" le mot Huissier.

457 Substituer J. A. Charron à Cité de Hull pour le lot 339-28.

QUARTIER No. 1A (Wrightville)

3081A Substituer cadastre 246-480 à 246-483 pour 1941-1942.

3336 Substituer pte du lot 244 à 244-244.

3386 Inscrire dans la colonne exempté par la loi.

3387 Inscrire dans la colonne exempté par la loi.

4143 et 4144 Substituer Vve J. A. Lalonde à J. A. Lalonde.

4150 Substituer Cadastre 254-12H. 333 à 25-H-12H. 333.

2948-2949-2950 Inscrire ces trois entrées ensemble pour fins de la taxe d'eau pour 1940-41.

5427-28 Inscrire évaluation dans la colonne taxable au lieu d'exemptée pour 1941-1942 rue Labelle.

3541 Inscrire dans la colonne taxable au lieu d'exemptée pour 1941-1942.

QUARTIER 2 (Montcalm)

5145 Substituer August Vital à Canada Cement Co.

5214 Substituer Sud 142 et Nord 143 à pte N. 144-143 pour 164-166 rue Montcalm.

5216 Substituer Nord 144 et Sud 143 à S. 144 pour 162 rue Montcalm.

5217 Substituer Sud 144 à Nord 145 pour 160 rue Montcalm.

- 5218 Substituer Nord 145 à Sud 145 pour 158 rue Montcalm.
5220 Substituer Sud 146 et N. 147 à 147 pour 150-152 rue Montcalm.
5219 Substituer Nord 146 et Sud 145 à 146 pour 154-156 rue Montcalm.
5221 Substituer Nord 148 et Sud 147 à 148 pour lot vacant.
5222 Substituer N. 149 et S. 148 à Nord 149 pour 144 rue Montcalm.
5223 C. 149 à S. E. 149 pour 142 rue Montcalm.
5224 Substituer pte 150 et S. 149 à 150 pour 138-140 rue Montcalm.
5225 Substituer pte 151 et pte 150 à pte 151 pour 136 rue Montcalm.
5191 Substituer pte 154, pte 155, pte 153 et pte de rue à pte 154, et pte 155 pour 10 à 14 rue Dupuis.
5367 Substituer Nord Est 174 et pte 174 à N. C. 174 pour 28 rue Ferland.
5366 Substituer N. E. 176 à 176, avec Est 175 et N. O. 174 pour 24 rue Ferland.
5374 Nord Ouest 175 à Nord Centre 175 pour 19 rue Ferland.
5376 Inscrire pte de rue avec pte 156 pte 175, pte 174 pour 25 rue Ferland.
5016 Inscrire évaluation de bâtisses à 1655.00 au lieu de 1665 pour 1941-1942.

QUARTIER 3 (Lafontaine)

- 6328 Substituer Ottawa Electric Company à Ottawa Electric Rlwy. Co. pour 1941-1942.
6165-6166-6253-5252 Inscrire Dame Mabel Barbara Wild ux Geo. Alfred Wild et Dame Ella Margaret Guest ux Kenneth S. Guest comme seules propriétaires.
Envoyer factures à Morris Motors Ltd., 48 rue Vaudreuil.
6326 Inscrire \$25,000.00 au lieu de \$2500.00 pour 1941-1942.
6009a Retrancher la taxe comme dentiste pour le Dr. J. U. Delisle étant décédé.
6189 Substituer Charles Goyette (ad. 238 St. André, Ottawa, Ont.) à Rose Ladouceur, 53 rue Vaudreuil.

QUARTIER 3A (Frontenac)

7269 Substituer Alcidas Charron à Arsidas Charron pour 86 rue St. Florent.

7356 Substituer Vve Etienne Bilodeau à Vve Etienne Falardeau, 361½ rue Falardeau pour 1941-1942.

7407 Substituer Antoine Dontigny à Antonin Dontigny pour 1941-1942 pour 29 rue Falardeau.

7560 Substituer Mme Romeus Fauvelle à Mme Roméo Fauvelle pour 137 rue Liaval.

7745 Inscrire Godin Raoul et Aimé comme occupant pour 1941-1942.

6829 Substituer Godefroi Fortier à Godefroi Fortin.

7040 Substituer Oscar Simon à Osias Simon.

7473 Substituer Cyrille Moreau à C. Morin.

7785 Inscrire Leclair Mme M. Louisse comme occupant.

7920 Substituer Marian Tomaro à H. Quevillon.

6867a Retrancher cette entrée M. Desormeaux a abandonné le commerce de bois.

QUARTIER 5 (Laurier)

9756a Inscrire Can. Int. Paper Co. comme occupant au lieu de locataire pour 1941-1942.

9841 Inscrire Supertest Petroleum Co. Ltd. Cad. 557-6-555-58 vacant, évaluation terrain \$800.00. Total 800.00.

9138 Inscrire Cité de Hull et Brazeau Zotique à Cité de Hull.

Respectueusement soumis,

J. E. BEDARD,

Evaluateur

4. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le 2ième rapport du comité des Finances, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

2ième RAPPORT DU COMITE DE FEU, LUMIERE et ALARME A la Corporation de la Cité de Hull.

Le Comité de Feu, Lumière et Alarme, dûment assemblé en chambre, mardi le 28 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin A. Desjardins, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, E. Perras, E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

DEPARTEMENT DU FEU

30	R. O. Morris Ltd.	\$2.00
31	J. H. Poitras	91.50
32	J. E. Séguin	4.78
33	R. O. Morris Ltd. ....	.99
34	Kelly & Leduc	12.38
35	General Motors Ltd.	5.60
36	A. R. Farley	1.84
37	Charron & Ménard	18.08
38	Bélanger Frères Cie	364.57
39	J. Baillot & Fils	181.40
40	Brake Service Station	1.33

DEPARTEMENT DE LUMIERE ET ALARME

41	Z. Miron & Fils	4.59
42	Thornton & Truman Ltd. ....	.40
43	Gatineau Motors Co. ....	.39
44	Charron & Ménard	3.27
45	P. A. Larocque	1.84
46	Poste de Service Rochon	7.28
47	Dépt. des incendies	14.84

Tel que recommandé par le Directeur du Service des Incendies dans sa lettre en date du 28 janvier 1941, que le Trésorier de la Cité soit autorisé de payer le salaire du pompier Cléophas Boucher pour le mois de février 1941. Cet employé est retenu chez lui

par la maladie comme l'atteste le certificat du Dr. J. L. Pichette en date du 27 janvier 1941.

Que le Directeur du Service des Incendies soit autorisé d'acheter un accumulateur (batterie) de 13 plaques au coût de \$6.95 et un autre accumulateur (batterie) de 19 plaques au coût de \$18.12. Ces dépenses seront chargées aux appropriations du Département de Feu.

A. Desjardins, Président

J. B. Cadieux

F. E. St-Jean

A. Beauchamp

L. Thériault

J. A. Morin

E. Dompierre

J. Baker

J. Eug. Décosse

5. Proposé par l'échevin A. Desjardins, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le 2ième rapport du comité de Feu, Lumière et Alarme, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

2ième RAPPORT DU COMITE DE SANTE ET PARCS

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Santé et Parcs dûment assemblé en chambre, mardi le 28 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin E. Perras, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

48	G. Provincial	(Ass. Publique)	31,499.11
49	A. Grandchamp	"	25.00
50	E. Beauchamp	"	43.00
51	M. Emond	"	53.50
52	Gauthier Cie Ltée	"	23.00
53	Hôpital Général d'Ottawa	(Hosp.)	32.16

54 G. Provincial (Unité Sanitaire) 3,112.80

J. E. Perras, Président	A. Beauchamp
F. E. St-Jean	E. Dompierre
L. Thériault	A. Desjardins
J. Eug. Décosse	J. Baker
J. B. Cadieux	

6. Proposé par l'échevin J. E. Perras, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que le 2ième rapport du comité de Santé et Parcs, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

2ième RAPPORT DU COMITE DE POLICE

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Police dûment assemblé en chambre, mardi le 28 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin A. Turpin, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

55	Fred. Quirouet	\$5.85
56	Dépt. des incendies	15.92
57	Charron & Ménard	6.58
58	J. Baillot & Fils	7.17
59	Kelly & Leduc	5.41
60	Dr. J. L. Pichette	41.00
61	Beauchamp Auto	60.00
62	R. O. Morris	8.99
63	Caisse Police	18.09

SALAIRE: Paies Nos. 38-39-40 (janvier 1941)

Police \$18.65

A. Turpin, Président

J. H. Meilleur

L. Thériault

E. Dompierre

F. E. St-Jean

A. Beauchamp

J. Eug. Décosse

A. Desjardins

J. B. Cadieux,

J. A. Morin

J. Baker

7. Proposé par l'échevin Armand Turpin, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le 2ième rapport du comité de Police, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

2ième RAPPORT DU COMITE DE L'EAU

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de l'Eau dûment assemblé en chambre, mardi le 28 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. Baker, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, E. Duguay, H. Meilleur, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

64	Thomas Robertson Ltd	\$54.00
65	People's Gas Supply	1.75
66	Ottawa Electric Co.	4.29
67	Nichols Chemical Co. Ltd.	1024.52
68	Z. Miron & Fils	24.95
69	Laurentian Stone Co. Ltd.	24.46
70	Kelly & Leduc	15.43
71	Gatineau Power Co.	248.87
72	A. Champagne	2.35
73	Joseph Brunet	1.50

SALAIRE: Paies Nos. 38-39-40 (Janvier 1941)

Réparations de services	\$179.25
Bornes-Fontaines	512.25
Tuyaux Principaux	32.50
Dégelage	135.00
Chateau d'eau & U. Electrique	11.15

J. Baker, Président	J. H. Meilleur
L. Thériault	E. Dompierre
F. E. St-Jean	A. Beauchamp
J. Eug. Décosse	A. Desjardins
J. B. Cadieux	J. A. Morin

8. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le 2ième rapport du comité de l'eau qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

2ième RAPPORT DU COMITE DES RUES ET AMELIORATIONS

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Rues et Améliorations dûment assemblé en chambre, mardi le 28 janvier 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. H. Meilleur, Président; Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, O. Boucher, E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

74 Nap. Tremblay	\$85.46
75 S & S Auto Parts	11.50
76 Poste de Service Rochon	3.90
77 Dr. Henri Pilon	13.00
78 Jos. Pilon Ltée .....	.91
79 Langelier Ltée	49.26
80 Instruments Ltd.	23.35
81 Dépt. des incendies	54.46
82 Hull Electric Co.	2.96

83	Hull Coal Co.	210.42
84	Albert Gratton	5.72
85	P. D'Aoust	19.00
86	Chez Pierre	1.25
87	Chelsea Service Station	11.02
88	Anthime Charron	288.00
89	Can. Pacific Ry.	84.25
90	Bélanger Frères Cie	153.68
91	Alie Sylvio	45.35

SALAIRE: Paies Nos. 38-39-40 (janvier 1941)

Neige	\$787.35
Egoûts	122.45

J. H. Meilleur, Président

J. Baker

L. Thériault

E. Dompierre

F. E. St-Jean

A. Beauchamp

J. Eug. Décosse

A. Desjardins

J. B. Cadieux

J. A. Morin

9. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. Emile Duguay:

Que le 2ième rapport du comité des Rues et Améliorations, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

10. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que Son Honneur le Maire s'entende avec le député Alexis Caron dans le but d'obtenir du Gouvernement Provincial le remboursement des montants réduits des réclamations pour secours directs distribués dans la Cité de Hull durant la période de janvier 1940 à février 1941 inclusivement.

Adopté.

11. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. Eugène Décosse:

Que le Trésorier soit autorisé à faire le transport du montant de \$550.00 de l'appropriation "Arrosage" à l'appropriation "Neige"

tel que mentionné dans le rapport de l'Ingénieur en date du 3 courant.

Adopté.

12. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que le Trésorier de la Cité soit autorisé à faire les transports du stock et de l'outillage, tel que prévu dans le rapport de l'acheteur en date du 27 janvier 1941.

Adopté.

13. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que l'Acheteur soit autorisé à faire l'achat de matériaux au montant de \$987.21 tel que prévu dans le rapport de l'Ingénieur en date du 28 janvier 1941, et suivant avis de motion donné antérieurement.

Adopté.

14. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que le Trésorier soit autorisé à payer à monsieur Arthur Tessier, la somme de \$45.00 en règlement final de sa réclamation, les fonds devant être pris à même les estimés pour dommages, le tout sans préjudice aux droits de la Cité.

Adopté.

15. Proposé par l'échevin Emile Duguay, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Afin de donner suite au rapport du Directeur du Département des incendies en date du 7 janvier 1941, que l'Inspecteur des bâtisses de la cité de Hull soit chargé d'aviser le propriétaire de l'immeuble portant le numéro civique 102 rue St-Henri de se conformer à l'article 7 du règlement numéro 336 de la cité de Hull concernant la construction des bâtisses.

Adopté.

16. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Conformément à la lettre circulaire numéro 1-1940, du Bureau de Reconstruction Economique de la Province de Québec, la cité de Hull, demande un octroi de \$23,000.00 montant approximatif requis pour les secours directs à être distribués aux nécessiteux durant le mois de mars 1941.

La cité de Hull s'engage à contribuer 20% du coût des secours directs, qui seront distribués durant le dit mois de mars 1941.

Une liste certifiée des nécessiteux par ordre alphabétique, contenant le nom des chefs ou soutiens de famille, le nombre de leurs dépendants et le nom des personnes vivant seules accompagne la présente résolution.

Adopté.

17. Proposé par l'échevin Armand Turpin, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Vu la recommandation faite au Conseil par la Commission indépendante de police, tel que contenu dans la lettre ci-annexée;

Il est résolu par ce Conseil de procéder immédiatement à la tenue d'une enquête judiciaire sur l'administration des comités et du département de police pour la période comprise entre le 1er mai 1936 et le 31 janvier 1940.

Adopté

COMMISSION DE POLICE INDEPENDANTE

Hull, le 27 janvier, 1941

A Son Honneur le Maire,

Messieurs les Echevins,

Messieurs,

Vous trouverez ci-après copie d'une résolution adoptée par la Commission de Police Indépendante à une assemblée tenue le 25 janvier 1941.

"Considérant la déclaration faite par l'échevin Emile Dom-pierre, président du Comité de Police pour l'année 1940, à l'assemblée du 18 décembre dernier et celle du Chef J. A. Robert, publiée dans le journal "LE DROIT" quel-

ques jours plus tard, contredisant les déclarations et affirmations de M. l'échevin Dompierre, et

Considérant l'affidavit, déjà rendu public, de l'ancien chef de police Marengère déclarant qu'on l'a entravé dans l'exercice de ses fonctions durant son terme d'office, et
Considérant les renseignements portés depuis à la connaissance de cette Commission par des gens au courant et dignes de foi, et

Considérant la demande générale parmi le public pour la tenue d'une enquête,

Il est résolu, dans l'intérêt général, que la Commission de Police Indépendante, recommande unanimement au Conseil de Ville, la tenue immédiate d'une enquête judiciaire sur l'administration des Comités et du Département de Police depuis Mai 1936."

Votre tout dévoué,

LA COMMISSION DE POLICE INDEPENDANTE

(Signé) Hector Tessier, secrétaire.

18. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin. J. Eugène Décosse:

Que la résolution numéro 1 de l'assemblée du 21 mars 1940 formant "Le Comité de Chômage de la cité de Hull" soit rescindée.

Que la Commission de Chômage de la Cité de Hull, telle que nommée par la résolution No. 3 de l'assemblée du 7 janvier 1941, ait les pouvoirs de faire les règlements qu'elle jugera à propos pour la bonne administration de la Loi du chômage dans la cité de Hull en collaboration avec le Bureau de Reconstruction Economique de la Province de Québec.

Adopté.

19. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que la résignation de monsieur Rodolphe Gratton comme Direc-

teur du comité de chômage de la cité de Hull soit acceptée à la date du 1er février 1941.

Monsieur Gratton devra, cependant, rester à la disposition de la nouvelle Commission de chômage de la cité de Hull durant la semaine du 3 au 8 février inclusivement, pour laquelle semaine le Trésorier de la cité devra lui payer le salaire hebdomadaire qu'il recevait avant sa résignation. Le Trésorier de la cité est aussi autorisé à payer à monsieur Rodolphe Gratton la somme de \$45.00 pour une semaine de vacances à laquelle il avait droit avant de quitter le service de la cité de Hull.

Adopté.

20. Proposé par l'échevin J. Emile Duguay, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que la demande de Monsieur Charles Stafford soit référée au comité des bâtisses.

Adopté.

21. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Que la résolution numéro neuf (9) de l'assemblée du 20 janvier 1941 soit amendée en retranchant les mots "avait prises" et les remplaçant par les mots suivants "lui étaient dues lors de sa résignation comme Surintendant du Château d'eau."

Adopté.

22. Proposé par l'échevin Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que notre dépotoir actuel soit "temporairement" tenu en fonction.

Qu'un comité soit nommé pour étudier la question d'un autre endroit propice pour installer le dépotoir.

Qu'un autre surveillant soit attaché à ce service tout en remerciant le surveillant actuel.

Que les désinfectants nécessaires soient prévus dans les prochains estimés afin d'éviter que notre dépotoir actuel ne soit pas une nuisance publique.

Adopté.

23. Proposé par l'échevin Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le "Marché de Hull"—"Hull Market" continue son existence sur la rue Papineau.

Que le gardien actuel soit remercié de ses services, avec paiement d'un mois de salaire.

Que Monsieur Etienne Talbot soit engagé comme surveillant pour tous les jours de la semaine avec salaire de \$50.00 par mois.

Qu'une fournaise soit installée dans le kiosque de surveillance pour l'utilité du public.

Qu'une toilette soit installée pour la commodité du public.

Qu'une balance en bon ordre fonctionne tous les jours à la disposition du public.

Que le salaire et les dépenses encourues pour le maintien et la bonne gérance de ce Marché soient considérés dans les prochains estimés de notre Budget.

Adopté.

Les échevins Desjardins et Duguay sont dissidents.

24. Proposé par l'échevin J. Eugène Décosse, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Qu'un vote de remerciements et de félicitations soit adressé aux officiers du poste de radiodiffusion C.K.C.H. pour leur récente initiative de donner des nouvelles d'intérêt local au cours de leur émission de 6 p.m. telle que suggérée.

Que copie de cette résolution soit envoyée au gérant général du journal "Le Droit" et au gérant du Poste de Radiodiffusion CKCH.

Adopté.

24. Attendu que la Commission Municipale de Québec a autorisé, à la demande du Conseil, l'escompte d'un billet au montant de \$16,000.00 dont le produit doit servir au paiement par chèques des dépenses de secours directs il est

Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le produit de l'escompte du billet de \$16,000.00 soit déposé à la Banque Provinciale du Canada à un fonds spécial qui sera connu sous le nom de Commission Municipale du chômage de la Cité de Hull.

Les chèques tirés sur ce fonds devront être:—

1. Signés par le chef de la distribution du chômage monsieur Lucien Bédard ou une autre personne autorisée par la Commission du Chômage de la Cité de Hull.

2. Contre-signé par le Trésorier de la Cité ou l'un de ses assistants qu'il déléguera à cette fin.

Adopté.

26. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin A. Beauchamp:

Que le Greffier soit autorisé à demander des soumissions pour l'impression de 50,000 chèques dont:—

35,000 pour la Commission de chômage

10,000 pour le salaire des journaliers

5,000 pour le salaire des employés réguliers

Adopté.

27. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que la demande du notaire Ménard, soit référée à l'évaluateur de la cité pour rapport au conseil.

Adopté.

28. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que les minutes des assemblées du 26 novembre 1940, des 2 et 18 décembre 1940, imprimées et distribuées aux membres du conseil, soient confirmées.

Adopté.

29. Proposé par l'échevin J. E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le Greffier de notre cité se mette en communication avec le Département de Santé de la Province de Québec, demandant s'il y a possibilité, que la viande inspectée dans Ontario soit vendable au public de notre ville sans autre inspection sur notre marché local.

Que le Député au Provincial soit prié de faire les démarches nécessaires auprès des autorités provinciales afin d'obtenir un règlement satisfaisant de ce problème local.

Adopté.

30. Proposé par l'échevin Armand Turpin, secondé par l'échevin A. Desjardins:

Qu'un comité soit formé pour étudier les projets d'un fonds de pension et de contrats collectifs pour les départements de Police et de Feu, Lumière, Alarme, et qu'il soit composé des Présidents des comités de Finance, de Feu, Alarme, Lumière, de Police et des vérificateurs de la ville et de tout autre personne que ces derniers jugeront à propos de s'adjoindre

Adopté.

31. Proposé par l'échevin Armand Turpin, secondé par l'échevin J. Baker:

Que le Greffier de la Cité soit chargé de transmettre à l'aviseur légal, les dossiers complets du projet du Centre Civique, avec toutes les correspondances et copies des actes d'achat de terrain des propriétés de Mesdames Charlebois et Barrette, afin que ce dernier fasse rapport sur la légalité de la résolution du premier avril, autorisant l'achat des dits terrains, sur l'effet de la dite résolution quant aux ventes des dites propriétés, si cette résolution peut entraîner la nullité du remboursement des argents à MM. Baillot, Champagne et Villeneuve, et de toutes autres conséquences de la dite résolution.

Adopté.

Hull, le 28 janvier 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$45.00 soit employé pour payer la récla-

mation de monsieur A. Tessier. Les fonds devant être pris à même les appropriations pour dommages.

(Signé) J. H. MEILLEUR,
échevin

Je, soussigné trésorier de la cité, certifie qu'il y a des fonds disponibles au crédit de l'appropriation ci-dessus mentionnée.

(signé) JOS. RAYMOND,
Trésorier

Hull, le 28 janvier 1941.

Je donne avis de motion, qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$550.00 soit mis à la disposition du bureau de l'Ingénieur pour le sablage des rues et l'entretien des rues pour la saison d'hiver. Cette dépense est urgente et est nécessitée pour prévenir les réclamations en dommages contre la cité.

(signé) J. H. MEILLEUR,
échevin

Je, soussigné Trésorier certifie qu'il n'y a pas de fonds disponibles pour \$550.00 au crédit des rues pavées ou rues de terre dans les appropriations.

(signé) JOS. RAYMOND,
Trésorier

HULL, le 28 janvier 1941

Je donne avis de motion, qu'à la prochaine assemblée, je proposerai qu'un montant de \$1,345.83 soit employé pour l'achat de marchandises, les fonds devant être pris à même les fonds des appropriations suivantes:

Réparations de services.....	\$46.05
Borne-Fontaines	65.00
Dégelage	9.80
Neige	522.86
Chantier Municipal	125.00
Chateau d'eau et Usine	300.62
Chlorination	33.00

Egoûts	4.90
Barrières	80.00
Magasin Stock	158.60
	<hr/>
	1,345.83

(signé) J. BAKER,

Président de l'Aqueduc

Je soussigné, Trésorier de la Cité, certifie qu'il y a des fonds aux appropriations ci-dessous mentionnées, moins les appropriations du Chateau d'eau, Chlorination et Magasin Stock.

(signé) JOS. RAYMOND,

Trésorier

Hull, janvier 30, 1941

Je donne avis qu'à la prochaine assemblée je proposerai un amendement au règlement 299 concernant les taxes d'affaires et relativement aux distributeurs automatiques.

(signé) ARMAND TURPIN,

échevin

Je donne avis qu'à la prochaine assemblée du Conseil je proposerai :

- 1—que des avocats soient engagés pour représenter la ville dans l'enquête judiciaire qui se tiendra bientôt;
- 2—Qu'un montant de \$1,000.00 soit voté pour en défrayer une partie des dépenses de cette enquête.

(signé) ARMAND TURPIN

échevin

Il n'y a pas de fonds disponibles pour cette dépense. Le budget de 1941 n'étant pas encore adopté.

(signé) JOS. RAYMOND,

Trésorier

HULL, le 3 février 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$500.00 soit employé pour une contribution au fonds de "Hull, England, Distress Fund". Les fonds devant être pris à même les appropriations pour les imprévus.

(signé) F. E. ST. JEAN,
échevin

Je, soussigné, Trésorier de la Cité de Hull, certifie qu'il n'y a pas de fonds disponibles au crédit de l'appropriation ci-dessus mentionnée. Le budget de 1941 n'étant pas encore adopté.

(signé) JOS. RAYMOND,
Trésorier de la cité

Hull, le 28 janvier 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai que l'aviseur légal soit autorisé de préparer un règlement empêchant les propriétaires de rejeter dans la rue la neige accumulée le long des trottoirs par nos charrues à neige, ainsi que la neige amoncelée devant leur demeure.

(signé) J. H. MEILLEUR,
échevin

Hull, le 3 février 1941

Je, soussigné, donne avis qu'à la prochaine assemblée du conseil de Ville de la Cité de Hull, je proposerai un règlement régissant les boutiques de Barbiers, Salons de Coiffeurs, de manucure, de beauté et établissements de massage. Les dits règlements proposés seront ceux étudiés et recommandés par le Ministère de la Santé de la Province de Québec, par l'entremise de l'Unité Sanitaire de Hull.

(signé) J. E. PERRAS,
échevin

Hull, le 3 février 1941

Je, soussigné, donne avis qu'à la prochaine assemblée du conseil de la Ville de Hull, je proposerai un règlement amendant les

règlements 54, 100, 134, 145, 164, concernant les nuisances publiques de manière à prohiber l'élevage et l'engrais des cochons ou autres animaux dans les limites de la Cité à moins qu'ils ne soient à 200 verges de toute habitation.

(signé) J. E. PERRAS,

échevin

32. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin A. Turpin :

Que ce conseil ajourne au 10 février 1941.

Adopté.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL.
District de Hull.

No. 6

SEANCE DU 10 FEVRIER 1941

A une assemblée régulière ajournée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, à huit heures du soir, lundi le 10 février 1941, à laquelle sont présents:—

Son Honneur le Maire Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins A. Turpin, J. Baker, E. Duguay, J. H. Meilleur, J. A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, F. E. St-Jean, J. E. Perras, A. Desjardins et J. E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

Monsieur l'échevin Armand Turpin quitte son siège.

1. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que la lettre de Me F. B. Major, en date du 5 février 1941, avisant d'un accident subi par Monsieur Michael Flora le premier janvier 1941, et le rapport de l'ingénieur de la cité en date du 7 février 1941 soient référés à l'aviseur légal de la cité pour rapport au conseil.

Adopté.

2. Attendu que l'Honorable Juge J. Archambault a rendu jugement le 7 février 1941 déclarant que monsieur Oscar Boucher n'avait pas les qualifications requises pour se porter candidat à la charge d'échevin de la cité de Hull pour le quartier Frontenac ou 3-A, siège No. 10, à la nomination tenue le 9 décembre 1940, ni à l'élection du 16 décembre 1940, ni pour occuper la susdite charge, et déclarant nulle et annulé l'élection du dit Oscar Boucher;

Attendu que le dit jugement déclare vacant le siège d'échevin pour le quartier Frontenac ou 3-A, siège numéro 10, de la cité de Hull,

Il est proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que ce conseil fixe le jour pour recevoir la mise en nomination des candidats à la charge d'échevin pour le quartier Frontenac ou 3-A, au siège numéro 10, au 24 février 1941, et la votation, s'il y a lieu, au lundi suivant le 3 mars 1941, suivant les dispositions de la Charte de la cité à cet effet.

Adopté.

3. Proposé par l'échevin J. A. Morin, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Que le Greffier de la cité soit chargé d'informer Me J. N. Beauchamp, C.R., procureur de monsieur Georges Schnobb, que la cité de Hull n'est pas responsable des dommages subis à la suite de l'accident de son client. Et ce, conformément au rapport de l'aviseur légal de la cité en date du 7 février 1941.

Adopté.

4. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Conformément au rapport de l'aviseur légal, en date du 7 février 1941, que le Greffier de la cité soit chargé d'informer Melle Edith Cousins que la cité de Hull n'est pas responsable des dommages qu'elle aurait subis à la suite d'une chute sur la rue Principale, en face du Bureau de la compagnie Hull Electric.

Adopté.

5. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Conformément au rapport de l'aviseur légal de la cité en date du 7 février 1941, que le Greffier de la cité soit chargé d'informer Melle Berthe Maisonneuve que la cité de Hull ne peut pas entretenir sa réclamation.

Adopté.

6. Attendu que des chèques ont été imprimés pour servir uniquement au paiement du salaire des employés réguliers et des journaliers.

Il est proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras :

Qu'à l'avenir le salaire des employés réguliers et le salaire des journaliers soient payés par chèques tirés sur des fonds spéciaux à notre banque.

Les chèques pour le salaire des journaliers devront être signés :

1. par le secrétaire du département de l'Ingénieur, monsieur Bernard Clairoux, et en cas d'absence par l'ingénieur de la cité.
2. contresignés par le trésorier de la cité ou l'un de ses assistants qu'il déléguera à cette fin.

Les chèques pour les employés réguliers devront être signés :

1. par le maire ou son représentant qu'il déléguera à cette fin.
2. contresignés par le trésorier ou l'un de ses assistants qu'il déléguera à cette fin.

La paie des journaliers devra se faire le mercredi de chaque semaine et celle des employés réguliers le 15 et le dernier jour de chaque mois ou la veille si ces dates sont un jour férié, à l'exception de la paie du 31 décembre qui sera faite le 24 décembre.

Adopté.

7. Considérant que la cité de Hull a présentement deux parcs à entretenir, celui du parc Eddy, et celui en face de l'Hotel Standish Hall ;

Considérant que pour l'embellissement de la ville, ces parcs devraient être tourbés et décorés de fleurs ou d'arbustres,

Il est proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean :

Que demande soit faite à la Commission du District Fédéral, par l'intermédiaire de son représentant dans notre ville, ainsi qu'à la Compagnie E. B. Eddy, de bien vouloir aider la cité dans les travaux d'embellissement de ces deux parcs.

Adopté.

8. Considérant que le conseil est sans président des Affaires Litigieuses à cause de l'annulation de l'élection de monsieur Oscar Boucher,

Il est proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin Perras:

Que l'échevin Achille Morin soit nommé président du comité des affaires litigieuses pour la présente année.

Adopté.

9. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que la lettre du notaire René L. Ménard, en date du 6 février 1941, demandant de faire certains changements de noms au rôle d'évaluation de la cité, soit référée à l'évaluateur de la cité pour rapport au conseil.

Adopté.

10. Proposé par l'échevin J. Eugène Décosse, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que dorénavant aucune personne ne puisse occuper une position de chef de département dans l'administration municipale de la cité de Hull si son nom ou celui de ses parents, soient: son père ou sa mère; n'apparaît pas sur les rôles d'évaluation à titre de propriétaire d'immeuble ayant une évaluation d'au moins de \$400.00 (quatre cents dollars). Les chefs des départements actuels devront se conformer à cette ordonnance dans les trois (3) mois à partir de la date d'adoption de cette résolution.

Cependant qu'exception soit faite dans le cas où la majorité du conseil décidant qu'il n'y a aucune personne compétente pour remplir le poste vacant dont le nom ou celui de son père ou sa mère, apparaît sur les rôles d'évaluation à titre de propriétaire d'immeuble ayant une évaluation municipale d'au moins \$400.00 (quatre cents dollars); il soit jugé nécessaire de confier ce poste à une autre personne.

Proposé en amendement par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que la résolution numéro dix de la présente assemblée soit renvoyée à la prochaine assemblée des comités permanents de conseil pour étude.

Pour l'amendement les échevins: Baker, Duguay, Meilleur, Beauchamp, St-Jean, Desjardins. 6.

Contre les échevins: Morin, Cadieux, Thériault, Dompierre, Perras et Décosse. 6.

Son Honneur le Maire vote en faveur de l'amendement qui se trouve remporté.

11. Proposé par l'échevin E. Dompierre, secondé par l'échevin A. Beauchamp:

Que ce conseil ajourne au 17 février 1941.

Adopté.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL
District de Hull.

No. 7

SEANSE DU 17 FEVRIER 1941

A une assemblée régulière ajournée du Conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, à huit heures du soir, lundi le 17 février 1941, à laquelle sont présents:—

Son Honneur le Maire Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins J. Baker, E. Duguay, J. H. Meilleur, J. A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et J. E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

1. Considérant que l'échevin Armand Turpin a, le 13 février 1941, remis sa résignation à la charge d'échevin de la cité de Hull au siège numéro UN du quartier Val Tétreau ou numéro un;

Il est proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que ce conseil accepte la résignation de l'échevin Armand Turpin.

Que le Greffier de la cité soit chargé de donner les avis requis par la loi pour la tenue d'une élection à la charge d'échevin au siège numéro UN du quartier Val Tétreau, ou numéro UN, dont la mise en nomination des candidats à la dite charge sera tenue le 10 mars 1941 et la votation, s'il y a lieu, le 17 mars 1941.

Adopté.

2. Proposé par l'échevin J. A. Morin, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Tel que suggéré dans le rapport de l'aviseur légal de la cité, en date du 12 février 1941, qu'un comité composé des échevins A.

Desjardins et F. E. St-Jean et du président du comité des affaires litigieuses, soit chargé de rencontrer monsieur Elzéar Richard au sujet de sa réclamation. Ce comité devra faire rapport au conseil.

Adopté.

3. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le Greffier de la cité soit chargé d'informer le procureur de Monsieur Michael Flora, Me F. B. Major, que la cité de Hull n'est pas responsable des dommages subis par son client, tel que le dit l'aviseur légal de la cité dans son rapport en date du 13 février 1941.

Adopté.

4. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin J. Baker:

Afin de se rendre à la recommandation de la Commission de chômage de la cité faite en date du 13 février 1941, que ce conseil approuve la nouvelle échelle de distribution de secours.

Adopté.

5. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Que le rapport de l'évaluateur concernant la divisibilité des taxes à être établie pour la propriété inscrite aux rôles au nom de la Succession Basile Carrière, rue Victoria, quartier Dollard (4) soit adopté, et que le Maire et le Greffier soient autorisés à signer les documents nécessaires dans l'occurrence, tel que spécifié dans la lettre de l'aviseur légal annexée au dit rapport.

Adopté.

6. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin A. Beauchamp:

Que le Dr. Ephrem Perras soit nommé président du comité de Police en remplacement de l'échevin Armand Turpin.

Adopté.

7. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que monsieur Armand Turpin soit nommé membre de la Commission indépendante de Police.

Adopté.

8. Considérant que la cité de Hull fait des dépenses additionnelles cette année pour l'entretien de ses rues durant la saison d'hiver;

Considérant que les résultats de ce travail d'entretien sont satisfaisants,

Il est proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. E. Duguay:

Que demande soit faite à la Compagnie Hull Electric de bien vouloir coopérer avec la ville pour l'entretien des rues où passent ses voies de tramways, surtout pour l'enlèvement des ornières le long de ses rails.

Adopté.

9. Considérant que le chemin entre les municipalités de la cité de Hull et du village de Pointe-Gatineau est dans un état dangereux;

Considérant que la cité n'a pas les hommes nécessaires pour faire l'entretien du dit chemin d'une manière satisfaisante,

Il est proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que Son Honneur le Maire, le Président du comité des rues et améliorations et le Président de la commission du chômage de la cité de Hull, soient chargés de rencontrer le député Alexis Caron afin de faire les démarches et instances nécessaires dans le but d'obtenir la main d'oeuvre additionnelle requise pour maintenir en bon état le chemin entre Hull et Gatineau.

Adopté.

10. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que demande soit faite à la Commission Municipale de Québec d'autoriser la cité de Hull à emprunter temporairement d'une banque jusqu'à concurrence de 80% du montant des secours directs autorisés par le Bureau de Reconstruction Economique de Québec pour le mois de mars 1941 et les mois qui suivront.

Que Son Honneur le Maire et le Trésorier soient autorisés à signer des billets provisoires pour ces avances et les renouveler à échéance si nécessaire.

Adopté.

11. Proposé par l'échevin Eug. Décosse, secondé par l'échevin A. Desjardins:

Qu'un comité soit formé du Maire et des échevins des quartiers 3-A et 5 afin de rencontrer les autorités de la compagnie Hull Electric Railway afin de discuter de la question de transport du fret la nuit dans la cité de Hull et de deviser des moyens à prendre pour améliorer ou faire disparaître totalement cette situation.

Adopté.

12. Tel qu'entendu à l'assemblée du comité, en date du 10 courant,

Il est proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin Baker:

Que les contrats pour la fourniture des gazolines, huiles, kerosene et graisses soient accordés aux soumissionnaires suivants, d'après les termes de leurs soumissions respectives, à savoir:—

1.—Gasoline grade 1, "Esso Extra", à J. Baillot et fils au prix du camion citerne en date de livraison, moins deux sous d'escompte, soit \$0.17 le gallon.

2.—Gazoline grade 2, "3-star", à J. Baillot et Fils, au prix du camion-citerne en date de livraison, moins deux sous d'escompte, soit \$0.15 le gallon.

3.—Huile à moteur "Marvelube", à Chelsea Service Station, au prix de \$0.70 le gallon.

4.—Kerosene à Champlain Oil Products Ltd., au prix du camion réservoir moins escompte accordée en date de livraison, soit \$0.15½ le gallon.

5. Graisse à transmission et graisse à godet à Chelsea Service Station au prix de \$0.08¾ la livre pour chacune de ces graisses.

Adopté.

13. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Que les offres faites par les agents d'assurances de Hull pour les polices de Fidélité et de garantie soient référées aux vérificateurs de la cité pour rapport au conseil.

Adopté.

Je, soussigné, échevin de la cité de Hull donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai un règlement pour amender le règlement numéro 356 de la cité de Hull concernant la circulation des véhicules.

(signé) EPHREM PERRAS,
échevin

Hull, le 15 février 1941

Je donne avis qu'à l'assemblée générale du conseil de lundi prochain, le 17 février, je proposerai une résolution à l'effet que la résignation de l'échevin Armand Turpin soit acceptée.

(signé) J. H. MEILLEUR,
Echevin

14. Proposé par l'échevin St-Jean, secondé par l'échevin Décosse:

Que ce conseil ajourne au 25 février 1941.

Adopté.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL
District de Hull.

No. 8

SEANCE DU 25 FEVRIER 1941

A une assemblée régulière ajournée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, à laquelle sont présents:—

Son Honneur le Maire Monsieur Raymond Brunet, et les échevins J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, F. E. St-Jean et E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

1. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé à l'unanimité:

Qu'un vote de sympathies soit offert à Messieurs Wilfrid et Armand Latour ainsi qu'à leurs familles à l'occasion de la mort de Madame Arthur Périard.

Adopté.

2. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin J. A. Morin:

Que les estimés de l'année 1941, établissant un revenu total de \$714,356.50 dont \$528,956.50 pour la corporation et \$185,400.00 pour l'aqueduc soient approuvés.

Que le trésorier soit autorisé à payer les salaires des employés réguliers le 15 et le dernier de chaque mois au même salaire que celui de 1940 jusqu'au 1er mai 1941. Qu'après cette date le salaire des employés suivants soit basé sur le montant annuel suivant, et que les autres employés réguliers soient payés sur la même base que les salaires de 1940.

A. Périard, pompier, après augmentation statutaire	\$1,050.00
E. Bond, Jr., pompier	" " 1,050.00
Albert Cousineau, pompier	" " 1,050.00

Eldon Harkins, pompier,	augmentation statutaire	925.00
Lucien Chénier, pompier	" "	925.00
Alfred Dalpé, constable	" "	1,175.00
Emile Coté, constable	" "	1,175.00
Ernest Charron, constable	" "	1,100.00
Léon Gagnon, constable	" "	1,100.00
Geo. Dompierre, constable	" "	1,025.00
Lucien Lafleur, constable	" "	1,025.00
Aurèle Morin, constable	" "	1,025.00
Lucien Gagnon, constable	" "	1,025.00
Albert Normand, ass-sec.	" "	1,150.00
Percy Viegel, ass-sec.	" "	1,025.00
Albert Sabourin, inspecteur du pain	" "	1,000.00

Adopté.

3. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin J. Eug. Décosse:

Que le trésorier de la cité soit autorisé de payer les comptes des fournisseurs pour le mois de janvier 1941 au montant de \$17,429.78 et un montant de \$3,069.75 pour loyers, le tout suivant les listes préparées et certifiées par la Commission municipale du chômage de la cité de Hull et vérifiées par le vérificateur municipal.

Adopté.

4. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que la quotation de la compagnie E. Laurie en date du 15 février, pour la fourniture d'un impeller complet pour la pompe Laval au chateau d'eau au montant de \$447.36 soit acceptée, la ville assumant les frais de douane, taxes de vente et transport. Les fonds pour cette dépense devant être pris à même l'appropriation "chateau d'eau et usine électrique."

Adopté.

Monsieur l'échevin Perras prend son siège.

Ajournement Sine Die.

CITE DE HULL

Détail des Estimés pour l'année 1941

REVENU

CORPORATION

1—Taxe Foncière	\$347,400.00
2—Fonds de Commerce	3,400.00
3—Améliorations Locales	82,000.00
4—Affaires sur Rôle	2,500.00
5—Intérêts sur Arrérages	9,300.00
6—Taxes d'Affaires	24,500.00
7—Taxes sur Amusements	9,500.00
8—Taxes sur les Chiens	800.00
9—Taxes des Charretiers	3,000.00
10—Cour du Recorder	5,000.00
11—Marché de Hull	200.00
12—Contribution de l'Aqueduc	25,856.50
13—Intérêts sur fonds d'Amortissement	10,000.00
14—Comité des Bâtisses	2,000.00
15—Divers	500.00
16—Hull Electric Co.	3,000.00
 Total Corporation	 \$528,956.50

AQUEDUC

18—Taxe d'Eau	\$154,500.00
19—Arrosage	10,000.00
20—Enlèvement de la neige	8,900.00
21—Intérêts sur Arrérages	5,500.00
22—Compteurs	6,500.00
 Total Aqueduc	 185,400.00
 Grand Total	 \$714,356.50

EXPENSES

CITY OF BOSTON CORPORATION

23—Fonds d'Amortissement	22,305.00
24—Débentures en Série	76,084.34
25—Intérêts sur Débentures	158,981.59
26—Fonds d'Amortissement Reconstitution	20,000.00
	<hr/>
	\$277,370.93
27—Escompte et Intérêt	9,600.00
28—Escompte sur Perception	13,932.57
29—Imprévis	12,400.00
30—Salaires-Feu	41,600.00
31—Entretien-Feu	6,565.00
32—Salaires-Police	36,050.00
33—Entretien-Police	8,500.00
34—Salaires-Lumières	4,600.00
35—Entretien-Lumière	1,360.00
36—Salaires-Santé	1,600.00
37—Entretien-Santé	1,465.00
38—Asiles et Prisons	15,300.00
39—Hospices et Hopitaux	38,500.00
39a—Clinique de l'Hôpital	3,500.00
40—Unité Sanitaire	3,900.00
41—Salaires-Finances	5,950.00
42—Entretien-Finances	1,900.00
43—Salaires-Greffier	2,075.00
44—Entretien-Greffier	1,030.00
45—Salaires-Evaluateur	2,375.00
46—Entretien-Evaluateur	580.00
47—Salaire-Aviseur Légal	600.00
48—Dommages	1,000.00
49—Dépenses Légales	400.00
50—Salaires-Hotel de Ville	1,325.00
51—Entretien-Hotel-de-Ville	1,050.00
52—Entretien des Parcs	300.00

53—Salaires-Usine Electrique	3,037.50
54—Salaires-Ingénieur	2,500.00
55—Entretien-Ingénieur	218.00
56—Entretien-Trottoirs	527.50
57—Entretien-Barrières	900.00
58—Entretien-Egouts	3,010.00
59—Entretien-Rues Pavées	1,515.00
60—Entretien-Rues de Terre	575.00
61—Elections	
62—Assurances	1,145.00
64—Ecole Technique	10,000.00
65—Comité Industriel	700.00
66—Int. du Fonds d'Amortissement	10,000.00
<hr/>	
Total	\$528,956.50

DEPENSES

AQUEDUC

69—Fonds d'Amortissement	7,381.82
70—Fonds d'Amortissement Reconstitution	15,000.00
71—Débentures en Séries	12,915.66
72—Intérêts sur Débentures	47,368.41
<hr/>	
	82,665.89
73—Escompte et Intérêt	1,000.00
74—Imprévus	4,600.00
75—Salaires	28,937.50
76—Assurances	815.11
77—Contribution aux Taxes	25,856.50
78—Entretien Chateau d'Eau	5,535.00
79—Arrosage	5,680.00
80—Entretien des Services	5,285.00
81—Entretien-Bornes-Fontaines	4,965.00
82—Entretien des Tuyaux Principaux	1,460.00
83—Enlèvement de la Neige	7,110.00
84—Dégelage	975.00

85—Chantier Municipal	715.00
86—Chlorination	4,400.00
87—Escompte sur Perception	5,400.00
Total	\$185,400.00
Grand Total des Dépenses	\$714,356.50
Corporation et Aqueduc	\$714,356.50
Total	\$714,356.50

DEBITES

A PAYER

88—Fonds d'Amortissement	7,881.83
89—Fonds d'Amortissement Réconstitution	10,000.00
90—Débités en Réserve	12,912.66
91—Débités sur Réserve	17,368.11
Total	\$28,162.60
92—Fonds d'Amortissement	1,000.00
93—Fonds d'Amortissement	1,000.00
94—Fonds d'Amortissement	2,887.50
95—Fonds d'Amortissement	8,711.11
96—Fonds d'Amortissement	2,887.50
97—Fonds d'Amortissement	2,887.50
98—Fonds d'Amortissement	2,887.50
99—Fonds d'Amortissement	2,887.50
100—Fonds d'Amortissement	2,887.50
101—Fonds d'Amortissement	2,887.50
102—Fonds d'Amortissement	2,887.50
103—Fonds d'Amortissement	2,887.50
104—Fonds d'Amortissement	2,887.50
105—Fonds d'Amortissement	2,887.50
106—Fonds d'Amortissement	2,887.50
107—Fonds d'Amortissement	2,887.50
108—Fonds d'Amortissement	2,887.50
109—Fonds d'Amortissement	2,887.50
110—Fonds d'Amortissement	2,887.50



ROYAUME DU CANADA
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL
District de Hull.

No. 9

SEANCE DU 3 MARS 1941

A une assemblée régulière du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances, en l'Hôtel-de-Ville, de la dite cité, à huit heures du soir, lundi le 3 mars 1941, à laquelle sont présents:

Son Honneur le Maire Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins E. Duguay, J. H. Meilleur, J. A. Morn, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

1. Attendu que le Colonel et Madame W. F. Hadley ont pris une part très active dans les activités des différentes organisations sociales de notre cité,

Il est proposé par l'échevin J. Eugène Décosse, secondé à l'unanimité:

Que ce conseil apprend avec regret le décès de Madame Hadley et offre au Colonel W. F. Hadley ses vives sympathies dans cette douloureuse épreuve.

Adopté debout.

Monsieur l'échevin J. B. Cadieux prend son siège.

2. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que les communications qui viennent d'être lues, soient renvoyées à leurs comités respectifs, moins celles de:— Alexandre Taché; M. L. Guimont; Troupe Première du Scoutisme de Wrightville; monsieur le Député Alexis Caron; A. Villeneuve; Le Barreau de Hull; La Chambre de Commerce Junior de Hull; Ernest Rousselle; W. Chartrand; Paul Ste-Marie; Lucien Sarra-Bournet; La Commission Scolaire.

Adopté.

3ième RAPPORT DU COMITÉ DE POLICE
A la Corporation de la cité de Hull.

Le comité de Police dûment assemblé en chambre, **mardi le 25 février 1941**, auquel assistaient:— **Monsieur l'échevin J. E. Perras**, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet et les échevins **J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, E. St-Jean, et E. Décosse.**

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

1 Laval Motor Sales	\$2.44
2 H. L. Byles	26.46
3 J. M. Hill	9.40
4 Département des Incendies	15.29
5 Kelly & Leduc	1.94
6 Charron & Ménard	14.85
7 J. Baillot & Fils	9.57
8 Fred. Quirouet	7.35
9 Caisse Police	56.38

SALAIRE: Paies Nos. 41-42-43-44 (février 1941.)

Police. \$25.20

**J. H. Meilleur
L. Thériault
E. Dompierre
A. Beauchamp
F. E. St-Jean
J. A. Morin
J. Eug. Décosse**

3. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que le 3ième rapport du comité de Police, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

3ième RAPPORT DU COMITE DE SANTE & PARCS

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Santé et Parcs, dûment assemblé en chambre, mardi le 25 février 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin E. Perras, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, E. St-Jean, et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

10	Z. Miron & Fils	(Marché)	\$1.54
11	Napoléon Charron	"	10.00
12	Edmond Gauthier	(Santé)	36.46
13	R. Charbonneau	"	5.88
14	Lucien Arvisais	"	4.65
15	Edmond Gauthier	"	10.52
16	Gauthier Cie Ltée	"	23.50
17	M. Emond	"	17.00
18	E. Beauchamp	"	58.00
19	E. Granchamp	"	25.00
20	Hôpital Général	(Hosp.)	205.02

SALAIRE: Paies Nos. 41-42-43-44 (février 1941)

Santé et Parcs \$2.25

Que le Greffier de la cité soit chargé d'aviser les ambulanciers de la cité de Hull, qu'à l'avenir le coût du transport par ambulance ne sera payé par la cité que pour les personnes détenant une carte d'assistance publique pour hospitalisation.

L. Thériault

F. E. St-Jean

J. E. Décosse

J. H. Meilleur

E. Dompierre

A. Beauchamp

J. A. Morin

4. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le 3ième rapport du comité de Santé et Parcs, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

3ième RAPPORT DU COMITE DES FINANCES

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Finances dûment assemblé en chambre, mardi le 25 février 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin F. E. St-Jean, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, E. Perras et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

21	Imprimerie Leclerc, Enrg. (Secours Directs)	\$15.00
22	A. E. Corrigan & Sons Ltd.	8.50
23	L. Massé & Cie	150.00
24	Bélanger Frères Cie	120.87
25	Léon Couture (Vente pour taxes)	8.10
26	Hospice St-Charles (Ass. Publique)	1045.00
27	Léon Couture (Evalueur)	6.40
28	Can. Pacific Ry. Co. (Egoût)	10.00
29	Can. Federation of Mayors & Mun. (imprévu)	46.50
30	Union des Munic. de Québec	190.00
31	W. D. St-Cyr (Hôtel-de-Ville)	8.01
32	Couture & Frères	1.35
33	H. R. Paquin	22.44
34	Hull Coal Co.	144.24
35	A. Champagne	2.61
36	Charron & Ménard	3.46
37	Soublière & Lepage	4.35
38	Hull Coal Co.	4.08
39	D. Gestetner (Papeterie)	28.85

40	Canadian Charts & Supplies Ltd.	49.04
41	Librairie Trudel	1.21
42	Charron & Ménard	1.64
43	P. A. Larocque	19.75
44	L'Opinion	15.95
45	Hector Tessier	.72
46	J. A. Cloutier	12.00
47	Imprimerie Provost	12.65
48	G. E. Gauvin & Fils	101.75
49	Imprimerie Provinciale	32.13
50	A. Champagne (C. des bâtisses)	7.94
51	Boucher Frères	17.36
52	Soublière & Lepage	.92
53	Jos. Pilon Ltée	1.43
54	Z. Miron & Fils	3.52
55	David Parent	.80
56	Kelly & Leduc	1.84

SALAIRE: Paies Nos. 41-42-43-44 (février 1941)

Comité des bâtisses	\$91.25
Secours Directs	1183.60

Que le rapport de l'Evaluateur de la Cité en date du 24 février 1941 concernant certains changements au rôle d'évaluation soit approuvé.

Que le rapport du Greffier de la cité en date du 22 février concernant l'item "Papeterie" soit approuvé et que le Trésorier soit autorisé à faire les transports mentionnés.

F. E. St-Jean, Président
A. Desjardins
L. Thériault
J. H. Meilleur
F. E. St-Jean
E. Dompierre
A. Beauchamp
J. A. Morin
J. E. Décosse

BUREAU DE L'EVALUATEUR

Rapport No. 2

Hull, le 24 février, 1941

Monsieur le Maire,

Messieurs les échevins,

Messieurs:—

J'ai l'honneur de vous faire rapport des changements et mutation pour le mois de février, 1941.

(Pour rôles d'évaluation 1940-41 et 1941-42)

QUARTIER No. 1 (Val Tétreau)

215 Substituer Ambroise Paquette fils à H. Vipond et Irène Fournier & Olivier Binet pour 62 rue Prévost.

216A Inscrire Irène Fournier et Olivier Binet pour pte 339 -63, rue Prévost comme occupants.

447 Substituer Veuve Béatrice Martel, Julien Leblanc, et Georges Henri Leblanc, à Donat Leblanc pour 68 rue Bégin.

1379-80-81 Inscrire Cité de Hull seule.

1688 Inscrire Cité de Hull seule.

286 Laisser seul Lorenzo Tanguay propriétaire de 30 rue Tétreau.

QUARTIER No. 1A (Wrightville)

2517 Substituer Granger Sylvio à Cité de Hull, rue Durocher.

3864 Inscrire 250-partie 16 E. au lieu de 250-16E.

3862 Inscrire Sur 251-1 au lieu de Pte. 251-1.

3867 Inscrire sur 250-16E au lieu de pte 250-16E.

3870 Inscrire sur 250-16E au lieu de pte 250-16E.

3876 Inscrire sur 250-16E au lieu de pte 250-16E. et concasseur.

3878 Inscrire sur 250-5E au lieu de 250-16E, et inscrire hangar.

3882 Inscrire Fourneau à chaux dans la colonne, description des bâtisses.

- 3832 Inscrire Joseph Barette avec Cité de Hull pour 63 rue Lois.
- 4018 Substituer Napoléon Legault à James C. Steel pour 196 Blvd. St-Joseph.
- 4353 Substituer Simonne Massié à Dame Arthur Delangis.
- 4157 Substituer Euclide Lupien à Théodore Barette.
- 4032 Inscrire Corine Latulippe avec Cité de Hull.
- 3024 Inscrire Cité de Hull seule.
- 2404-2405-2406 Inscrire Ernest Martin avec Cité de Hull.
- 2203 Inscrire Prud'homme Wilfrid avec Cité de Hull.
- 2833 Inscrire Narcisse Roy avec Cité de Hull.
- 2297-2298 Inscrire Edouard Strasbourg avec Cité de Hull.
- 3354 Substituer Melle Marianna Ménard à Vincent Perrin pour 86 rue Caron (adresse 20 rue Bourque)
- 3597 Laisser seul Ulric Lafleur propriétaire pour le lot 141-91.
- 3689-3690 Laisser seul Eugène Bertrand propriétaire pour les lots 14-148-149.
- 2301-2302 Inscrire Alcide Berniquez seul propriétaire à 166 rue Amherst.
- 2905 Substituer Cité de Hull à H. R. Anderson rue Sherbrooke.
- 3083 Substituer M. J. McRobert à Cité de Hull, rue Jeanne d'Arc.
- 3899 Retrancher Arthur Hudon laissant seul Cité de Hull, 50 rue Lois.
- 2035 Substituer Dame Vve Irene Meloche à Dame Irene Grignon-Meloche ux: Wilbrod Meloche.
- 2126 Substituer Dame Vve Irène Meloche à Dame Irène Grignon-Meloche ux: Wilbrod Meloche.
- 4331 Inscrire 1 service au lieu de 2 services à 31 rue Fortier.
- 4129 Substituer Commission Scolaire à Donat Charest.

QUARTIER 2 (Montcalm)

- 5130A Substituer dans la colonne des bâtisses taxables \$11,344.00 à \$9,190.00, formant total \$11,644.00 au lieu de \$9,490.00.
- Substituer dans la colonne des bâtisses exemptées \$34,031.00 à \$36,185.00 formant total \$34,931.00 au lieu de \$37,085.00.
- 5372 Inscrire Dame Norbert Barnabé avec Cité de Hull.
- 5372A Inscrire Pierette Dupuis avec Cité de Hull.

- 5514 Inscrire Cité de Hull seule.
5504 Inscrire Cité de Hull seule.
5561 Inscrire Irène Meunier-Lizotte avec Cité de Hull.
5188 Inscrire Cité de Hull seule.
5422 Inscrire Cité de Hull seule.
5377 Substituer pte 157 et pte 174 à pte 174.
5121 Substituer \$14,100.00 à \$15,000.00 pour pte lot 88 et retrancher 75 pds, pour améliorations locales rue St-Rédempteur propriété du Can. Pac. Ry.
5122 Substituer \$25,750.00 à \$26,000.00 pour pte du lot 88 propriété du Can. Pac. Ry.
5122A Inscrire Wilfrid Charette et L. H. Lachance pour pte du lot 88 avec \$1,150.00 d'évaluation et 75 pieds de frontage pour améliorations locales, rue St-Rédempteur.
5350 Substituer Louis Lafrance à Cité de Hull pour 23 rue Taché.

QUARTIER 3 (Lafontaine)

- 6015 Inscrire 8 services d'eau au lieu de 10 pour 1941-42.
6202 Substituer Gilberte Gagnon à Oscar Gagnon.

QUARTIER 3A (Frontenac)

- 7894 Pour la Commission Scolaire seulement. La Cité de Hull propriétaire avec \$3,500.00 d'évaluation.
La différence de \$2,000.00 avec l'évaluation antérieure étant inscrite au rôle 7869 à Jos. Pilon Ltée.
7489 Inscrire Dieudonné Béland à D. Béland comme propriétaire à 30 rue St. Hélène.
7297 Substituer Napoléon Charron à Collège d'Ottawa pour 28 rue St-Florent.
7612 Substituer Damien Cholette à Victor Cholette pour 39 rue Frontenac.
7873A Inscrire cette entrée avec 7873.
Terrain \$425.00 Bâtisses \$500.00 Total \$925.00.
2 services d'eau, succ. Josephine Binet propriétaire et J. Bte. Ayotte occupant pour le lot 14-3 au lieu de pte 3. Retranchant aussi le nom de Wm. Ayotte. Inscrire 28 pieds pour améliorations locales.

7907 Retranchant \$500.00 pour pompes à gaz depuis Novembre 1940.

7697 Inscrire Joseph P. Beaudoin comme occupant à 106 rue Garneau.

7179 Retrancher le nom de Aldoria Laurin comme occupant laissant seul Christine Durocher pour 120 rue St-Henri.

7178 Substituer Mme Séverin Hébert à Mme Lucien Hébert.

7512 Inscrire Cité de Hull seule.

7879 Inscrire Arthur Durocher avec Cité de Hull.

7081 Inscrire Emile Dupel avec Cité de Hull.

6819 Inscrire Wm. Hurteau avec Cité de Hull.

7199 Inscrire à la Cité de Hull seule.

7575 Inscrire Cité de Hull seule.

7410 Inscrire Cité de Hull seule.

6929 Inscrire Eugène Thérien avec Cité de Hull.

6812 Inscrire Thibaudeau Aldège avec Cité de Hull.

7469 Retrancher \$1000.00 pour fonds de commerce pour 1940-41, ce fonds est inscrit à 7488.

7709 Substituer Dame Jos. P. Beaudoin ux: J. P. Beaudoin à Wright C. B. Estate pour 103 rue Garneau.

7873 Substituer, les mêmes personnes mentionnées dans le paragraphe rôle 8237 comme propriétaires laissant J. Bte. Ayotte occupant.

7302 Inscrire John Filosa seulement et retrancher John Romanuck à 10 rue St-Florent pour 1941-1942.

QUARTIER 4 (Dollard)

8166 Substituer Albert Cholette à Victor Cholette pour 95-97 rue Victoria.

8236 Inscrire Armand Nault avec Cité de Hull.

8164 Substituer Dame J. D. Chéné et all pour la propriété 83-85 rue Victoria à Succ. Basile Carrière.

8237 Substituer Louis Léon Binet Ptre., Emmanuel Binet, Jean Eugène Binet, F. A. Binet, Marguerite Binet-Perras ux: Ephrem Perras pour 96 rue Kent (factures à L. Léon Binet)

8070 Substituer Succession Vve Jos. Barbeau à Vve Jos. Barbeau pour 26 rue Verchères (Envoyez factures à Eugène Barbeau, 20 rue Iberville.

QUARTIER No. 5 (Laurier)

9342 Inscrire Roméo Desrochers comme occupant et Marcellin Simonneau comme propriétaire à 288 rue Maisonneuve.

9434 Substituer Philippe Cholette à Victor Cholette pour 305 rue Champlain.

9052 Inscrire Constantineau Almore et Cité de Hull.

9050 Inscrire Constantineau Honoré et Cité de Hull.

9191 Inscrire Cité de Hull seule.

9847 La Cité de Hull seule propriétaire.

9170 La Cité de Hull seule propriétaire.

9204 Inscrire Vve John Levesque avec Cité de Hull.

9251 Inscrire Laviolette Raoul avec Cité de Hull.

9154 Inscrire à la Cité de Hull seule.

9187 Substituer Vve Régina Morin à Cité de Hull.

9334 Substituer Louis Léon Binet, ptre, Emmanuel, Jean Eugène Binet, F. A. Binet, Marguerite Binet-Perras ux: Ephrem Perras à Marston Mrs. T. C. pour 308-310 rue Maisonneuve.

Respectueusement soumis,

J. E. BEDARD,

Evaluateur

HULL, QUE., le 22 février 1941

A Son Honneur le Maire,

Messieurs les Echevins.

Messieurs:

Veuillez autoriser le Trésorier de la cité à créditer l'appropriation "Papeterie" de la somme de \$251.84 et débiter les départements suivants:—

Trésorier	\$50.65
Greffier	85.79
Ingénieur	56.56
Secours	34.84
Police	2.13
Evaluateur	4.11

Santé	1.98
Incendies	10.56
C. bâtisses	4.75
H-de-Ville .....	.47

Bien à vous,

Le Greffier,

H. LEON LEBLANC

5. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin J. A. Morin:

Que le 3ième rapport du comité des Finances, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

3ième RAPPORT DU COMITE DES AFFAIRES LITIGIEUSES

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Affaires Litigieuses dûment assemblé en chambre, mardi le 25 février 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. A. Morin, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins E. Duguay, H. Meilleur, L. Thériault, A. Beauchamp, E. St-Jean, E. Perras et E. Décosse.

Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

57 Réclamation W. D. St. Cyr:— Un comité, composé du Président du comité des affaires litigieuses et les échevins du quartier Dollard (4), soit chargé de rencontrer monsieur St. Cyr relativement à sa réclamation. Ce comité devra faire rapport au conseil.

58.—Réclamation de la compagnie Bell Téléphone:— Le Greffier de la cité est chargé d'aviser la compagnie Bell Telephone que la cité de Hull n'est pas responsable du coût du déplacement d'un poteau à l'angle des rues Papineau et Dupuis.

59.—Réclamation de la compagnie Gatineau Power:— Le Greffier de la cité est chargé d'informer la compagnie Gatineau Power que, d'après la loi, la Cité de Hull n'est pas responsable du coût du déplacement des poteaux à l'extrémité sud de la rue Principale, en face de l'hôtel Standish Hall.

60.—Réclamation de M. Albert Legault:— Le Greffier de la cité devra informer le réclamant que la Cité s'en tient au rapport de son Aviseur Légal dans cette affaire et ne peut assumer aucune responsabilité à la suite de cet accident.

61.—Réclamation de M. Edouard Morin:— Cette réclamation est référée à l'Ingénieur de la Cité pour rapport à être soumis à l'Aviseur Légal de la cité de Hull.

62.—Réclamation de Melle Berthe Maisonneuve;— En raison des nouveaux faits soumis à ce conseil dans cette affaire, l'Aviseur Légal de la cité est prié de prendre connaissance de ces nouveaux faits et aviser le conseil en conséquence.

J. A. Morin, président

L. Thériault

A. Desjardins

J. H. Meilleur

E. Dompierre

6. Proposé par l'échevin J. A. Morin, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que le 3ième rapport du comité des Affaires Litigieuses, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

3ième RAPPORT DU COMITE DE FEU, LUMIERE et ALARME
A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Feu, Lumière et Alarme, dûment assemblé en chambre, mardi le 25 février 1941, auquel assistaient:— Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, E. St-Jean, E. Perras et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

DEPARTEMENT LUMIERE ET ALARME

63	Can. Westinghouse Co. Ltd.	\$177.65
64	Marchand Electrical Co. Ltd.	13.11
65	Département des incendies	12.29
66	Ottawa Light Heat & Power Co. Ltd.	2.17

DEPARTEMENT DES INCENDIES

67	Chelsea Service Station	36.58
68	J. E. Séguin	2.50
69	Poste de Service Rochon	25.57
70	Jos. Pilon Ltée	1.87
71	Z. Miron & Fils .....	.62
72	R. O. Morris	3.97
73	LaFrance Fire Engine Ltd.	11.34
74	Kelly & Leduc	2.12
75	P. D'Aoust Ltée	1.55
76	Charron & Ménard	23.26
77	A. Champagne	1.79
78	Boucher Frères .....	.20
79	J. Baillot & Fils	313.22

Que le Trésorier de la cité soit autorisé de continuer à payer le salaire du pompier Cléophas Boucher durant le mois de mars 1941, vu qu'il est retenu chez lui par la maladie.

Que le Directeur du Service des Incendies soit autorisé de faire remplacer le gril de la bouilloire du poste No. 1 au coût de \$40.00; qu'il soit aussi autorisé de faire l'achat de six chamois à raison de \$1.00 chacun; ces dépenses seront chargées aux appropriations du Département des Incendies.

A. Desjardins, président	L. Thériault
F. E. St-Jean	J. H. Meilleur
J. Eugène Décosse	E. Dompierre
J. A. Morin	A. Beauchamp

7. Proposé par l'échevin A. Desjardins, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que le 3ième rapport du comité de Feu, Lumière et Alarme, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

3ième RAPPORT DU COMITE DES RUES ET AMELIORATIONS

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Rues et Améliorations dûment assemblé en chambre, mardi le 25 février 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. H. Meilleur, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins J. Baker, E. Duguay, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, E. St-Jean, E. Perras, et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

80	M. Zagerman & Co. Ltd.	\$80.08
81	Kelly & Leduc	39.25
82	Soublière & Lepage Ltée	32.83
83	Jos. Pilon Ltée	3.00
84	Dr. J. E. Perras	3.00
85	Z. Miron & Fils	6.67
86	McMullen-Perkins Ltd.	12.47
87	Limoges Frères	62.20
88	I. Létourneau	4.50
89	Le Progrès de Hull	2.40
90	Instruments Ltd.	18.14
91	J. A. Lalonde	1.02
92	Département des Incendies	232.42
93	Imperial Oil Ltd.	9.90
94	Hull Electric Co.	25.16
95	Hull Coal Co.	230.20
96	Anthime Charron	180.00
97	A. Champagne	8.44
98	Can. Pacific Ry. Co.	85.54

SALAIRE: Paies Nos. 41-42-43-44 (février 1941)

Neige	\$1441.75
Rues	18.00
Egoûts	194.88

J. H. Meilleur, président	F. E. St-Jean
L. Thériault	J. Eug. Décosse
E. Dompierre	J. A. Morin
A. Beauchamp	

8. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le 3ième rapport du comité des Rues et Améliorations, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

3ième RAPPORT DU COMITE DE L'EAU

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de l'Eau dûment assemblé en chambre, mardi le 25 février 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. Baker, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, L. Thériault, A. Beauchamp, E. St-Jean, E. Perras et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

99 Poste de Service Victoria	\$2.85
100 Poste de Service St-Denis	1.24
101 W. D. St-Cyr	6.25
102 Poste de Service Rochon	3.00
103 People's Gas Supply	9.50
104 Ottawa Electric Co.	4.29
105 Nichols Chemical Co. Ltd.	33.08
106 McColl-Frontenac Oil Co. Ltd.	21.00
107 Laval Motor Sales	51
108 Massé Electric	4.13

109	Laurentian Stone Co. Ltd.	44.73
110	Keyes Supply Co. Ltd.	3.67
111	Gatineau Power Co.	225.00
112	Charron-Ménard	23.77
113	Bélanger Frères Cie	15.71
114	Alie Machine Shop	4.50

SALAIRE: Paies Nos. 41-42-43-44 (février 1941)

Réparations services	\$201.00
Bornes-Fontaines	732.25
Tuyaux Principaux	57.90
Dégelage	182.75

J. H. Meilleur

F. E. St-Jean

L. Thériault

J. Eug. Décosse

E. Dompierre

J. A. Morin

9. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que le 3ième rapport du comité de l'Eau, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

10. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. A. Morin:

Que l'acheteur soit autorisé à faire l'achat de marchandises au montant de \$267.07 tel que mentionné dans le rapport de l'ingénieur en date du 25 février 1941, et suivant avis de motion donné antérieurement.

Adopté.

11. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. A. Morin:

Que le Trésorier soit autorisé à faire les transports du stock et de l'outillage sortis du chantier municipal pour la période 16 janvier-15 février 1941, tel que mentionné dans le rapport de l'acheteur en date du 25 février 1941.

Adopté.

12. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Qu'une offre de \$4,500.00 soit faite à monsieur Lucien Sarra-Bournet en règlement final de sa réclamation pour honoraires d'architecte du centre civique, sans préjudice aux droits de la cité.

Proposé en amendement par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Qu'une offre de \$6,000.00 soit faite à Monsieur Lucien Sarra-Bournet en règlement final de sa réclamation pour honoraires d'architecte du "Centre Civique", sans préjudice aux droits de la cité.

Pour l'amendement les échevins: Duguay, Meilleur, Morin, Cadieux, Thériault, Dompierre, St-Jean, Perras, Desjardins, Décosse. 10.

Contre l'échevin A. Beauchamp.

Son Honneur le Maire déclare l'amendement remporté et la motion principale battue sur même division.

13. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin A. Beauchamp:

Conformément à la lettre circulaire numéro 1-1940, du Bureau de Recontruction Economique de la Province de Québec, la cité de Hull demande un octroi de \$22,000.00, montant approximatif requis pour les secours directs à être distribués aux nécessiteux durant le mois d'avril 1941.

La cité de Hull s'engage à contribuer 20% du coût des secours directs qui seront distribués durant le dit mois d'avril 1941.

Une liste certifiée des nécessiteux par ordre alphabétique, contenant le nom des chefs ou soutiens de famille, le nombre de leurs dépendants et le nom des personnes vivant seules accompagne la présente résolution.

Adopté.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC

CITE DE HULL

District de Hull

A une assemblée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances, à l'Hôtel-de-Ville, à huit heures de l'après-midi, le 3ième jour de mars 1941, à laquelle étaient présents:

Son Honneur le Maire, M. Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins MM. E. Duguay, J. H. Meilleur, J. A. Morin, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil.

Le règlement suivant a été lu, proposé et adopté.

REGLEMENT No. 374

Amendant le règlement No. 52 concernant l'enlèvement de la neige, de la glace et des glaçons, des trottoirs et des toits des maisons et autres édifices adjoignant aucune rue, ruelle ou chemin dans la Cité et amendant aussi le règlement No. 54 concernant la santé publique et le bureau de santé.

ATTENDU que ce Conseil juge à propos d'amender le règlement No. 52 concernant l'enlèvement de la neige, de la glace et des glaçons, des trottoirs et des toits des maisons et autres édifices adjoignant aucune rue, ruelle ou chemin dans la Cité et amendant aussi le règlement No. 54 concernant la santé publique et le bureau de santé.

ATTENDU qu'avis de motion a été régulièrement donné;

IL EST PAR LE PRESENT REGLEMENT ordonné et statué comme suit:

1. Le règlement No. 52 concernant l'enlèvement de la neige, de la glace et des glaçons, des trottoirs et des toits des maisons et autres édifices adjoignant aucune rue, ruelle ou chemin dans la cité, tel qu'amendé par les règlements 148, 177, 268, 270 et 365 est de nouveau amendé comme suit:

A) En abrogeant et annulant la clause quatrième du dit règlement et en la remplaçant par la clause suivante:

4. "Il est défendu dans les limites de la cité.:

a) "de jeter ou répandre sur les trottoirs ou dans les rues
"de la neige provenant, soit de la propriété privée, soit des trottoirs
"ou des rues;

b) "d'enlever la neige ou la glace dans les rues ou sur les
"trottoirs de manière à causer une différence de niveau sur la sur-
"face des dites rues ou trottoirs;

B) La clause 8 du dit règlement est abrogée, annulée et rem-
"placée par la clause suivante:

"Toute personne enfreignant les dispositions du présent règle-
"ment est passible d'une amende n'excédant pas \$50.00 avec ou
"sans les frais, ou d'un emprisonnement n'excédant pas soixante
"jours. Dans le cas de condamnation au paiement d'une amende,
"avec ou sans les frais, un emprisonnement pour une période n'ex-
"cédant pas soixante jours pourra être donné sur défaut du paie-
"ment de la dite amende et des dits frais, suivant le cas; tel em-
"prisonnement cessera cependant sur paiement des dits amendes
"et frais;

"Toute infraction au présent règlement, si elle est continue,
"constituera une amende distincte pour chaque jour."

2. La section 12 du règlement No. 54 concernant la santé
publique et le bureau de santé est abrogée, annulée et remplacée
par la section suivante:

Section 12:— "Il est défendu de faire l'élevage ou l'engrais des
"cochons ou autres animaux semblables dans les limites de la cité,
"à moins que les dits animaux ne soient dans un enclos situé à un
"moins deux cents (200) verges de toute habitation."

3. Le présent règlement viendra en force et vigueur conformé-
ment à la loi;

FAIT ET PASSE en la Cité de Hull, les jour et an ci-dessus mentionnés.

RAYMOND BRUNET,
Maire

H. LEON LEBLANC
Greffier

14. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le règlement numéro 374, amendant le règlement numéro 52 concernant l'enlèvement de la neige, de la glace, etc., et amendant le règlement numéro 54 concernant la santé publique et le bureau de santé, soit approuvé; que le Greffier de la cité soit autorisé de faire les procédures nécessaires pour la mise en vigueur de ce règlement.

Adopté.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
Distrit de Hull

} CITE DE HULL

A une assemblé du Conseil de la cité de Hull, tenue à l'Hôtel-de-Ville, le 3ième jour de mars 1941, à huit heures de l'après-midi, à laquelle étaient présents:

Son Honneur le Maire, M. Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins MM. E. Duguay, J. H. Meilleur, J. A. Morin, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit Conseil.

Le règlement suivant a été lu, proposé et adopté.

REGLEMENT No. 375

Concernant les boutiques de barbiers, salons de coiffeurs, de manicure, de beauté, établissements de message.

ATTENDU que ce Conseil juge à propos et opportun d'adopter un règlement concernant les boutiques de barbiers, salons de coiffeurs, de manicure, de beauté, établissements de massage;

ATTENDU qu'avis de motion a été donné à une séance antérieure de ce Conseil;

IL EST PAR LE PRESENT REGLEMENT ordonné et résolu et le présent règlement ordonne et statue comme suit:

1. Les expressions: boutiques de barbier, salon de coiffure, salon de manicure, salon de beauté, établissement de massage, employées dans le présent règlement, signifient et comprennent: tout local ou partie de local, où l'on fait la barbe, où l'on coupe, tond, arrange rafraichit et flambe les cheveux, où l'on nettoie la tête par la méthode du "shampooing", où l'on donne des massages, où l'on pratique l'art du manicure, et où l'on embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu;

2. Aucune personne n'ouvrira ou n'exploitera un local du genre mentionné à l'article précédent, dans la Cité de Hull, à moins d'avoir obtenu une licence du département de police de la Cité pour laquelle devra être payée la somme mentionnée et telle que prévue au règlement des taxes d'affaires;

Cette licence ne pourra être accordées que sur la recommandation écrite du Directeur ou de l'Inspecteur de l'Unité Sanitaire de la Cité;

3. Les inspecteurs du bureau d'hygiène devront être admis en tout temps, durant les heures de travail, pour fins d'inspection, dans les établissements mentionnés à l'article 1 du présent règlement;

4. Tout local servant de boutique de barbier, salon de coiffure, de manicure, de beauté ou d'établissements de massage devra être convenablement ventilé et éclairé;

5. Les murs, les plafonds, les meubles et les autres objets, dans ces établissements, devront être tenus constamment propres et exempts de poussière;

6. Aucun établissement de genre mentionné à l'article 1 du présent règlement, ne pourra être installé dans une maison privée, à moins qu'il n'y ait pas de communication ouverte avec l'intérieur de la maison;

7. Les planchers devront être balayés et lavés soigneusement tous les jours. Les cheveux tombant sur le plancher devront être enlevés aussitôt que le salon sera libre et déposés dans un réceptacle en métal pourvu d'un couvercle;

8. Tous ces établissements devront être aussi pourvu d'un système de distribution d'eau chaude et d'eau froide. (Réservoir d'au moins quatre gallons, en cuivre). Les bouilloires, (canards, bombes) ne seront pas permises. Les eaux usagées devront être envoyées dans l'égoût collecteur ou dans un puisard extérieur;

9. Des crachoirs, faits de matériaux imperméables devront être placés en nombre suffisant dans différents endroits de l'établissement; ces crachoirs devront être convenablement nettoyés tous les jours;

10. Il est défendu de cracher ailleurs que dans les crachoirs. Des placards, avertissant les clients d'agir ainsi, devront être affichés bien en vue dans ces établissements;

11. Les employés concernés devront se laver les mains à chaque client. Durant le temps qu'ils donneront leurs services à un client, il devront porter un veston blanc, très propre, à manche longues et en étoffe facile à laver;

12. Il est défendu à toute personne affectée de lésions syphilitiques communicables, de travailler dans aucun de ces établissements;

13. Dans le cas où le propriétaire ou un employé d'un de ces établissements, est atteint d'une des maladies contagieuses spécifiées à l'article 76 de la "Loi d'Hygiène publique de Québec" 1925, chapitre 186, ou de toute autre maladie que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura désignée par règlement, tel propriétaire ou employé ne devra pas pénétrer dans le dit établissement avant qu'un permis l'autorisant à ce faire ne lui ait été accordé par le service de santé de la Cité;

14. Il est défendu d'admettre dans aucun des susdits établissements aucune personne atteinte d'une des maladies contagieuses, spécifiées à l'article précédent, ou toute personne qui aura été en contact avec un contagieux;

15. Les brosses à cheveux, blaireaux, peignes, rasoirs, tondeuses, ciseaux, pinces, extracteurs de comédons, limes, repoussoirs, polisseurs à ongles et instruments servant à masser ou destinés à être appliqués au cuir chevelu, dont on se servira dans les susdits établissements, devront être parfaitement nettoyés et stérilisés immédiatement après qu'ils auront servi pour un client; lorsque leur stérilisation complète ne sera pas praticable, ils devront être nettoyés et traités, après chaque service individuel de manière à obtenir le maximum possible d'asepsie. L'usage d'instruments ne se prêtant pas à un tel traitement est prohibé;

16. Les pots à barbe, blaireaux et rasoirs devront être stérilisés par immersion dans l'eau bouillante ou dans une acution désinfectante immédiatement après chaque service;

17. Lorsqu'un barbier rasera une personne qui a une éruption de quelque nature que ce soit sur le visage, il devra désinfecter le rasoir dont il se sera servi, en le trempant dans une solution désinfectante efficace, avant de le repasser sur le cuir ou sur la pierre;

18. Les cuirs et les pierres à rasoirs doivent être tenus propres en tout temps, et aucun rasoir, après que l'on s'en sera servi, ne devra être repassé sur le cuir ou la pierre, à moins d'avoir été préalablement soumis au traitement indiqué à l'article 16 du présent règlement;

19. Chaque serviette ne devra servir que pour une seule personne. Toute serviette, après que l'on s'en sera servie pour un client, devra être déposée immédiatement dans un réceptacle fermé, destiné à recevoir le linge qui doit être lessivé;

20. Les serviettes devront être lavées dans de l'eau bouillante, et cela pendant au moins vingt minutes;

21. L'appui-tête de chaque chaise devra être recouvert d'une feuille de papier propre n'ayant servi à aucun autre usage, avant que chaque client ne puisse y reposer la tête. De plus ce papier devra être détruit immédiatement;

22. Il est défendu de se servir d'alun ou de tout autre astringent sous forme de bâton ou crayon. Tous les astringents ne

devront être utilisés que sous forme de poudre, et devront être appliqués au moyen de tampons de ouate stérilisée, utilisés chacun pour un seul client. L'usage de houppes ou d'éponges est strictement interdit;

23. Les propriétaires d'établissements du genre de ceux mentionnés à l'article 1 du présent règlement, ainsi que leurs employés seront responsables au même degré, de l'observation des dispositions du présent règlement;

24. Toute personne qui contreviendra à quelque une des dispositions du présent règlement sera passible d'une amende avec ou sans frais, et, à défaut du paiement immédiat de la dite amende ou de la dite amende et des frais, suivant le cas, d'un emprisonnement; le montant de l'amende et le terme de l'emprisonnement seront fixés par la Cour du Recorder de la Cité de Hull, à sa discrétion, mais la dite amende n'excédera pas quarante dollars et l'emprisonnement ne sera pas pour une période de plus de soixante jours, le dit emprisonnement cependant devant cesser en tout temps avant l'expiration du terme fixé par la dite Cour du Recorder, sur paiement de la dite amende ou de la dite amende et des frais, suivant le cas, et si l'infraction se continue, le contrevenant sera passible de l'amende et de la pénalité ci-dessus édictée pour chaque jour durant lequel l'infraction se continuera;

25. Le présent règlement viendra en force et vigueur suivant la loi;

FAIT ET PASSE en la Cité de Hull, les jour et an ci-dessus mentionnés.

RAYMOND BRUNET
Maire

H. LEON LEBLANC,
Greffier.

CONSEILS

Le service de santé recommande l'usage de savon en poudre ce qui permettra, chaque fois que l'on aura rasé un client, de laver à l'eau bouillante le pot à barbe dont on se sera servi pour ce client.

Afin d'éviter de se laver les mains avec du savon au commun, l'on recommande de faire usage de savon liquide à distributeur automatique.

Le bol servant à se laver les doigts devrait aussi être passé à l'eau bouillante après qu'un client s'en sera servi;

Les brosses de bonne qualité peuvent être bouillies dans de l'eau chaude, tous les jours, l'on conseille d'ajouter à l'eau du savon, de la soude ou du borax;

Les brosses de qualité inférieure peuvent être désinfectées en les nettoyant dans une solution savonneuse ou alcaline et en les laissant ensuite tremper pendant une heure dans une solution au sublimé à 1/1000 ou d'acide carbolique à 5-100. Les brosses peuvent aussi être nettoyées et désinfectées en les lavant dans une solution de tricrésol ou de lysol à 1-100.

Les peignes peuvent être désinfectés en les trempant dans de la formaline ou dans une solution d'acide carbolique.

Les rasoirs, tondeuses, ciseaux, etc., peuvent être désinfectés en les faisant tremper dans une solution de bicarbonate de soude à 1-100 (soda à laver).

N.B. Les solutions antiseptiques, pour être efficaces, doivent être préparées avec de l'eau stérilisée. L'on stérilise l'eau en la faisant bouillir pendant au moins une demi-heure.

15. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le règlement numéro 375 concernant les boutiques de barbiers, salons de coiffure, de manicure, de beauté, établissements de massage, soit approuvé; que le greffier de la cité soit autorisé de faire les procédures requises par la loi pour la mise en vigueur du présent règlement.

Adopté.

16. Proposé par l'échevin A. Desjardins, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que la lettre de Me Paul Ste-Marie soit référée à l'évaluateur de la cité pour rapport au conseil.

Adopté.

17. Proposé par l'échevin E. Duguay, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que ce conseil dispense Madame Edouard Chapman, 18 rue Lois, de payer à la cité de Hull la demi-pension de son époux, interné à l'Hôpital St-Jean-de-Dieu, conformément à sa demande en date du 8 février 1941.

Madame Chapman devra dès, que les circonstances le permettront, payer à la cité de Hull, le montant qui lui sera dû au sujet de ce cas.

Adopté.

18. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. A. Morin:

Que les minutes des assemblées des 3, 10 et 17 février 1941, imprimées et distribuées aux membres du conseil, soient confirmées.

Adopté.

19. Considérant que la Division de Hull de la Société Canadienne de la Croix Rouge a, récemment, tenue son assemblée annuelle;

Considérant que les rapports présentés à la dite assemblée annuelle ont démontré le travail et le dévouement des membres de cette société,

Il est proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Et résolu que ce conseil est heureux de féliciter chaleureusement les officiers et les membres de la Division de Hull de la Société Canadienne de la Croix Rouge pour leur dévouement désintéressé à cette oeuvre de guerre et la somme considérable de travail accompli depuis la fondation de la société en novembre 1939.

Adopté.

20. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. A. Morin:

Que la demande de la compagnie Regal Beverages pour la pose d'un raccordement d'égoût soit acceptée, en autant que la compagnie paiera les matériaux ainsi que 20% de la main d'oeuvre représentant la proportion que la ville paie pour le chômage.

Adopté.

21. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que ce conseil endosse la résolution de la Chambre de Commerce Junior de Hull en date du 14 février 1941 concernant l'aide à la jeunesse et prie les autorités provinciales d'y donner suite.

Que copie de cette résolution soit envoyée à Monsieur Alexis Caron, député au provincial et à la Chambre de Commerce Junior de Hull.

Adopté.

22. Attendu que le propriétaire du magasin situé au numéro 177 de la rue St-Laurent ne s'est pas conformé aux stipulations du règlement numéro 219 tel qu'amendé par le numéro 373;

Il est proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin J. A. Morin:

Que le directeur de la sureté municipale soit prié de ne pas accorder de permis pour un magasin de seconde main à 177 rue St-Laurent ou à aucun autre endroit de la dite rue St-Laurent, entre les rues Dupont et St-Rédempteur.

Au cas ou ce permis aurait été accordé récemment que le Directeur de la sureté municipale soit chargé de canceler ce permis immédiatement.

Adopté.

23. Proposé par l'échevin J. A. Morin, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Qu'une offre de \$125.00 soit faite à monsieur Elzéar Richard, 5, rue St-Jean-Baptiste, Pointe-Gatineau, en règlement final de sa réclamation, sans préjudice aux droits de la cité. Sur acceptation

de cette offre que le trésorier de la cité soit autorisé à en faire le paiement.

Adopté.

24. Proposé par l'échevin J. Eug. Décosse, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que dorénavant aucune personne ne puisse occuper une position de chef de département dans l'administration municipale de la cité de Hull si son nom ou celui de ses parents, soit son père ou sa mère, n'apparaît pas sur les rôles d'évaluation à titre de propriétaire d'immeuble ayant une évaluation municipale d'au moins \$400.00 (quatre cents dollars).

Les chefs des départements actuels devront se conformer à cette ordonnance dans les trois (3) mois à partir de la date d'adoption de cette résolution.

Cependant qu'exception soit faite dans le cas où la majorité du conseil décidant qu'il n'y a aucune personne compétente pour remplir le poste vacant dont le nom ou celui de son père ou sa mère, apparaît sur les rôles d'évaluation à titre de propriétaire d'immeuble ayant une évaluation municipale d'au moins \$400.00 (quatre cents dollars); il soit jugé nécessaire de confier ce poste à une autre personne.

Monsieur l'échevin F. E. St-Jean demande le vote sur cette résolution.

En faveur de la résolution les échevins: Morin, Cadieux, Thériault, Dompierre, Beauchamp, Décosse. 6.

Contre la résolution les échevins: Duguay, Meilleur, St-Jean, Perras, Desjardins. 5.

Son Honneur le Maire déclare la résolution remportée.

Messieurs les échevins Duguay et Meilleur donnent avis de reconsidération.

Hull, le 25 février 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$1,498.17 soit employé à l'achat de marchandises, les fonds devant être à même les appropriations pour: Réparations de services \$28.15; Bornes-fontaines \$128.89; Dégelage \$9.40; Neige \$784.60; Chantier municipal \$157.50; Chateau d'eau \$229.00; Chlorination \$60.00; Egoûts \$7.05; Barrières \$80.00; Magasin Stock \$13.58.

(signé) J. H. MEILLEUR,
échevin

Je soussigné certifie qu'il a des fonds aux appropriations ci-dessus mentionnés, moins neige, chantier municipal, chateau d'eau et chlorination.

(signé) JOS. RAYMOND
trésorier

Hull, le 3 mars 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$500.00 soit employé pour contribution de la cité de Hull au fonds de secours aux victimes de raids aériens à Hull-Angleterre. Les fonds devant être pris à même les appropriations pour annonce de la cité.

(signé) J. EUGENE DECOSSE
échevin

Je, soussigné, trésorier de la cité de Hull, certifie qu'il y a des fonds disponibles au crédit de l'appropriation ci-dessus mentionnée.

(signé) J. RAYMOND
trésorier

25. Proposé par l'échevin E. Duguay, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que ce conseil ajourne au 10 mars 1941.

Adopté.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
District de Hull.

CITE DE HULL.

No. 9

SEANCE DU 10-MARS 1941

A une assemblée régulière ajournée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôte-de-Ville de la dite cité, à huit heures du soir, lundi le 10 mars 1941, à laquelle sont présents:

Son Honneur le Maire monsieur Raymond Brunet, au fauteuil et les échevins J. Baker, E. Duguay, J. B. Meilleur, J. A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, A. Beauchamp, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

1. Proposé par l'échevin J. E. Duguay, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Que le rapport du Président de l'élection partielle tenue le 3 mars dernier dans le quartier Frontenac (3-A), au siège numéro dix (10) soit approuvé et que le Trésorier de la cité soit autorisé à payer les frais de la dite élection au montant de \$114.61.

Adopté.

Monsieur l'échevin Alexis Maurice est invité par Son Honneur le Maire à prendre son siège.

2. Proposé par l'échevin J. Eug. Décosse, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Conformément à l'avis de motion donné à l'assemblée du conseil le 3 mars 1941, que le trésorier de la cité soit autorisé de remettre à Son Honneur le Maire la somme de \$500.00 comme contribution de la cité de Hull au fonds de secours aux victimes de raids aériens de la cité de Hull-Angleterre. Les fonds devant être pris à même les appropriations pour annonces de la cité.

Adopté.

3. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. A. Morin:

Que le Trésorier de la cité soit autorisé de payer les frais de voyage à Montréal, fait ce jour, par Son Honneur le Maire et le Trésorier de la cité pour rencontrer le Président de la Commission Municipale de Québec.

Adopté.

4. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. E. Duguay:

Que la résolution numéro 24 de l'assemblée régulière du 3 mars 1941, soit reconsidérée.

Pour la résolution les échevins: Duguay, Meilleur, Beauchamp, Maurice, St-Jean, Perras, Desjardins. 7.

Contre les échevins: Baker, Morin, Cadieux, Thériault, Décosse. 5.

La résolution est remportée.

La résolution No. 24 se lit comme suit:—

Proposé par l'échevin J. Eugène Décosse, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que dorénavant aucune personne ne puisse occuper une position de chef de département dans l'administration municipale de la cité de Hull si son nom ou celui de ses parents, soient: son père ou sa mère, n'apparaît pas sur les rôles d'évaluation à titre de propriétaire d'immeuble ayant une évaluation municipale d'au moins \$400.00 (quatre cents dollars). Les chefs des départements actuels devront se conformer à cette ordonnance dans les trois mois (3) mois à partir de la date d'adoption de cette résolution.

Cependant qu'exception soit faite dans le cas où la majorité du conseil décidait qu'il n'y a aucune personne compétente pour remplir le poste vacant dont le nom ou celui de son père ou sa mère, apparaît sur les rôles d'évaluation à titre de propriétaire d'immeuble ayant une évaluation municipale d'au moins \$400.00 (quatre cents dollars); il soit jugé nécessaire de confier ce poste à une autre personne.

Proposé en amendement par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que la résolution No. 24 de l'assemblée du 3 mars 1941 soit renvoyée au comité pour étude.

Pour l'amendement les échevins: Baker, Cadieux, Thériault, Beauchamp, Maurice, Décosse. 6.

Contre les échevins: Duguay, Meilleur, Morin, St-Jean, Perras, Desjardins. 6.

Son Honneur le Maire vote contre et déclare l'amendement défait.

Pour la résolution les échevins: Baker, Morin, Cadieux, Thériault, Beauchamp, Décosse. 6.

Contre la résolution les échevins: Duguay, Meilleur, Maurice, St-Jean, Perras, Desjardins. 6.

Le partage du vote étant égal, Son Honneur le Maire enrégistre son vote contre la résolution et la déclare battue.

5. Proposé par l'échevin J. A. Morin, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Que la réclamation de monsieur Joseph Dupel, 101 rue St-Laurent, soit référée à l'ingénieur de la cité pour être soumis à l'aviseur légal de la cité, pour rapport au conseil.

Adopté.

6. Proposé par l'échevin J. E. Duguay, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Que le Greffier de la cité soit autorisé de faire faire les impressions d'enveloppes, d'entêtes de lettres, de feuilles de charge, de reçus de taxes d'affaires, etc. par la maison G. E. Gauvin & Fils au prix d \$115.40, étant la plus basse soumission totale reçue.

Adopté.

7. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin J. E. Duguay:

Que le Greffier de la cité soit autorisé de faire l'achat d'articles de bureau au montant de \$95.00 suivant la soumission la plus basse reçue ce jour de la maison "The Federal Stationery".

Adopté

8. Proposé par l'échevin A. Desjardins, secondé par l'échevin E. Décosse;

Que ce conseil est heureux d'offrir ses félicitations les plus sincères à l'ancien Président du comité de Feu, l'échevin F. E. St-Jean, au directeur Emile Bond et au personnel de notre service des incendies à l'occasion du succès qu'ils ont remporté au cours de la semaine de prévention des incendies 1940.

Adopté.

9. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que la correspondance lue, ce soir, relativement à la réclamation de Monsieur Lucien Sarra-Bournet, soit référée à l'aviseur légal de la cité lui demandant d'aviser le conseil municipal de la conduite qu'il devra suivre dans les circonstances, et ce dans le plus court délai possible.

Adopté.

Hull, le 10 mars 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$6,000.00 soit employé pour payer les honoraires d'architecte à date à Monsieur Lucien Sarra-Bournet. Les fonds devant être pris à même les appropriations pour les imprévus.

(Signé) F. ERNEST St-JEAN,
échevin

Je soussigné, trésorier de la cité de Hull, certifie qu'il y a des fonds disponibles au crédit de l'appropriation ci-dessus mentionnée.

(signé) JOS. RAYMOND,
Trésorier de la cité

10. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin F. E. St-Jean :

Que ce conseil ajourne au 19 mars 1941.

Adopté.

CANADA

PROVINCE DE QUEBEC

Distrit de Hull

CITE DE HULL

Je, H. Léon Leblanc, président de l'élection tenue le 3 mars 1941, pour l'élection d'un échevin en remplacement de monsieur Oscar Boucher, ai l'honneur de faire rapport que le 24ème jour de février 1941, conformément à l'avis public en date du 11ème jour de février 1941, j'ai mis en nomination pour remplir la charge d'échevin de la cité de Hull, pour le quartier Frontenac ou numéro trois "A" (3A), au siège numéro dix (10) toutes personnes mises en nomination par écrit par au moins cinq (5) électeurs.

La dite assemblée publique a eu lieu à dix heures (10) heures de l'avant-midi, lundi le 24 février 1941, afin de recevoir la mise en nomination pour remplir la charge d'échevin comme susdit, en remplacement de monsieur Oscar Boucher, et ce pour la balance du terme des années 1941 et 1942.

J'ai tenu la dite assemblée ouverte depuis dix heures (10) jusqu'à onze (11) heures de l'avant-midi du dit jour 24 février 1941 et que pendant cette heure j'ai reçu et mis devant le public, de la manière prévue dans le dit avis public, les bulletins de nomination suivants:—

Eugène Dagenais, employé civil, 20 blvd. du Sacré-Cœur.

Alexis Maurice, marchand de bois, 64 rue St-Etienne.

Conformément au dit avis du 11 février, j'ai annoncé que des bureaux de votation seront tenus au temps et lieu indiqués dans l'avis, dans le dit quartier Frontenac ou numéro trois "A" (3A) pour recevoir les votes à l'élection d'un échevin pour le dit quartier au siège numéro dix (10).

Conformément à la loi et à l'avis ci-dessus mentionné des bureaux de votation ont été ouverts tel qu'annoncé et après avoir reçu les rapports des officiers d'élection en présence de messieurs H. Lessard, J. B. Michon, J. Simard, A. R. Sykes, C. Briere et plusieurs autres, j'ai procédé de la manière ordinaire au dépouillement du scrutin avec le résultat suivant:—

Eugène Dagenais 195 votes

Alexis Maurice 303 votes

En conséquence, j'ai déclaré et proclamé comme par les présentes je déclare et proclame Alexis Maurice, marchand de bois, échevin pour le quartier Frontenac ou numéro trois "A" (3A), au siège numéro dix (10), avec une pluralité de 108 votes.

Donné en mon bureau à l'Hôtel de Ville de la cité de Hull, ce quatrième jour du mois de mars 1941.

H. LEON LEBLANC,
Greffier de la Cité
Président de l'élection.



CANADA }
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL
District de Hull.

No. 11

SEANCE DU 19 MARS 1941

A une assemblée régulière ajournée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, à huit heures du soir, mercredi le 19, mars 1941, à laquelle sont présents:—

Son Honneur le Maire Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins J. Baker, E. Duguay, J. H. Meilleur, J. B. Cadieux, L. Thériault, A. Beauchamp, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

A la Corporation de la cité de Hull.

A Son Honneur le Maire,

Messieurs les Echevins,

Je, H. Léon Leblanc, président de l'élection ou nomination d'un échevin pour le quartier Val Tétreau, au siège numéro un, pour la balance du terme commencé le premier jour de janvier 1941 et se terminant le trente-unième jour de décembre 1942, en remplacement de l'échevin Armand Turpin, démissionnaire, ai l'honneur de faire rapport que le dixième jour du mois de mars 1941, à dix heures de l'avant-midi, j'ai ouvert dans la salle de l'Hôtel-de-Ville de la cité de Hull, dit district, une assemblée publique convoquée par moi, par avis public en date du dix-neuvième jour du mois de février 1941, afin de recevoir la mise en nomination des candidats à la charge d'échevin pour représenter le dit quartier durant le terme ci-dessus mentionné. J'ai tenu la dite assemblée ouverte depuis dix heures jusqu'à onze heures du matin du dit jour le dix mars 1941 et pendant cette heure j'ai reçu et mis devant le public de la manière prévue dans le dit avis le bulletin de nomination suivant:—

William Boudria, contre-maître.

Attendu qu'à onze heures du dit jours, dix mars 1941, un seul candidat a été mis en nomination à la charge d'échevin pour représenter le quartier Val Tétreau, ou numéro un, au siège numéro un, j'ai alors déclaré, comme par les présente je déclare et proclame élu échevin, monsieur William Boudria.

Donné en mon bureau à l'Hôtel-de-Ville de la cité de Hull, ce onzième jour du mois de mars 1941.

H. LEON LEBLANC,
Greffier de la cité.
Président de l'élection.

1. Proposé par l'échevin E. Duguay, secondé par l'échevin L. Thériault;

Que le rapport du Président de l'élection partielle tenue le 10 mars 1941 dans le quartier Val Tétreau (1), au siège numéro un (1) soit approuvé et que le trésorier de la cité soit autorisé à payer les frais de la dite élection s'élevant à la somme de \$6.40.

Adopté.

Monsieur l'échevin W. Boudria est invité par Son Honneur le Maire à prendre son siège.

Monsieur l'échevin E. Dompierre prend son siège.

2. Proposé par l'échevin A. Desjardins, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le rapport de l'ingénieur en date du 19 mars, relativement au déplacement des fils de lumière sur le chemin de la Gatineau soit accepté et étant donné l'urgence de ce travail, qu'un montant de \$87.50 représentant la part de la cité (50%) soit pris à même les imprévus pour ces fins, pourvu qu'un certificat soit obtenu du trésorier de la cité.

Adopté.

Hull, le 20 mars 1941

Il y a des fonds disponibles dans le compte des imprévus pour le montant de \$87.50.

(signé) JOS. RAYMOND,
trésorier

3. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. Baker:

Que la compagnie de Téléphone Bell soit autorisée à procéder aux travaux mentionnés dans leur requête en date du 7 mars 1941, en autant que la compagnie remettra le pavage de la rue Champlain ainsi que le parterre de l'Hôtel-de-Ville dans les mêmes conditions qu'avant l'excavation.

Que l'ingénieur soit autorisé à faire la surveillance des dits travaux.

Adopté.

4. Proposé par l'échevin J. Ernest St-Jean, secondé par l'échevin J. Eugène Décosse:

Conformément à l'avis de motion donné le 10 mars 1941, que le trésorier de la cité de Hull soit autorisé de payer la somme de \$6,000.00 à monsieur Lucien Sarra-Bournet, architecte, en règlement final de sa réclamation, sans préjudice aux droits de la cité. Les fonds devant être pris à même les appropriations pour "Imprévus"

Proposé en amendement par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin E. Duguay:

Considérant que le mérite de paiement des frais d'honoraires de monsieur l'architecte Lucien Sarra-Bournet au sujet du projet du centre civique de Hull est une question de légalité;

Considérant les opinions légales imprécises déjà émises quant à la légalité de l'engagement et du mode de paiement de monsieur l'architecte Lucien Sarra-Bournet au point de vue honoraire;

Considérant les menaces de procédures adressées à nous, membres du conseil de ville de Hull, par les avocats Farley & Farley au nom de leur client Victor Cholette, électeur de Hull;

Considérant qu'il est de l'intérêt des membres du conseil de ville de Hull, de connaître les raisons de l'opposition de monsieur Cholette et compagnie;

Il est résolu dans l'intérêt général de la Ville de remettre "sine die" toute discussion de cette affaire Sarra-Bournet vs centre civi

que de Hull et de demander à monsieur le Greffier de se mettre en communication avec les avocats de monsieur Cholette afin de connaître les raisons de l'opposition de leur client—et ceci sans préjudice aux droits et intérêt de la ville de Hull.

Pour l'amendement les échevins: Boudria, Duguay, Meilleur, Cadieux, Beauchamp, Maurice, Perras. 7.

Contre les échevins: Baker, Thériault, Dompière, St-Jean, Desjardins, Décosse. 6.

Son Honneur le Maire déclare l'amendement remporté et la résolution principale battue sur même division.

Monsieur l'échevin Cadieux quitte son siège.

5. Proposé par l'échevin J. Eugène Décosse, secondé par l'échevin A. Desjardins:

Qu'un octroi de deux cents dollars (\$200.00) soit accordé à la Chambre de Commerce de Hull pour défrayer partiellement le coût de la publication d'une brochure industrielle de la cité, pourvu que le trésorier émette un certificat à l'effet qu'il y a des fonds disponibles à l'appropriation "annonce de la cité."

Que demande soit faite à cette association de soumettre avant publication, un schéma de la dite brochure, au comité de Publicité, de l'Industrie et du Commerce.

Adopté.

Hull, le 20 mars 1941

Il y a présentement une balance de dépense prévue dans des estimés de 1941 pour couvrir ce montant de \$200.00.

(signé) JOS. RAYMOND,
trésorier

Monsieur l'échevin Cadieux reprend son siège.

6. Proposé par l'échevin H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Décosse:

Que permission soit accordée à monsieur J. Baillot de faire l'installation d'une ligne de transmission d'énergie électrique sous-ter-

raine dans la rue Youville entre le garage Baillot et l'hôtel Inter-provinciale.

Monsieur Baillot devra remettre les trottoirs et le pavage de la rue Youville dans le même état qu'il était avant l'exécution de ces travaux. Les dits travaux devant être faits par monsieur Baillot sous la direction et sous la surveillance de l'ingénieur de la cité. Monsieur Baillot devra dégager la cité de Hull de toute responsabilité en cas d'accident pouvant résulter de l'exécution des dits travaux. Le tout devra être soumis à l'aviseur légal avant de prendre effet.

Adopté.

7. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Que le trésorier de la cité soit autorisé, avec le concours des vérificateurs de la cité, d'établir un système de bons de garantie et de fidélité pour tous les fonctionnaires municipaux d'après le plan soumis par les vérificateurs le 10 février 1941, et que le greffier soit autorisé à cet effet, de signer un contrat avec The Canadian Surety Company, de Montréal, par l'entremise d'un de leurs agents locaux. Cette dépense ayant été prévue dans le présent budget.

Proposé en amendement par l'échevin H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Décosse:

Que le rapport des vérificateurs de la cité en date du 10 février 1941 relativement au système de bons de garantie et de fidélité pour les fonctionnaires municipaux soit renvoyé au comité pour étude.

Pour l'amendement les échevins: Boudria, Baker, Duguay, Meilleur, Cadieux, Thériault, Dompierre, Desjardins, Décosse. 9.

Contre les échevins: Beauchamp, Maurice, St-Jean, Perras. 4.

L'amendement est remporté et la motion principale défaite sur même division.

8. Attendu qu'il a été démontré, au cours des mois derniers, qu'une enquête s'impose au sujet de l'administration du département de l'évaluateur de la cité,

Attendu qu'une telle enquête peut être faite sans frais par un comité de ce conseil,

Il est proposé par l'échevin J. B. Cadieux, secondé par l'échevin Thériault:

Et résolu qu'un comité, composé de son Honneur le Maire et les échevins E. Duguay, H. Meilleur, A. Maurice, J. A. Morin et F. E. St-Jean, soit chargé de faire une enquête sur l'administration du département de l'évaluateur. Ce comité fera rapport au conseil.

Adopté.

9. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Que le règlement numéro 376, abrogeant le règlement No 369 concernant un emprunt de \$11,000.00 par émission de débentures au sujet de la construction d'aqueduc et d'égoûts, soit adopté.

Adopté.

10. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Que le règlement numéro 377, concernant un emprunt de montant de \$188,000.00 pour payer la part de la cité dans les secours directs depuis le 1er octobre 1939 au 31 janvier 1941, et pour payer les matériaux dans les constructions de pavages, dans les ouvrages d'aqueduc et d'égoûts faits suivant la loi de l'aide aux chômeurs, soit adopté; que le Greffier de la cité soit autorisé de faire les procédures requises par la loi relativement à l'approbation de ce règlement.

11. ATTENDU que la Cité soumet un règlement d'emprunt au montant de \$188,000.00, et que dans le dit règlement certains montants sont empruntés pour la construction d'égoûts et l'aqueduc;

ATTENDU que le terme de paiement des dites débentures est fait suivant la Loi dite de l'Aide aux Chômeurs, et que les dites débentures sont payables à trente ans;

ATTENDU que par la Loi concernant les dettes et emprunts des corporations municipales (S.R.Q. 1925, ch. 111, sec. 2), le terme de paiement pour des travaux d'égoûts et d'aqueduc doit être de quarante ans, à moins qu'une autorisation antérieure n'ait été accordée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, sur la recommandation du Ministre des Affaires Municipales;

ATTENDU que pour régulariser le dit emprunt, il est nécessaire d'obtenir la dite autorisation;

Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

QUE demande soit faite au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, suivant les dispositions de la loi précitée, aux fins que les montants empruntés par le Règlement No. 377 pour le paiement des travaux d'égoûts et d'aqueduc, soient à trente ans.

Adopté.

12. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Qu'autorisation soit demandée au Ministre des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce, conformément aux dispositions de l'article 3 du chapitre 111 des Statuts Refondus 1925 tel que modifié par la loi 22 Geo. 5 Chapitre 54 d'autoriser ce conseil à émettre les obligations prévues au règlement numéro 377 à courte échéance à 15 ans:—

Echéance	Capital	1er mai	1950	
1942	3,500.00	1951	5,000.00	
1943	3,500.00	1952	5,000.00	
1944	3,500.00	1953	5,000.00	
1945	3,500.00	1954	5,500.00	
1946	4,000.00	1955	5,500.00	
1947	4,000.00	1956	127,000.00	
1948	4,000.00			
1949	4,500.00	Total	\$188,000.00	

Adopté.

13. Proposé par l'échevin A. Desjardins, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le Trésorier de la Cité soit autorisé de payer la somme de 5.87 en règlement final de la réclamation de monsieur Zéphir La-
lèche relativement a une collision de son camion avec la voiture
du Directeur du département des incendies le 7 janvier dernier. Le
tout sans préjudice aux droits de la cité.

Adopté.

14. ATTENDU que demande a été faite à la Cité, pour faci-
liser une vente du lot Cent cinquante-deux (152) du quartier No.
Quatre (4) de la Cité de Hull, de consentir à la division des taxes
municipales dues sur cette propriété et sur le lot Cent soixante-neuf
(169) du quartier No. Quatre (4), lesquelles propriétés ont toujours
été évaluées en bloc;

ATTENDU que le Conseil est consentant d'accéder à la dite
demande, vu que la ville en retirera profit et avantage à raison des
constructions qui doivent être érigées;

Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E.
Perras;

Que M. le Maire et le Greffier de la Cité soient autorisés à
intervenir dans l'acte de vente ci-haut mentionné, et, sur paiement
de la somme de TROIS CENTS DOLLARS (\$300.00), a donner
quittance pour toutes taxes actuellement dues ou qui viendront
être dues jusqu'au premier mai prochain, sur la partie du lot 152 ven-
due a M. Vincent, à condition que cette intervention et quittance
n'affectent en rien le montant de la balance, actuellement due sur
l'autre partie du lot 152 et sur le lot 169 du quartier No. 4, les
parties en cause devant consentir à ce que le susdit lot et partie de
lot restent hypothéqués tant et aussi longtemps que le montant de
taxes actuellement dû n'aura pas été payé.

Il est entendu qu'à l'avenir le terrain vendu et les terrains non
vendus seront portés séparément au Rôle d'évaluation.

Adopté.

15. Considérant que le club de hockey Hull-Volant a récem-
ment gagné le championnat de la Ligue de la cité d'Ottawa et le
championnat du District;

Considérant que ces victoires répétées sont une source de reclame très avantageuse pour notre ville;

Il est proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin J. Eugène Décosse:

Et résolu qu'un vote de félicitations, au nom de la ville, soit adressé aux officiers et membres du club Hull-Volant, et que nos meilleurs vœux de succès les accompagnent dans leur présent voyage pour le championnat des provinces maritimes.

Adopté.

16. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que l'Aviser Légal soit autorisé à faire les procédures nécessaires pour appeler de la décision du Recorder dans les causes No. 109 de la cité de Hull vs Rodolphe Gunner et dans la cause No. 114 la cité de Hull vs Aldège Sarazin, et que le Trésorier de la cité soit autorisé à avancer les fonds nécessaires, tels montants à être pris dans les appropriations pour dépenses légales, pourvu que le Trésorier émette un certificat à cet effet.

Adopté.

Dans les estimés pour l'année 1941, \$400.00 de dépenses a été prévues. Depuis le 1er janvier 1941, \$234.43 ont été chargées à ce compte, laissant une balance disponible de \$165.57.

Hull, le 20 mars 1941.

JOS. RAYMOND,

Trésorier

17. Proposé par l'échevin J. E. Décosse, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

EST résolu que ce conseil prie la Commission de police indépendante de la cité de Hull de bien vouloir étudier le cas du renvoi du constable Phillion et de bien vouloir faire comparaître le dit Phillion devant elle afin de lui permettre de donner des explications relativement à son cas.

Adopté.

Hull, le 19 mars 1941.

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$1,000.00 soit employé pour instituer une enquête judiciaire sur l'administration du Comité et du département de Police depuis mai 1936 à date, les fonds devant être pris même les appropriations pour département de Police.

(Signé) E. PERRAS,
échevin

Je, soussigné, Trésorier de la cité de Hull, certifie qu'il y a des fonds disponibles au crédit de l'appropriation ci-dessus mentionnée.

(signé) JOS. RAYMOND,
Trésorier de la cité.

Ajournement sine die.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
District de Hull

CITE DE HULL

A une assemblée du Conseil de la Cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances, à l'Hôtel-de-Ville, à huit heures de l'après-midi, le 19ième jour de mars 1941, à laquelle étaient présents:—

Son Honneur le Maire M. Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins MM. W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, J. H. Meilleur, J. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, A. Maurice, E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Le règlement suivant a été lu, proposé et adopté.

REGLEMENT No. 376

Abrogeant le règlement No. 369, concernant un emprunt de \$11,000.00 pour émission de débetures au sujet de la construction d'aqueduc et d'égoûts.

ATTENDU que le Conseil de la Cité, à l'assemblée du 17 janvier 1940, a adopté un règlement d'emprunt d'une somme de \$11,000.00, pour émission de débentures ou obligations, suivant les dispositions de la Loi 22 Geo. V, chap. 2 et ses amendements;

ATTENDU que le montant d'argent prévu au dit règlement n'a jamais été emprunté et qu'il n'y eut jamais d'émission de bons ou obligations en vertu d'icelui;

ATTENDU que le montant du dit règlement est actuellement inséré dans un nouveau règlement d'emprunt;

ATTENDU qu'avis de l'adoption du présent règlement a été donné à une assemblée antérieure de ce Conseil

IL EST PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT ordonné et résolu et le présent règlement ordonne et statue comme suit:

1. Le règlement No. 369 concernant un emprunt au montant de \$11,000.00 par émission de débentures, pour constructions d'aqueduc et d'égouts, adopté à l'assemblée du conseil de la Cité tenue le 17 janvier 1940, est par le présent règlement déclaré abrogé, annulé et de nul effet;

2. Le présent règlement viendra en force et effet suivant la loi;

FAIT ET PASSE en la Cité de Hull, les jour et an ci-dessus mentionnés.

RAYMOND BRUNET
Maire

H. LEON LEBLANC
Greffier

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
Distrit de Hull

CITE DE HULL

A une assemblée régulière ajournée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances, à l'Hôtel de Ville, en la cité de Hull, à huit heures de l'après-midi, le 19ième jour de mars 1941, à laquelle étaient présents:

Son Honneur le Maire, Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, les échevins MM. William Boudria, Joseph Baker, Emile Duguay, Honoré Meilleur, J. B. Cadieux, Léon Thériault, Emile Domierre, Adélard Beauchamp, Alexis Maurice, F. E. St-Jean, J. Erras, A. Desjardins et J. Eugène Décosse, formant quorum du dit conseil.

Le règlement suivant a été lu, proposé et adopté.

REGLEMENT No. 377

Concernant un emprunt au montant de \$188,000.00 pour payer la part de la cité dans les secours directs distribués aux nécessiteux depuis le 1er octobre 1939 au 31 janvier 1941, et pour payer les matériaux dans les constructions de pavages, dans les ouvrages d'aqueduc et d'égouts faits suivant la loi de l'aide aux chômeurs.

ATTENDU que le Bureau de reconstruction économique de la province de Québec a accordé la demande de la cité pour l'obtention de secours directs, en par elle payant vingt pour cent du montant épensé;

ATTENDU que depuis le 1er octobre 1939 au 31 janvier 1941, la part de la cité dans les dits secours directs s'élève à la somme de 120,000.00;

VU les dispositions de la Loi 22 Geo. V, Chap. 2 et ses amendements (Loi de l'Aide aux Chômeurs), autorisant la Cité à emprunter par règlement municipal pour rembourser les sommes déensées par elle;

ATTENDU qu'avis de motion a été donné que le présent règlement serait soumis au Conseil;

IL EST PAR LE PRESENT REGLEMENT ordonné et résolu que le présent règlement ordonne et statue comme suit:

SECOURS DIRECTS

AFIN de se procurer la somme de \$120,000.00 pour payer sa part des secours directs pour les dates susmentionnées, le Conseil

de la Cité, est, par le présent règlement, autorisé à émettre, vendre et négocier, pour et au nom de la cité, des obligations ou débetures pour un montant s'élevant à la somme de cent vingt mille piastres (\$120,000.00);

MATERIAUX

ATTENDU que la Cité a obtenu du Bureau de reconstruction économique de la Province de Québec la permission d'effectuer des travaux d'aqueduc, de pavages et d'égoûts, en par elle payant le coût des matériaux et les Gouvernements de la Puissance du Canada et de la Province de Québec les salaires des employés ou main-d'oeuvre;

ATTENDU que ces travaux ont été faits afin de remédier au chômage dans la cité;

ATTENDU que le montant dû par la Cité pour les dits matériaux s'élève à la somme de \$68,000.00;

VU les dispositions de la Loi 22 Geo. V, chap. 2 et ses amendements, autorisant la Cité à faire un emprunt pour ces dites sommes, par émission de bons ou obligations, sur l'approbation d'un règlement par la majorité des membres présents du Conseil de la cité, à une assemblée du dit Conseil à laquelle il y a quorum, et sur l'approbation de l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce;

IL EST PAR LE PRESENT REGLEMENT ordonné et résolu et le présent règlement ordonne et statue comme suit:

Le Conseil de la Cité est, par les présentes, autorisé à émettre, vendre et négocier, pour et au nom de la Cité, des obligations ou débetures pour un montant de soixante-huit mille piastres (\$68,000.00), pour payer le coût des matériaux des travaux énumérés ci-après, savoir:

EGOUTS

Egoût Richelieu, de l'égoût existant à la rue Amherst	\$2,800.00
Egoût Scott, du chemin d'Aylmer à la rue Graham	2,500.00
Egoût d'Aiguillon, de Maisonneuve à la rue Eugénie	1,400.00

Reconstruction Egoût Gamelin entre les rues St-Florent et St-Henri	800.00
Reconstruction Egoût Chénier entre les rue Maisonneuve et Dollard	800.00
Egoût Bréboeuf, Blvd. Sacré-Coeur à Gamelin (pour prévenir inondations et soulager égoût Blvd Sacré-Coeur	1,000.00
Egoût Reboul, de la rue Maisonneuve à 100 pieds ouest	500.00
	<hr/> \$9,800.00

AQUEDUC

Rue Reboul, de la rue Maisonneuve à 100 pieds ouest	500.00
Rue Ste-Hélène de la rue St-Etienne à 200 pieds sud	500.00
	<hr/> 1,000.00

PAVAGES

Rue Connaught	\$750.00	Rue Cartier	1,300.00
Rue St-Marie	1,950.00	Rue Chateauguay	1,550.00
Rue Fontaine	3,200.00	Rue Charlevoix	1,250.00
Rue Nicolet	1,950.00	(Dupont à Leduc	730.00
Rue McKenzie	1,650.00	Rue Charlevoix	1,650.00
Rue Taschereau	1,650.00	(Marquette à Crique Brewery)	2,000.00
Rue Jogues	1,050.00		
Rues Lois	2,475.00	Rue Mance	47,000.00
Rue Desjardins	11,000.00	Rue Gamelin	
Rue Chatelain	1,550.00		
Rue Principale	11,295.00		
			<hr/>
Réparation des rues			3,500.00
Remplissage du Lac Minnow			6,000.00
Nettoyage de la Cité			300.00
Impression et divers			400.00
			<hr/>
			\$10,200.00
			<hr/>
			Total
			\$68,000.00

Les montants réunis du présent règlement pour rembourser les argents des secours directs, pour matériaux pour aqueduc, égouts, pavages, etc., faits suivant la Loi du chômage, forment un total de cent quatre-vingt-huit mille piastres (\$188,000.00), pour

laquelle somme des débentures payables à trente ans, seront faites et émises par séries suivant le tableau ci-après :

Echéance 1er mai

1942	\$3,500.00	1957	\$6,000.00
1943	3,500.00	1958	6,500.00
1944	3,500.00	1959	6,500.00
1945	3,500.00	1960	7,000.00
1946	4,000.00	1961	7,000.00
1947	4,000.00	1962	7,500.00
1948	4,000.00	1963	7,500.00
1949	4,500.00	1964	8,000.00
1950	4,500.00	1965	8,000.00
1951	5,000.00	1966	8,500.00
1952	5,000.00	1967	9,000.00
1953	5,000.00	1968	9,000.00
1954	5,500.00	1969	9,500.00
1955	5,500.00	1970	10,000.00
1956	6,000.00	1971	10,000.00

	Total	\$188,000.00
--	--------------	---------------------

Le capital des dites débentures écherra annuellement à compter du premier mai 1942, et les dites débentures seront faites payables au porteur d'icelles et porteront intérêt à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par an, suivant le tableau annexe, payable semi-annuellement, le premier novembre et le premier mai de chaque année;

Les dites débentures lorsqu'ainsi émises seront signées par le Maire et le Greffier de la cité et porteront le sceau de la cité, et porteront la date du 1er mai 1941;

Les dites débentures seront de la dénomination de cent piastres chacune ou des multiples de cent;

Il sera annexé à chacune des dites débentures des coupons pour le montant de l'intérêt semi-annuel, et les dits coupons seront signés par le Maire et le Greffier, mais ces signatures pourront être lithographiées et les dits coupons seront faits payables au porteur d'iceux lors de l'échéance de l'intérêt semi-annuel;

Les dites débentures et les coupons d'intérêts annexés aux dites débentures seront payables aux bureaux de la Banque Pro-

inciale du Canada, en la cité de Hull, en la cité de Montréal et en la cité de Québec, ou au bureau du Trésorier de la cité de Hull.

PRELEVEMENT

Les sommes de \$120,000.00 pour secours directs, de \$1,000.00 pour aqueduc, de \$1,600.00 pour reconstruction d'égouts sur les rues Gamelin et Chénier, de \$3,500.00 pour réparation des rues, de \$6,000.00 pour remplissage du Lac Minnow, de \$300.00 pour nettoyage des rues de la Cité, de \$400.00 pour impression du présent règlement et divers, ainsi que un-tiers du coût des matériaux requis pour pavages, savoir la somme de \$15,666.67, étant la part de la cité, forment en tout la somme de \$148,466.67 payable par la Cité;

Il sera annuellement prélevé sur les contribuables de la cité en général, pendant la période de trentre ans, un montant suffisant pour payer la dite somme de \$148,466.67, ainsi que les intérêts à accroître sur le dit montant;

ATTENDU que les travaux de pavage et d'égouts ont été faits suivant des requêtes présentées par les contribuables intéressés de certaines rues ou parties de rues, suivant les dispositions de l'article 147 et suivants de la Charte de la cité, et que partie du coût des dits travaux est payable par les propriétaires riverains de chaque côté de ces rues ou parties de rues;

ATTENDU que la cité a obtenu l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur-en-conseil aux fins que le montant des dits travaux de pavage et d'égouts soit payable dans un délai autre que celui mentionné au chapitre 111 des Statuts Refondus de Québec, 1925;

ATTENDU que les montants payables par les propriétaires riverains, pour tels égouts et pavages, sont comme suit:

EGOUTS

Rue Richelieu	2,800.00	Rue d'Aiguillon	1,400.00
Rue Scott	2,500.00	Rue Bréboeuf	1,000.00
		Rue Reboul	500.00

PAVAGES

Rue Connaught	750.00	Rue Cartier	1,300.00
Rue Ste-Marie	1,950.00	Rue Chateauguay	1,550.00
Rue Fontaine	3,200.00	Rue Charlevoix	
Rue Nicolet	1,950.00	(Dupont à Leduc)	1,250.00
Rue McKenzie	1,650.00	Rue Charlevoix	
Rue Taschereau	1,650.00	(Marquette à C.	
Rue Jogues	1,050.00	Brewery)	730.00
Rue Lois	2,475.00	Rue Mance	1,650.00
Rue Desjardins	11,000.00	Rue Gamelin	2,000.00
Rue Chatelain	1,550.00		
Rue Principale	11,295.00		<hr/>
			\$47,000.00

Deux-tiers du coût payable par les propriétaires
riverains de chaque côté \$31,333.33 \$39,533.33

Il sera annuellement prélevé sur les propriétaires riverains des rues susmentionnées, pendant l'espace de trente ans, un montant suffisant pour payer la dite somme de \$39,533.33, ainsi que les intérêts à accroître sur les dits montants;

L'émission des dites débentures en capital, intérêt et les versements plus haut mentionnés seront et sont par le présent règlement garantis et assurés sur les fonds généraux de la Cité;

L'enregistrement du présent règlement et des dites débentures à être ainsi émises sur icelui, est autorisé et pourra être fait au Bureau d'Enregistrement de la Division d'enregistrement du Comté de Hull, à la demande de tout porteur originaire ou de tout cessionnaire et le dernier inscrit dans le livre d'enregistrement sera "prima facie" réputé propriétaire et possesseur légal de toute débenture ainsi enregistrée;

Le présent règlement aura force et effet après avoir été approuvé par la majorité des membres présents du Conseil de la Cité, et formant quorum, par la Commission Municipale de Québec, par le Ministre des Affaires Municipales, de l'industrie et du Commerce.

FAIT ET PASSE en la cité de Hull, les jour et an ci-dessus mentionnés.

H. LEON LEBLANC,
Greffier de la cité

RAYMOND BRUNET
Maire.



CANADA }
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL
District de Hull.

No. 12

SEANCE DU 7 AVRIL 1941

A une assemblée régulière du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel de Ville de la dite cité, à huit heures du soir, lundi le 7 avril 1941, à laquelle sont présents:-

Son Honneur le Maire Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras et E. Décosse formant quorum lu dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

1^{er} Proposé par l'échevin J. B. Cadieux, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que les communications qui viennent d'être lues, soient renvoyées à leurs comités respectifs, moins celles de:— Joseph Philion; Les colporteurs de Hull; Lucien Massé & Cie; M. Palmer & Son; Théobald Gagnon; Z. A. Giard; le notaire Desrosiers. Adrien Ferland; Me J. N. Beauchamp, au nom de son client monsieur Lucien Barra-Bournet; Association des barbiers de Hull; Le Ministère de la Santé; Federal District Commission; Roméo Desrochers.

Adopté.

11^{ème} RAPPORT DU COMITE DE FEU, LUMIERE ET ALARME

à la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Feu, Lumière et Alarme, dûment assemblé en chambre, mardi le 7^{er} avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin A. Desjardins, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et des échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

DEPARTEMENT LUMIERE ET ALARME

1	Dépt. des incendies	\$11.36
2	Gatineau Motors	5.88
3	R. O. Morris Motors Ltd.	4.08
4	Z. Miron & Fils	5.10
5	Can. Westinghouse Co. Ltd.	4.02
6	Ottawa Light Heat & Power Co.	7.89

DEPARTEMENT DES INCENDIES

7	Charron & Ménard	9.55
8	Oscar Goulet	2.00
9	Hôpital Sacré-Coeur	73.15
10	Dr. E. Perras	6.00
11	Kelly & Leduc	3.90
12	Limoges & Frères	41.27
13	LaFrance Fire Ltd.	121.48
14	R. O. Morris Motors Ltd.	35.37
15	Perfection Metal Polish Co.	2.70
16	J. E. Séguin	1.43
17	M. Viau	1.35
18	Le Percepteur du Revenu Prov.	58.00
19	J. Baillot & Fils	120.24
20	Dominion Rubber Co. Ltd.	5.60

Que le Surintendant du Département de Lumière et Alarme soit autorisé de faire les achats suivants, par l'entremise du Département de l'Ingénieur de la cité, savoir:— Licences pour auto, \$6.00; réparations d'auto, \$25.00; huile et gasoline, \$15.00; parc Hotel de Ville, \$5.00; pont de Pointe-Gatineau, \$25.00; dépenses générales imprévues, \$25.00; entretien du système d'alarme, \$15.00; réparations des deux lignes, \$25.00; outillage, \$50.00; coupe-courant, \$15.00; 50 nobes pour la ligne, \$12.00; 1 rouleau de fil No. 6, \$15.00; 12 cross arms pour la ligne, \$15.00; des boulons, \$5.00; le tout devant être chargé aux appropriations de ce département.

Que le Greffier de la cité soit autorisé de demander des soumissions pour la confection de 8 tuniques, 8 vestes, 70 paires de pantalons et 35 paires de chaussures.

Que le Directeur du Service des Incendies soit autorisé de faire les achats suivants:— 81 chemises au coût de \$9.74 la douzaine; 14 cravates uniformes; 28 casquettes uniformes; une livre d'éponge à \$3.00, le tout à être chargé aux appropriations de ce département.

E. Perras

J. H. Meilleur

F. E. St-Jean

E. Dompierre

J. A. Maurice

J. Eug. Décosse

L. Thériault

J. B. Cadieux

W. Boudria

J. Baker

J. A. Morin

J. E. Duguay

2. Proposé par l'échevin E. Décosse, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que le 4ième rapport du comité de Feu, Lumière et Aalrme, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

4ième RAPPORT DU COMITE DE POLICE

à la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Police dûment assemblé en chambre, mardi le 15 avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin E. Perras, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins V. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Maurice, F. E. St-Jean, L. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

21	Pritchard -Andrews Co.	\$5.69
22	Caisse Police	1.34
23	Kelly & Leduc	7.45
24	Département des Incendies	10.05

25	R. O. Morris Motors Ltd.	10.77
26	Garage J. Baillot	12.46
27	Auguste Anderson	20.83
28	Auguste Anderson	18.07
29	Fred Quirouet	2.85

Salaire: Paies Nos. 45-46-47-48 (mars 1941)

Police \$7.80

Que l'Ingénieur de la Cité soit autorisé de faire faire l'installation de quatre lampes de 200 ou 300 watts (Outdoor Floodlights) au chateau d'eau et à l'usine électrique. Le coût de cette installation au montant de \$60.00 devant être chargé aux appropriations du département de Police.

Que le Directeur de la Sureté Municipale soit autorisé de demander des soumissions pour la confection de 28 uniformes et de 28 paires de chaussures pour les hommes de son département.

Que le Directeur de la Sureté Municipale soit autorisé de faire les achats suivants:- 6 imperméables, \$60.00; 11 képis d'été, \$25.00; 22 couverts de képis en caoutchouc, \$10.00; 7 couverts de képis en toile blanche, \$5.00; 22 paires de bottes en caoutchouc, \$33.00; 9 paires de gants blancs, \$6.00; des munitions, \$25.00; des batteries \$10.00; 3 cache-poussières, \$4.00; 2 paires de jambières en cuir, \$10.00; 2 paires de gantelets, \$4.50; 2 paires de lunettes, \$3.00; nécessaire pour photographie, \$200.00; 1 annuaire d'Ottawa, \$12.96; 1 annuaire de Hull, \$3.50; des ampoules électriques, \$10.00; nécessaire pour premiers soins, \$7.00; réservoir à eau, \$10.00; appareil pour tuer les cheveux, \$15.00; 1 filière en acier, \$40.00; filière pour record criminel, \$132.00; nécessaire pour plans, \$10.00; bassin en plomb, \$25.00; balance pour service d'identification \$36.00; licence de chauffeurs, \$25.00; faire réparer les cellules, \$30.00 et liquide pour fumigation, \$17.50; le tout à être chargé aux appropriations du département de police.

Que le greffier de la cité soit chargé de répondre à la lettre de M. Palmer & Sons, en date du 28 mars 1941, les informant que ce conseil regrette ne pouvoir accéder à leur demande d'opérer une

“junkyard” sur la rue St-Rédempteur, à côté du couvent des Soeurs de la Croix.

E. Perras, Président

E. Duguay

J. H. Meilleur

E. Dompierre

J. A. Maurice

J. B. Cadieux

F. E. St-Jean

L. Thériault

J. E. Décosse

W. Boudria

J. Baker

J. A. Morin

3. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin J. A. Maurice:

Que le 4ième rapport du comité de Police, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

4ième RAPPORT DU COMITE DE SANTE ET PARCS

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Santé et Parcs dûment assemblé en chambre, mardi le 1er avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin E. Perras, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Maurice, F. E. St-Jean, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

30	Hospice St-Charles	(Ass. Publique)	\$1,034.84
31	Hospice St-Charles	"	925.00
32	Hôpital Général d'Ottawa	(Hosp.)	121.94
33	Hôpital Grace	"	14.74
34	Gatineau Power Co.	(Marché)	4.91
35	Josephat Sarazin	"	4.00
36	Z. Miron & Fils	"	2.21
37	J. B. Harper	"	.90
38	A. Amyot & Fils	"	1.07
39	A. Amyot & Fils	"	1.29
40	M. Emond	(Santé)	26.00

41	Gauthier Cie Ltée	17.00
42	Edgar Beauchamp	31.00
43	Pharmacie Principale	1.60
44	Hôpital Strathcona	10.00
45	R. Grandchamp	25.00

SALAIRE: Paies Nos. 45-46-47-48 (Mars 1941)

Hôtel-de-Ville \$2.25

E. Perras, Président	W. Boudria
J. H. Meilleur	J. Baker
E. Dompierre	J. A. Morin
J. Eug. Décosse	E. Duguay
L. Thériault	

4. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que le 4ième rapport du comité de Santé et Parcs, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

4ième RAPPORT DU COMITE DES FINANCES

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Finances dûment assemblé en chambre, mardi le 1er avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin F. E. St-Jean, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Maurice, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

46	A. A. Laflamme	(Papeterie)	\$39.75
47	J. M. Hill	"	16.50
48	Imprimerie Provinciale	"	32.13
49	Imprimerie Leclerc	"	15.40
50	Procure des F. E. C.	"	2.89

51	Papeterie Fédérale	95.00
52	P. A. Larocque	6.54
53	G. E. Gauvin & Fils	179.20
54	Soublière & Lepage (B. Greffier)	.51
55	L. Massé & Cie (Comité bâtisses)	250.00
56	Cie de Tél. Bell (Secours Directs)	6.91
57	L. Massé & Cie	150.00
58	Pritchard-Andrews Co.	1.55
59	Ottawa Light & Heat	5.20
60	Charron & Ménard	.77
61	Ottawa Light & Heat	4.61
62	Cie de Tél. Bell	16.68
63	Municipal Finance Ass. (B. Trésorier)	10.00
64	Charron & Ménard (H-de-Ville)	8.16
65	Savonnerie Leda	8.50
66	Hull Coal Co.	28.56
67	Jos. Charbonneau	6.94
68	Hull Coal Co.	28.56
69	A. Champagne	8.16
70	Soublière & Lepage	15.31

SALAIRE: Paies Nos. 45-46-47-48 (mars 1941)

Secours Directs \$1,349.34

Comité des bâtisses 89.90

Que le rapport de l'Évaluateur de la cité en date du 31 mars 1941 concernant certains changements au rôle d'évaluation de la cité soit approuvé.

Qu'un comité, composé de Son Honneur le Maire, des échevins F. E. St-Jean et J. E. Décosse, soit chargé de faire une étude du rapport des Vérificateurs de la cité au sujet des bons de garantie et de fidélité. Ce comité fera rapport au conseil.

F. E. St-Jean, Président

J. A. Maurice

J. E. Duguay

J. B. Cadieux

L. Thériault

E. Perras

J. Eug. Décosse

J. H. Meilleur

W. Boudria

J. Baker

E. Dompierre

J. A. Morin

BUREAU DE L'EVALUATEUR

Rapport No. 3

Hull, le 31 mars, 1941

Monsieur le Maire,

Messieurs:—

J'ai l'honneur de vous faire rapport des changements et mutations pour le mois de mars, 1941.

(Pour rôles d'évaluation 1940-41 et 1941-42)

QUARTIER No. 1 (Val-Tétreau)

308 Substituer Michel Corrigan à Raoul Lafleur, 51 Tétreau

QUARTIER No. 1A (Wrightville)

2834 Inscrire Narcisse Roy avec Cité de Hull.

3876 Substituer Estate M. S. Wright à Cité de Hull.

4094 Substituer Dame Louis A. Duhamel à Louisa Duhamel

309 Blvd. St-Joseph.

2063 Substituer Adélar Bastien à Josaphat Villeneuve pour

343 rue Montcalm.

1844 Substituer Etienne Levesque (adresse 30 rue Lois) à Jos. Antonio Morel, rue Delorimier.

QUARTIER No. 3 (Lafontaine)

6197 Substituer Vve Mary Béland à Dieudonné Béland, 7 rue Vaudreuil.

6614 Substituer Gladys Rendal à Gustave Grignon, 131 rue Principale.

6442 Substituer John Tudin (adresse 121 King Georges ave. Overbrooke, Ont.) à Roméo Sarazin.

6091 Substituer Dame Noella Beaudoin Ux. J. Earl Noel pour 130 à 134 rue Wright.

QUARTIER No. 3A (Frontenac)

7171 Substituer Henri Laberge à Elzéar Millette, 121 rue St-Henri.

7661 Inscrire 3 services d'eau au lieu de 4 pour 1939-40 et 41.
à 93 rue Papineau.

7443 Substituer Cité de Hull à Wilbrod Scott, 29 rue Guertin.

7364 Substituer Benjamin Dinelle (1399 Barré, Montréal)
à Octave Villeneuve pour 46 rue Falardeau.

QUARTIER 4 (Dollard)

8367 Substituer Jules et Lucien Laverdure à Hasson Massy,
36 rue Maisonneuve (envoyez facture à Lucien Laverdure, 80 rue
Notre-Dame.

8031 Substituer Alonzo Frenette à Raoul Doust, 47 rue Cour-
celette.

8030 Substituer Alonzo Frenette à Joseph Richer, 49 rue
Courcelette.

8016 Substituer Georges Sabourin Nantel à Dame Alphonse
Nantel, 32 rue Courcelette.

QUARTIER 5 (Laurier)

9923-4, 5, 6, 7, 8, 9-30, 32 Substituer La Commission du District
Fédéral à Ottawa Transportation Co. Ltd. et inscrire dans une seule
entrée au No. du rôle 9923 l'évaluation de \$11,900.00 dans la colonne
exemptée par la loi, retranchant les numéros de rôles 9924, 5, 6, 7,
8, 9, 30, 32 laissant seul le lot 265.

9675 Substituer Yvonne et Germaine Sabourin à Succ. Vve
Pierre Sabourin, 200 rue Notre-Dame.

9259A-9260. Substituer Dieudonné Henry à Napoléon Pilon,
rue Maisonneuve.

9501 Retrancher un service d'eau pour 1940-41 à 354 rue
Champlain.

Respectueusement soumis,

J. E. BEDARD,
Évaluateur

5. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin
E. Dompierre:

Que le 4ième rapport du comité des Finances, qui vient d'être
lu, soit approuvé.

Adopté.

4ième RAPPORT DU COMITE DES AFFAIRES LITIGIEUSES

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Affaires Litigieuses dûment assemblé en chambre, mardi le 1er avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. A. Morin, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

71 Réclamation Dame Edouard Morin:— Le Greffier de la cité est chargé d'informer Monsieur Edouard Morin, 252 rue Maisonneuve, Hull, que la Cité de Hull n'est pas responsable des dommages subis par son épouse à la suite d'un accident le 11 février dernier.

72 Réclamation de monsieur Joseph Poulin, 100 rue Fontaine: Le 5 février dernier, le Greffier de la cité a informé le réclamant que la Cité de Hull n'assumait aucune responsabilité des dommages subis par son épouse à la suite d'un accident le 18 décembre 1940.

73. Réclamation de Wright Builders Supply, Limited:— Le dossier dans cette affaire est référé à l'Ingénieur de la Cité pour rapport à être soumis à l'Aviseur Légal de la cité.

J. A. Morin, Président

W. Boudria

E. Dompierre

J. E. Duguay

J. A. Maurice

J. H. Meilleur

J. B. Cadieux

L. Thériault

F. E. St-Jean

J. Baker

J. E. Décosse

E. Perras

6. Proposé par l'échevin A. Morin, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le 4ième rapport du comité des Affaires Litigieuses, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

4ième RAPPORT DU COMITE DE L'EAU

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de l'Eau dûment assemblé en chambre, mardi le 1^{er} avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. Baker, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins W. Boudria, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

74	Maryland Casualty Co.	\$461.37
75	M. Zagerman Co. Ltd.	6.50
76	W. D. St-Cyr ....	.46
77	People's Gas Supply Co. Ltd.	3.00
78	Ottawa Light Co. Ltd.	4.29
79	Nichols Chemical Co. Ltd.	30.74
80	Oscar Lesage ....	.75
81	Langelier Ltée	9.65
82	A. Lavigne	4.00
83	Laurentian Stone Co. Ltd.	24.10
84	Hull Coal Co.	153.18
85	Gatineau Power Co.	255.75
86	Corporation d'Ottawa	9.40
87	Dépt. des incendies	94.64
88	Jos. Brunet	1.50
89	Bélanger Frères Cie	6.89

SALAIRE: Paies Nos. 45-46-47-48 (mars 1941)

Réparations de services	\$86.90
Bornes-Fontaines	752.38
Tuyaux Principaux	36.00
Dégelage	170.95
Chateau d'eau et usine électrique	20.30

J. Baker, Président

W. Boudria

J. H. Meilleur

J. A. Morin

E. Dompierre	J. E. Duguay
J. E. Décosse	E. Perras
L. Thériault	

7. **Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:**

Que le 4ième rapport du comité de l'Eau, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

4ième RAPPORT DU COMITE DES RUES ET AMELIORATIONS

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Rues et Améliorations dûment assemblé en chambre, mardi le 1er avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. H. Meilleur, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

90	Regal Beverages Co.	\$3.06
91	Wright Brothers Supply Ltd.	7.00
92	Welch & Johnston Ltd.	28.07
93	Soublière & Lepage Ltée	10.82
94	St-Louis Machine Shop	1.00
95	A. L. Raymond	2.50
96	Pharmacie Principale	13.00
97	Dr. J. E. Perras	16.00
98	Le Progrès de Hull	1.50
99	Le Droit	4.00
100	Kelly & Leduc	38.05
101	Instruments Ltd.	2.24
102	Hull Electric Co.	12.58
103	P. D'Aoust	19.00
104	A. Chatelain	40.00
105	Charron & Ménard	44.09

106 Anthime Charron	134.40
107 A. Champagne	15.67
108 Can. Pacific Ry. Co.	80.76

SALAIRE: Paies Nos. 45-46-47-48 (mars 1941)

Neige **\$1216.75**

Egouts **260.95**

J. H. Meilleur, Président	J. Eug. Décosse
J. Baker	F. E. St-Jean
E. Dompierre	W. Boudria
L. Thériault	J. A. Morin
E. Perras	J. E. Duguay
J. A. Maurice	

8. **Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Dompierre:**

Que le 4ième rapport du comité des Rues et Améliorations, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

9. **Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Décosse:**

Que les minutes des assemblées du 25 février, des 3, 10 et 19 mars 1941, imprimées et distribuées aux membres du conseil, soient onfirmées.

Adopté.

10. **Attendu que l'entretien des services d'aqueduc de la cité demande l'attention journalière d'un maître-plombier et soudeur;**

Attendu que l'entretien des services d'égout de la cité demande aussi l'attention journalière d'un assistant-plombier préposé aux réparations d'égouts;

Attendu que les employés préposés à ces travaux sont appelés faire du temps supplémentaire, le jour et la nuit;

Attendu qu'il serait dans l'intérêt de la cité d'établir en permanence ces deux positions dans le but d'économiser sur le temps supplémentaire payé aux employés actuels;

Il est proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que la position de maitre-plombier et soudeur soit créée de façon permanente aux taux de \$1,750.00 par année.

Que la position d'assistant-plombier préposé aux égoûts soit créée de façon permanente au salaire de \$1,400.00 par année.

Que le trésorier de la cité soit autorisé à faire les transports nécessaires relativement à ces deux positions, soit:

Créditer: L'item salaires	\$3,150.00
Débiter: Egoûts	\$750.00
Réparations de services	1700.00
Bornes-fontaines.....	450.00
Tuyaux principaux.....	250.00

Proposé en amendement par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin E. Duguay:

Que la question des nouvelles positions permanentes à établir au chantier municipal et département de l'aqueduc soit référée au comité général de ce conseil pour étude et rapport.

Pour l'amendement les échevins: Duguay, Meilleur, Morin, Beauchamp, Perras. 5.

Contre les échevins: Boudria, Baker, Cadieux, Thériault, Dompierre, Maurice, St-Jean, Décosse. 8.

Son Honneur le Maire déclare l'amendement défait et la résolution remportée sur même division.

11. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que monsieur Ligouri Laframboise soit nommé permanent au poste de maitre-plombier et soudeur à un salaire de \$1,750.00 par année.

Que monsieur Omer Poirier soit nommé permanent au poste de assistant-plombier préposé aux réparations d'égoûts, à un salaire de \$1,400.00 par année.

Que le trésorier de la cité soit autorisé à payer ces employés de la même façon que les autres employés permanents de la cité.

Adopté.

12. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin J. Baker:

Conformément à l'avis de motion donné le 1er avril 1941, que le trésorier de la cité soit autorisé de verser au fonds des services de guerre canadiens la somme de \$50.00 comme contribution de la cité de Hull.

Ces fonds devant être pris à même les appropriations pour imprévus.

Adopté.

13. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que ce conseil prie le Bureau de Reconstruction Economique de la Province de Québec de bien vouloir lui accorder un octroi au montant de \$22,000.00, montant approximatif requis pour la distribution de secours aux personnes nécessiteuses durant le mois d'avril 1941.

Ce conseil s'engage à contribuer 50% du montant de l'octroi suivant les instructions et stipulations de la lettre circulaires 1-41 du Bureau de Reconstruction Economique de la province de Québec.

Adopté.

14. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. Baker:

Que ce conseil prie le Bureau de Reconstruction Economique de la Province de Québec de bien vouloir lui accorder un octroi au montant de \$13,000.00, montant approximatif requis pour la distribution de secours aux personnes nécessiteuses durant le mois de mai 1941.

Ce conseil s'engage à contribuer 50% du montant de l'octroi accordé, suivant les instructions et stipulations de la lettre circulai-

re 1-41 du Bureau de Reconstruction Economique de la province de Québec.

Adopté.

15. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que le Greffier soit autorisé à demander à la Commission Municipale de Québec la permission d'escompter pour un mois du 1er mai 1941 un montant n'excédant pas \$200,000.00 dont le produit servira à payer la balance des débetures avec fonds d'amortissement qui deviendront échues le 1er mai 1941 (\$58,000.00), les débetures en séries \$45,500.00) et les coupons-intérêts \$96,500.00) échus à la même date.

Que Son Honneur le Maire, le Président des Finances et le trésorier soient autorisés à faire les démarches nécessaires pour obtenir cet escompte de la Banque Provinciale du Canada, qui sera remboursée de cette avance temporaire le ou avant le 4 juin 1941 avec la perception des redevances municipales de mai, laquelle a été de \$380,000.00 en mai 1940.

Adopté.

16. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. A. Maurice:

Que le trésorier de la cité soit autorisé à faire les transports du stock et de l'outillage tel que mentionné dans le rapport de l'acheteur en date du 31 mars 1941.

Adopté.

17. Proposé par l'échevin J. B. Cadieux, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le Greffier de la cité soit autorisé de demander des soumissions à tous et chacun des agents d'assurances de Hull pour les bons de garantie et de fidélité sur les fonctionnaires municipaux.

Adopté.

18. Considérant que le comité de publicité de l'industrie et du tourisme de ce conseil a recommandé que le terrain, connu

autrefois comme Parc Royal, soit mis à la disposition du Base-ball organisé de Hull,

Il est proposé par l'échevin E. Décosse, secondé par l'échevin A. Maurice:

Que ce conseil acquiesce à la recommandation du Président du comité de Publicité, de l'industrie et du tourisme de louer pour une période de cinq ans, à raison de \$1.00 par année, l'emplacement connu et désigné comme étant autrefois le Parc Royal dans le quartier Laurier (5); Son Honneur le Maire et le Greffier sont autorisés à signer un bail à cet effet qui sera préparé par un notaire et dont le coût sera payé par les intéressés. Ce bail devra être soumis à l'aviseur légal de la cité avant d'être signé au nom de la cité de Hull.

La présente résolution ne prendra force et effet qu'après qu'un comité spécial, composé de Son Honneur le Maire, des échevins Thériault, Perras et Décosse, aura entrevue la Commission du District Fédéral au sujet de l'offre faite en date du 5 mars 1941 et aura fait rapport au conseil.

Adopté.

19. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. Baker:

Que l'acheteur soit autorisé à faire l'achat de marchandises au montant de \$1,149.53, tel que prévu dans le rapport de l'ingénieur de la cité en date du 31 mars 1941.

Adopté.

20. Proposé par l'échevin J. A. Morin, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que l'Ingénieur de la cité soit autorisé de continuer les délibérations déjà commencées soit avec la compagnie Champlain Oil, en rapport avec l'encoignure du chemin d'Aylmer et Montcalm, tel qu'il appert par sa lettre en date du 2 novembre 1940 et de faire rapport au conseil du résultat de son entrevue ainsi qu'un estimé du coût des améliorations à faire pour les changements à être apportés à cet endroit.

Adopté.

21. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le Trésorier de la Cité soit autorisé de payer les comptes des fournisseurs pour le mois de février 1941 au montant de \$834.44 pour distribution de secours directs et un montant de \$705.65 pour distribution de secours aux inaptes au travail, le tout suivant les listes préparées et certifiées par la commission municipale du chômage de la Cité de Hull et vérifiées par le vérificateur municipal.

Adopté.

22. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que les lettres du notaire H. Desrosiers (8200) soient référées à l'évaluateur municipal pour rapport au conseil.

Adopté.

23. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le département de police soit chargé de faire une enquête au sujet de Simonne Hamel, internée à l'asile St-Jean-de Dieu à Montréal, et faire rapport.

Adopté.

24. Proposé par l'échevin J. A. Morin, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Que l'aviseur légal de la cité soit chargé de produire une défense dans la cause Sarra-Bournet-vs-La Cité de Hull.

Adopté.

25. Considérant qu'une grande majorité des contribuables ont récemment manifesté le désir qu'une enquête sérieuse et approfondie soit faite sur les actes et faits du comité et du département de police depuis mai 1936 à date;

Considérant que le Conseil a déjà discuté et approuvé l'opportunité de faire faire une enquête judiciaire sur cette question,

Il est proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que messieurs François Caron et Paul Boivin soient autorisés, par la présente, à faire toutes les démarches nécessaires pour mettre en oeuvre une enquête judiciaire, tel que mentionné, attendu qu'avis de motion a été donné à l'assemblée du conseil en date du 19 mars 1941 et que le trésorier certifie qu'il y a un fond disponible de \$1,000.00 à même les appropriations du département de police.

Considérant que le conseil municipal actuel a institué une commission indépendante de Police;

Considérant que cette commission indépendante de Police est composée de son Honneur le Maire, du Président du comité de Police et de quelques citoyens imminents, tous hommes intègres;

Considérant que, jusqu'à date, aucune accusation spécifique n'a été portée pouvant justifier la tenue d'une enquête judiciaire sur l'administration de la Police;

Considérant que la cité de Hull a besoin de tous ses deniers pour son administration et pour les différents services qu'elle peut rendre à ses contribuables;

Considérant que Son Honneur le Maire a, au cours de sa dernière campagne électorale, promis de faire une enquête sur l'administration du département de police sans qu'il en coûte un sou aux contribuables de la cité;

Considérant que la Charte de la cité donne les pouvoirs nécessaires au présent conseil de faire lui-même une telle enquête, et ce sans frais,

Il est proposé en amendement par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Décosse:

Qu'une enquête soit faite par les membres de ce conseil sur l'administration du comité et du département de Police et ce, dans le même sens que l'enquête actuellement en cours sur l'administration du comité des bâtisses. Le comité d'enquête choisi sera composé de Son Honneur le Maire, du président du comité de police et les échevins Décosse, Boudria, Duguay, Meilleur, Maurice.

Cette enquête devra être instituée et tenue dans le plus court délai possible.

Que l'aviseur légal soit prié d'être à la disposition des membres du comité.

Pour l'amendement les échevins: Morin, Cadieux, Dompierre Thériault, St-Jean, Décosse. 6.

Contre les échevins: Boudria, Baker, Duguay, Meilleur, Beauchamp, Maurice, Perras. 7.

L'amendement est défait et la résolution principale remportée sur la même division.

Les échevins Décosse et Cadieux donnent avis de reconsidération.

26. Proposé par l'échevin J. E. Décosse, secondé par l'échevin E. Perras:

Que l'édition de la revue "New World" du mois de mars 1941 soit référée à l'aviseur légal et qu'il soit chargé de prendre les moyens nécessaires pour obtenir des éditeurs de cette revue, une retractation.

Adopté.

27. Considérant que certains employés du Chantier municipal ont demandé à ce conseil de les inclure dans la liste des employés réguliers de la cité;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la cité et de ces employés qu'une étude sérieuse soit faite au sujet des positions permanentes à établir,

Il est proposé par l'échevin J. A. Morin, secondé par l'échevin L. Thériault:

Qu'un comité, composé de son Honneur le Maire et des échevins Perras, St-Jean, Boudria, Meilleur, soit chargé de faire une étude sérieuse relativement aux positions permanentes à établir au chantier municipal. Ce comité fera rapport au conseil dans le plus bref délai possible.

Adopté.

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$1,149.53 soit employé pour l'achat de marchandises, les fonds devant être pris à même les appropriations suivantes:— réparations services \$52.55; Bornes-fontaines \$167.00; Neige \$7.90; Chantier municipal \$32.75; Château d'eau et Usine électrique \$233.47; Arrosage \$137.50; Chlorination \$50.00; Egoûts \$82.00; Rues pavées \$48.00; Barrières \$80.00; Magasin stock et outillage \$258.36.

[illegible]

(signé) JOS. RAYMOND,

Hull, le 1er avril 1941.

(signé) F. E. ST-JEAN,

Je soussigné, trésorier de la cité de Hull, certifie qu'il y a des fonds disponibles au crédit de l'appropriation ci-dessus mentionnée.

(signé) JOS. RAYMOND,

Hull, le 7 avril 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine séance du conseil je soumettrai un programme de municipalisation des vidanges dans la cité de Hull. Une copie sera fournie à chaque échevin pour étude.

(signé) Dr. E. PERRAS,

échevin

Hull, le 7 avril 1941

Je soussigné donne avis de motion qu'à une prochaine assemblée je proposerai un règlement amendant le règlement No. 299 des taxes d'affaires et licences de manière à réduire la licence imposée aux colporteurs à \$40.00 par année pour chaque voiture.

(signé) J. A. MAURICE,
échevin

28. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin J. A. Maurice:

Que ce conseil ajourne au 15 avril 1941.

Adopté.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL
District de Hull.

No. 13

SEANCE DU 15 AVRIL 1941

A une assemblée régulière ajournée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, à huit heures du soir, mardi le 15 avril 1941, à laquelle sont présents:—

Son Honneur le Maire monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

1. Proposé par l'échevin J. E. Décosse, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Que la résolution numéro 25 de l'assemblée régulière du 7 avril 1941, soit reconsidérée.

Pour la résolution les échevins: Baker, Morin, Cadieux, Thériault, Dompierre, St-Jean, Décosse. 7.

Contre les échevins: Boudria, Duguay, Meilleur, Beauchamp, Maurice, Perras, Desjardins. 7.

Le vote étant également partagé Son Honneur le Maire vote contre la résolution.

2. Proposé par l'échevin H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Duguay:

Que la résolution numéro 18 de l'assemblée du 7 avril 1941 autorisant la location du terrain connu et désigné comme Parc Royal soit rescindée.

Pour la résolution les échevins: Boudria, Duguay, Meilleur
Beauchamp. 4.

Contre les échevins Baker, Morin, Cadieux, Thériault, Dom-
pierre, Maurice, St-Jean, Perras, Desjardins, Décosse. 10.

La résolution est perdue.

3. Proposé par l'échevin H. Meilleur, secondé par l'échevin
E. Duguay;

Que le trésorier de la cité soit autorisé de payer le montant de
de \$3,100.00 dû sur jugement avec les intérêts, dans la cause René
Désormeaux, es-qual-vs-La Cité de Hull et les mémoires de frais
des avocats tels que taxés par la Cour.

Adopté.

4. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin
J. H. Meilleur:

Que le Greffier de la cité soit autorisé de demander des sou-
missions dans la Gazette officielle de Québec, pour la vente des
obligations émises en vertu du règlement numéro 377 au montant
de \$188,000.00; ces soumissions devront être demandées pour des
obligations portant intérêt à 4% l'an et pour des obligations portant
intérêt à 4½% l'an.

Que le trésorier de la cité soit autorisé à faire imprimer les
obligations du règlement numéro 377, et à s'entendre avec la Com-
mission Municipale de Québec au sujet de la signature des dites
obligations.

Adopté.

5. Proposé par l'échevin E. Duguay, secondé par l'échevin
F. E. St-Jean:

Que le conseil de la ville de Hull, réitère sa demande de faire
suite à la requête des 17000 citoyens de cette ville, en ce qui con-
cerne la vente des boissons alcooliques le Dimanche, et aussi la
fermeture des grils et cafés, à une heure plus raisonnable, et une
régide observance des lois.

Que copie de cette résolution soit adressée à l'Honorable Adélard Godbout, premier ministre de la province, à l'Honorable Wilfrid Girouard, procureur général, et à monsieur Alexis Caron, Député.

Adopté.

6. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que le contrat pour la fourniture du matériel bitumineux (cold patch) nécessaire à la réparation de nos rues pavées soit accordé au plus bas soumissionnaire, soit British American Oil Co. au prix de \$0.1935 le gallon.

Adopté.

7. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que l'acheteur soit autorisé de faire l'achat du matériel bitumineux et de la pierre, pour procéder immédiatement aux réparations des rues pavées.

Adopté.

8. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. A. Morin:

Que l'ingénieur soit autorisé de continuer les procédures déjà commencées avec la compagnie McColl Frontenac et le propriétaire du garage angle des rues Dupuis et Papineau, pour la démolition du dit garage.

Adopté.

9. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que les nouveaux règlements pour la distribution de secours aux chômeurs nécessaires, mis en vigueur le 1er avril 1941 par le Bureau de Reconstruction Economique de la Province de Québec dans les municipalités du district de Montréal, soient approuvés et mis en vigueur dans la cité de Hull.

Que la nouvelle échelle de distribution de secours soit approuvée par ce conseil pour être mise en vigueur le 17 avril 1941, savoir:—

N. de personnes dans la famille	Nourriture	Combustible	Vêtement	Abri	Total par semaine
3	\$1.18	\$0.50	\$0.30	\$1.00	\$2.98
4	2.13	0.50	0.40	1.00	4.03
5	2.55	0.60	0.50	1.25	4.90
6	3.40	0.70	0.60	1.25	5.95
7	4.25	0.80	0.70	1.25	7.00
8	4.85	0.90	0.80	1.50	8.05
9	5.53	1.00	0.90	1.50	8.93
10	6.13	1.10	1.00	1.75	9.98
11	6.98	1.20	1.10	1.75	11.03
12	7.40	1.30	1.20	2.00	11.90

Adopté.

10. Proposé par l'échevin H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Perras:

Que l'échevin William Boudria soit nommé président du comité de la circulation dans la cité de Hull en remplacement de l'ex-échevin A. Turpin.

Adopté.

11. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin W. Boudria:

Que ce conseil ajourne au 21 avril courant.

Adopté.



CANADA }
PROVINCE DE QUEBEC } CITE DE HULL
District de Hull.

No. 14

SEANCE DU 21 AVRIL 1941

A une assemblée régulière ajournée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, à huit heures du soir, lundi le 21 avril 1941, à laquelle sont présents:—

Son Honneur le Maire Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins W. Boudria, E. Duguay, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum sous la présidence de Son Honneur le Maire.

1. Proposé par l'échevin J. Eugène Décosse, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Que l'aviseur légal de la cité soit autorisé de représenter la cité de Hull dans la cause Alphonse Moussette vs La Cité de Hull, en Cour Supérieure, bref de sommation No. 7353.

Adopté.

2. Considérant que le Comité d'urbanisme de ce conseil a recommandé que la cité et les citoyens fassent un effort spécial, cette année, pour nettoyer et embellir la ville;

Il est proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin A. Desjardins:

Que la semaine du 4 au 10 mai 1941, soit reconnue comme semaine de nettoyage et d'embellissement dans la cité de Hull et que tout ce qui est nécessaire à cette fin soit fait avec le concours les Chambres de Commerce de Hull et de l'Association des Petits Propriétaires de Hull.

Adopté.

Monsieur l'échevin J. H. Meilleur prend son siège.

3. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le comité d'urbanisme de ce conseil soit chargé d'entrevoir le Gérant Général de la compagnie E. B. Eddy relativement au projet de construction d'une clôture en broche métallique sur leur propriété longeant les rues Laurier, Hôtel-de-Ville, Notre-Dame et le chemin d'Aylmer. Le comité fera rapport au conseil sous le plus bref délai possible.

Adopté.

4. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin J. A. Morin:

Que le trésorier de la cité soit autorisé à payer la somme de \$21.00 au bureau du revenu provincial pour l'achat des licences et plaques pour l'année 1941-1942, tel que mentionné dans le rapport de l'ingénieur en date du 19 avril 1941.

Adopté.

Monsieur l'échevin J. Baker prend son siège.

5. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Qu'un comité, composé de Son Honneur le Maire, des échevins Thériault, Perras, St-Jean et Décosse soit chargé de rencontrer l'Honorable Howe, Ministre des Munitions en collaboration avec l'Association des Petits Propriétaires de Hull afin d'obtenir l'établissement de manufactures de munitions à Hull.

Adopté.

Ajournement Sine Die.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
CITÉ DE HULL
 District de Hull.

No. 15

SEANCE DU 5 MAI 1941

A une assemblée régulière du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, à huit heures du soir, lundi le 5 mai 1941, à laquelle sont présents:—

Son Honneur le Maire Monsieur Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, J. H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil sous la présidence de Son Honneur le Maire.

100. Proposé par l'échevin E. Dompierre, secondé par l'échevin J. Baker:

Que les communications qui viennent d'être lues, soient renvoyées à leurs comités respectifs, moins celles de: L'Honorable Premier Ministre, L'Honorable Procureur Général, Monsieur le Député Alexis Caron; Le notaire Desrosiers; J. W. Ste-Marie; Cie le téléphone Bell; T. Normand; Requête des restaurateurs de Hull; Le Alexandre Taché; Albert Sabourin; Joseph Mongeon; Frs. Caron; Requête des citoyens de la rue Falardeau; Philémon Soucy; Emmanuel Binet. Paul St-Marie.

Adopté.

5ième RAPPORT DU COMITE DES FINANCES

La Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Finances dûment assemblé en chambre, mardi le 29 avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin F. E. St-Jean, Président, Son Honneur le Pro-Maire Monsieur Adélard Beauchamp, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, A. Maurice, E. Perras, A. Desjardins.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

1	Kelly & Leduc	(C. des Bâtisses)	\$2.53
2	P. A. Iarocque	(Papeterie)	2.92
3	Imprimerie Provinciale	"	4.85
4	G. E. Gauvin & Fils	"	47.30
5	J.D. Gestetner	"	17.72
6	L'Opinion	"	4.40
7	J. M. Hill	"	9.75
8	Burroughs Adding Machine	(Assurances)	50.70
9	Can. Pacific Ry. Co.	(Egoûts)	1.00
10	B. J. Déry	(Imprévues)	50.00
11	Léon Couture	(Evalueur)	17.20
12	Boucher Frères	(H-de-Ville)	9.52
13	Soublière & Lepage	"	6.18
14	Hull Coal Co.	"	28.56
15	Bureau des électriciens	"	5.00
16	Léon Couture	(V. pour taxes)	1.20
		(Règl. No. 377)	3.85
17	Lucien Massé & Cie	(Secours)	150.00

SALAIRE: Paies Nos. 49-50-51-52-1 (avril 1941)

Secours Directs \$2,072.48

Comité des bâtisses 118.55

Hôtel-de-Ville et Parcs 9.00

Que le rapport de l'évaluateur en date du 28 avril 1941, concernant certains changements aux rôles d'évaluation, soit approuvé.

Conformément aux rapports de l'Evalueur municipal en date du 19 avril et du Trésorier de la cité en date du 21 avril que la somme de \$60.00 soit remise à monsieur Jacques Bertrand en remboursement de deux services d'eaux chargés en trop pour les années 1938-39, 1939-40 et 1940-41 à l'immeuble 129 rue Principale.

Tel que recommandés par le Comité des bâtisses, dans une lettre à ce conseil en date du 28 avril 1941, que le trésorier de la

ité soit autorisé de remettre la somme de \$60.00 à monsieur
délard Bastien, re-résiliation d'une vente de propriété.

F. E. St-Jean, président

J. A. Maurice

J. H. Meilleur

J. Baker

E. Dompierre

L. Thériault

J. E. Décosse

J. A. Morin

E. Duguay

BUREAU DE L'EVALUATEUR

Rapport No. 4

Hull, 28 avril 1941

Monsieur le Maire,

Messieurs les échevins.

Messieurs:—

J'ai l'honneur de vous faire rapport des changements et muta-
tions pour le mois d'avril 1941.

(Pour rôles d'évaluation 1940-41 et 1941-42)

(QUARTIER No. 1 (Val Tétreau)

123-124 Substituer G. E. McGuire à Cité de Hull pour 255-
37.

QUARTIER No. 1a (Wrightville)

2833 Inscire Narcisse Roy avec Cité de Hull, 66 rue Dumas.

3895 Substituer J. Charles Jacques à Téléphore St-Jean et
trancher le lot 257-29 laissant seul le 258-3 avec \$300.00 d'évalua-
on et bâtis \$1350.00 un total de \$1650.00 au lieu de \$1750.00 à
rue Lois.

3895a Inscire Succession Adrien Rochon pour le lot 257-29
ec \$100.00 d'évaluation 1/2 service d'eau pas d'améliorations
ales.

4281 Substituer Aimé Gervais à Philippe Trottier pour 7 rue
Montigny.

2336-2337 Substituer Foucault à Cité de Hull.

3600 Substituer Aldoria Germain à Cité de Hull.

QUARTIER No. 2 (Montcalm)

5331 Substituer Jean Paul Meilleur à Alphonse Nantel, 53-5 rue Wright.

5516 Substituer Vve Philippe Séguin (adresse R.R. No. 1 St-André-Avellin, Qué.) à Succ. Vanance Tremblay.

QUARTIER No. 3 (Lafontaine)

6187 Retrancher 1 service d'eau depuis mai 1940.

6450 Substituer Henri Blackburn à Isidore Létourneau.

6127 Retrancher \$750.00 pour la maison démolie laissant seul le terrain évalué à \$975.00. 1/2 service d'eau depuis septembre 1940.

QUARTIER 3a (Frontenac)

7099 Substituer Vve Arthur Monette à Arthur Monette adresse 60 rue St-Hyacinthe.

7061 Substituer Succession J. A. Meloche à Frs. Pichard, 5 rue -Hyacinthe.

7499 Substituer Irénée Galipeau à Galipeau, Lst E. pour rue Ste-Hélène.

QUARTIER No. 4 (Dollard)

8062 Substituer Frederick Graham Johnston à J. L. Bigras 23-25 rue Langevin.

8575 Substituer Lafond Lionel et Lomer et Arthur Farle à Succession G. Lafond comme propriétaire et Substituer Hecto Poitras à Albert Lalonde comme occupant, 54-56 rue Maisonneuve.

8019 Substituer Raoul Lagassé à Marguerite Dufour pour 40 rue Courcellette.

8026 Substituer St-Denis Service Station à Cité de Hull.

QUARTIER No. 5 (Laurier)

9934a Inscrire évaluation à \$250.00 au lieu de \$275.00 pour partie du lot 307.

9448 Substituer Vve Cyprien Lesage à W. Laroche pour 33 rue Champlain.

9528 Substituer Maurice Dugré à Cité de Hull.

9512 Substituer Hector Fournier à Berthe Cyr, 324 rue Champlain.

Respectueusement soumis,

J. E. BEDARD,

Evaluateur

Hull, Qué., le 23 avril 1941

Monsieur le Maire,

Messieurs les Echevins.

Messieurs:

Veillez autoriser le Trésorier de la cité à créditer l'appropriation "Papeterie" de la somme de \$398.84 et débiter les départements suivants:—

Trésorier	\$21.10
Greffier	183.47
Ingénieur	53.48
Evaluateur	13.60
Secours directs	30.91
Police	74.64
Elections	8.32
Santé	5.49
Feu	7.83

Bien à vous,

Le Greffier

H. LEON LEBLANC

2. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin

H. Meilleur:

Que le rapport du comité des Finances, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

RAPPORT DU COMITE DES AFFAIRES LITIGIEUSES
la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité des Affaires Litigieuses dûment assemblé en chambre, le 29 avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin A. Morin, Président, Son Honneur le Pro-Maire, monsieur Ad-

lard Beauchamp, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, J. B. Cadieux, L. Thériault, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins.

Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

18. Réclamation Wright Brothers Supply:— Conformément au rapport de l'Aviseur Légal de la cité en date du 26 avril 1941, que le Trésorier de la cité soit autorisé de payer le compte de Wright Brothers Supply au montant de \$160.22 pour matériaux fournis à la cité de Hull au cours du mois de juillet 1936.

Que l'Aviseur Légal de la cité soit autorisé de prendre les moyens nécessaires pour percevoir des intéressés le montant de la différence dans le coût de la construction d'un égoût sur le chemin de la Montagne devant desservir les propriétés de Messieurs Lupien, Caron et Denis.

19. Réclamation de M. W. D. St. Cyr: Afin de se rendre aux recommandations du comité des affaires litigieuses, le Trésorier de la cité est autorisé de payer la somme de \$240.00 à monsieur W. D. St. Cyr, en règlement final de sa réclamation pour dommages causés par le refoulement des égoûts dans sa cave, le tout sans préjudice aux droits de la cité.

J. A. Morin, Président

E. Dompierre

J. H. Meilleur

E. Duguay

F. E. St-Jean

J. A. Maurice

L. Thériault

J. Eug. Décosse

3. Proposé par l'échevin J. A. Morin, secondé par l'échevin E. Dompierre;

Que le 5ième rapport du comité des Affaires Litigieuses, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

5ième RAPPORT DU COMITE DE POLICE

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Police dûment assemblé en chambre, mardi le 29 avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin E. Perras

président, Son Honneur le Pro-Maire monsieur Adélard Beauchamp, les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, A. Maurice, F. E. St-Jean, A. Desjardins.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

20	Dépt. des Incendies	\$15.39
21	Office Specialty Mfg	41.00
22	Aug. Anderson	41.66
23	Quik-Kil Chemical Products	17.50
24	M. Zagerman & Co. Ltd.	15.40
25	B. J. Déry	25.24
26	Soublière & Lepage Ltée	1.94
27	Caisse Police	10.91
28	Charron & Ménard	.66
29	Fairbanks-Morse	44.63
30	Pritchard-Andrews Co.	305.69
31	J. M. Hill	12.00
32	Lumo Electric Co.	10.31
33	Poste de Service Rochon	1.64
34	R. O. Morris	3.49
35	J. Baillot & Fils, Ltée	11.96
36	Fred. Quirouet	6.00
37	Pharmacie J. L. Lafond	.50
38	Dr. E. Perras	6.00

SALAIRE: Paies Nos. 49-50-51-52-1 (Avril 1941)

Police	\$34.75
--------	---------

Que la lettre de monsieur Joseph Mongeon, 294 rue St-Rédempteur, Hull (No. 8496) soit référée à la Commission Indépendante de police pour toute action qu'elle jugera prendre au sujet de la demande de ce citoyen.

J. Baker	J. E. Décosse
L. Thériault	E. Dompierre
F. E. St-Jean	E. Duguay
J. A. Morin	J. A. Maurice
J. H. Meilleur	

4. **Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin E. Duguay.**

Que le 5^{ème} rapport du comité de Police, qui vient d'être lu soit approuvé.

Adopté.

5^{ème} RAPPORT DU COMITE DE SANTE ET PARCS

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Santé et Parcs dûment assemblé en chambre mardi le 29 avril 1941, auquel assistaient: Monsieur l'échevin E. Perras, Président, Son Honneur le Pro-Maire monsieur Adélar Beauchamp et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, A. Maurice, F. E. St-Jean, A. Desjardins.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

39	M. Emond	(Santé)	\$5.00
40	Adrien Ferland	"	19.53
41	Gauthier Cie Ltée	"	10.50
42	Edgar Beauchamp	"	19.00
43	Gatineau Power Co.	(Marché)	1.43
44	Hôpital Général	(Hospitalisation)	65.66
45	Orphelinat St-Joseph	(Ass. Publique)	2063.70
46	Adéodat Lambert	"	25.00
	"	"	25.00
47	Soublière & Lepage	(Parcs)	12.14
48	Philippe Montfils	"	15.00
49	A. Champagne	"	9.18

J. H. Meilleur
A. Desjardins
F. E. St-Jean
E. Dompierre
E. Duguay

J. A. Maurice
J. Baker
L. Thériault
J. A. Morin

5. **Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin E. Dompierre:**

Que le 5ième rapport du comité de Santé et Parcs, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

5ième RAPPORT DU COMITE DE FEU, LUMIERE & ALARME À la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de Feu, Lumière et Alarme, dûment assemblé en chambre, mardi le 29 avril 1941, auquel assistaient:—Monsieur l'échevin A. Desjardins, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, A. Beauchamp, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perras, A. Desjardins.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement. Nous recommandons l'adoption des résolutions ci-dessous formulées.

DEPARTEMENT DE LUMIERE ET ALARME

50 Northern Electric	\$20.71
51 R. O. Morris Ltd.	1.00
52 Marchand Electrical Co. Ltd.	1.29
53 Marchand Electrical Co. Ltd.	16.83
54 Département des Incendies	14.81
55 Can. Westinghouse Co. Ltd.	28.91

DEPARTEMENT DES INCENDIES

56 Dr. E. Perras	3.00
57 Jos. Pilon Ltée	5.51
58 National Fire Protection Ass.	10.00
59 R. O. Morris	6.30
60 Kelly & Leduc	5.87
61 Oscar Goulet	3.50
62 P. D'Aoust	5.65
63 Charron & Ménard	9.55
64 Bob-Morris Co. Ltd.	3.90
65 Garage J. Baillot	100.00

Que le Directeur du Service des Incendies soit autorisé de faire les achats suivants, demandés dans sa lettre du 28 avril 1941,

savoir : une douzaine de balais à \$7.50; un pneu pour la Pompe La France No. 1 \$35.00; deux lanternes électriques pour les appareils \$40.00, un accumulateur électrique de 21 plaques, \$23.75.

Que le Directeur du Service des Incendies soit autorisé de faire faire les réparations nécessaires aux appareils et aux bâtisses de son département suivant le montant prévu dans les appropriations de 1941.

A. Desjardins, président

L. Thériault

E. Duguay

J. H. Meilleur

J. A. Maurice

F. E. St-Jean

J. Baker

E. Dompierre

J. E. Décosse

J. A. Morin

6. Proposé par l'échevin A. Desjardins, secondé par l'échevin J. H. Meilleur :

Que le 5ième rapport du comité de Feu, Lumière et Alarme, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

5ième RAPPORT DU COMITE DE L'EAU

A la Corporation de la Cité de Hull.

Le comité de l'Eau dûment assemblé en chambre, mardi le 29 avril 1941, auquel assistaient :—Monsieur l'échevin J. Baker, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins W. Boudria, E. Duguay, H. Meilleur, A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, A. Beauchamp, A. Maurice, F. E. St-Jean, E. Perrás, A. Desjardins.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

66	People's Gas Supply Co. Ltd.	\$12.00
67	Ottawa Light Heat & Power	4.29
68	Nichols Chemical Co. Ltd.	28.35
69	M. Levitan	18.75
70	J. Leroux	110.30
71	Langelier Ltée	1.84
72	Kelly & Leduc	40.65

73	Hull Coal Co.	34.15
74	Gatineau Power Co.	229.50
75	Joseph Brunet	3.00
76	Bélanger Frères Cie	15.71

SALAIRE: Paies Nos. 49-50-51-52-1 (avril 1941)

Réparations services.....	\$273.45
Bornes-fontaines	236.38
Tuyaux Principaux.....	6.75
Dégelage	40.00
Arrosage	310.80
Chateau d'eau et Usine Electrique	71.50

**J. H. Meilleur
A. Desjardins**

7. Proposé par l'échevin J. Baker, secondé par l'échevin J. A. Maurice:

Que le 5ième rapport du comité de l'Eau, qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

**5ième RAPPORT DU COMITE DES RUES ET AMELIORATIONS
de la Corporation de la Cité de Hull.**

Le comité des Rues et Améliorations dûment assemblé en nombre, mardi le 29 avril 1941, auquel assistaient:— Monsieur l'échevin J. H. Meilleur, Président, Son Honneur le Maire Raymond Brunet, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, A. Morin, B. Cadieux, L. Thériault, A. Beauchamp, A. Maurice, F. E. Stean, E. Perras, A. Desjardins.

Les comptes suivants sont approuvés et recommandés pour paiement.

77	Wright Brothers Supply Ltd.	\$21.75
78	W. D. St-Cyr	5.00
79	Jos. Pilon Ltée	9.85
80	McMullin-Perkins Ltd.	21.19
81	L'Opinion	1.50

82. Laurentian Stone Co. Ltd.	14.49
83. Dépt. des Incendies	57.35
84. Hull Electric Co.	2.96
85. Anthime Charron	28.80
86. Champlain Oil Ltd.	12.40
87. Can. Pacific Ry. Co.	90.53
88. Gérard Basilières	32.40

SALAIRE: Paies Nos. 49-50-51-52-1 (avril 1941)

Neige	\$445.69
Egoûts	269.15
Rues Pavées	233.80

J. H. Meilleur, président	A. Desjardins
J. Eug. Décosse	F. E. St-Jean
E. Dompierre	L. Thériault
E. Duguay	J. A. Maurice
J. A. Morin	

8. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Duguay:

Que le 5ième rapport du comité des Rues et Améliorations qui vient d'être lu, soit approuvé.

Adopté.

9. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin E. Duguay:

Que la soumission de monsieur Oscar Goulet pour la fourniture des chaussures aux hommes du département de Police, à raison de \$6.00 la paire pour la chaussure "Police Officer", soit acceptée.

Adopté.

10. Proposé par l'échevin A. Desjardins, secondé par l'échevin E. Perras:

Que la soumission de I. Ducharme & Fils pour la fourniture des chaussures aux hommes du département des Incendies soit acceptée à raison de \$5.50 la paire pour la chaussures "Police & Postman".

Proposé en amendement par l'échevin J. A. Maurice, secondé par l'échevin A. Beauchamp:

Que la soumission de F. X. Laurin pour la fourniture des chaussures aux hommes du département de Feu, soit acceptée à raison de \$5.50 la paire pour la chaussure "Police Officer".

Pour l'amendement les échevins: Duguay, Dompierre, Beauchamp, Maurice. 4.

Contre l'amendement les échevins: Boudria, Baker, Meilleur, Morin, Cadieux, Thériault, St-Jean, Perras, Desjardins, Décosse. 10

Son Honneur le Maire déclare l'amendement défait et la motion principale remportée sur même division.

11. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que la soumission de Monsieur Marian Tomaro au prix de \$1,260.00 pour la serge No. 7751 pour la confection des uniformes des hommes du département de Police soit acceptée.

Adopté.

12. Proposé par l'échevin F. E. St-Jean, secondé par l'échevin E. Perras:

Que la soumission de monsieur Damien Caron, au prix de \$720.00 pour la serge No. 136R pour la confection des uniformes pour les hommes du département des incendies soit acceptée.

Adopté.

13. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. Baker:

Que le trésorier de la cité soit autorisé à faire les transports du stock et de l'outillage sortis du chantier municipal tel que mentionné dans le rapport de l'acheteur en date du 29 avril 1941.

Adopté.

14. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. Baker:

Que l'acheteur soit autorisé à faire l'achat de marchandises au montant de \$2,736.00 tel que mentionné dans le rapport de l'ingénieur en date du 29 avril 1941, et conformément à l'avis de motion donné antérieurement.

Adopté.

15. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin L. Thériault:

Que ce conseil prie le Bureau de Reconstruction Economique de la Province de Québec de bien vouloir lui accorder un octroi au montant de \$3,000.00, montant approximatif requis pour la distribution de secours aux personnes nécessiteuses durant le mois de juin 1941.

Ce conseil s'engage à contribuer 50% du montant de l'octroi accordé, suivant les instructions et stipulations de la lettre circulaire 1-41 du Bureau de Reconstruction Economique de la Province de Québec.

Adopté.

16. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. Eug. Décosse:

Que la compagnie de téléphone Bell soit autorisée à procéder aux travaux mentionnés dans leur requête en date du 22 avril 1941 suivant les plans numéros 1, 2 et 3 annexés, et que l'ingénieur de la cité soit appointé pour faire la surveillance des dits travaux.

Adopté.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
Distrit de Hull

CITE DE HULL

A une assemblée du conseil de la cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances, à l'Hôtel-de-Ville, à huit heures de l'après midi, le cinquième jour de mai 1941, à laquelle étaient présents:-

Son Honneur le Maire, M. Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, J. A. Morin

M. Bl. Cadieux, L. Thériault, E. Dompière, A. Beauchamp, A. Maurice, F. E. St. Jean, J. E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse formant quorum du dit conseil.

Le règlement suivant a été lu, proposé et adopté.

REGLEMENT No. 378

Amendant le règlement No. 299 concernant les taxes d'affaires et licences dans la Cité de Hull.

Attendu que ce conseil désire amender le règlement No. 299 concernant les taxes d'affaires et licences dans la cité;

Attendu qu'avis de motion a été donné à une séance antérieure le ce conseil;

IL EST PAR LE PRESENT REGLEMENT résolu et ordonné comme suit:

1. L'Article 42 du dit règlement No. 299, tel qu'amendé, est par les présentes abrogé et remplacé par l'article suivant:

"42.—Sur toute personne, compagnie ou association ayant en sa possession et ayant sur ses prémices, à la disposition du public, un ou des distributeurs automatique, ou un ou des jeux ou appareils d'amusement ou d'adresse, tels que "pin balls", "shooting games", ou autres semblables, dont le fonctionnement est opéré par l'insertion d'une pièce de monnaie; outre les taxes d'affaires de telle personne, compagnie ou association; pour chaque tel distributeur ou appareils \$50.00"

2. L'article 42A du même règlement No. 299, tel qu'amendé, est par les présentes abrogé et remplacé par l'article suivant:

"42A—Sur toute personne, compagnie ou association ayant en sa possession ou ayant sur ses prémices à la disposition du public, un ou des phonographes automatiques, outres les taxes d'affaires de telle personne, compagnie ou association; pour chaque phonographe automatique \$25.00"

3. Le présent règlement viendra en force et vigueur suivant la loi.

Fait et passé en la cité de Hull, les jour et an ci-dessus mentionnés.

H. LEON LEBLANC

Greffier

RAYMOND BRUNET

Maire.

17. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que le règlement No. 378, amendant le règlement No. 299 des taxes d'affaires et licences, de manière à imposer une licence de \$25.00 par année sur chaque phonographe automatique et une licence de \$50.00 sur chaque distributeur automatique, etc., soit adopté, que le greffier de la cité soit autorisé de faire les procédures légales nécessaires pour la mise en vigueur de ce règlement.

Monsieur l'échevin St-Jean demande le vote sur cette résolution

Pour la résolution les échevins: Boudria, Baker, Duguay, Meilleur, Morin, Thériault, Dompierre, Beauchamp, St-Jean, Perras
10. Adopté.

Contre les échevins: Cadieux, Maurice, Desjardins, Décosse. 4

Monsieur le Maire déclare la résolution adoptée.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
Distrit de Hull

CITE DE HULL

A une assemblée du Conseil de la Cité de Hull, tenue au lieu ordinaire des séances, à l'Hôtel-de-Ville, à huit heures de l'après midi, le 5ième jour de mai 1941, à laquelle étaient présents:

Son Honneur le Maire, M. Raymond Brunet, au fauteuil, et les échevins MM. W. Boudria, J. Baker, E. Duguay, H. Meilleur, J. A. Morin, J. B. Cadieux, L. Thériault, E. Dompierre, A. Beauchamp, A. Maurice, F. E. St-Jean, J. E. Perras, A. Desjardins et E. Décosse formant quorum du dit conseil.

Le règlement suivant a été lu, proposé et adopté :

REGLEMENT No. 379

Amendant le règlement No. 299 concernant les taxes d'affaires et licences dans la Cité de Hull.

ATTENDU que ce conseil désire amender le règlement No. 99 concernant les taxes d'affaires et licences dans la Cité ;

ATTENDU qu'avis de motion a été donné à une session antérieure de ce conseil ;

IL EST PAR LE PRESENT REGLEMENT résolu et ordonné comme suit :

1. La section 45 du règlement No. 299 est par les présentes modifiée en ajoutant le paragraphe suivant :

“Si tel colporteur ne vend que des fruits et légumes, ou l'un ou l'autre de ces produits, la présente taxe ou licence ne sera, par voiture, que de \$40.00”
de sorte que le dit article 45 dans son entier se lira à l'avenir comme suit :

45 Sur toute personne exerçant par les rues quelque commerce ou art (colporteur) par voiture, résident \$75.00
Si tel colporteur ne vend que des fruits et légumes, ou l'un ou l'autre de ces produits, la présente taxe ou licence ne sera, par voiture que de \$40.00

2. Le présent règlement viendra en force et vigueur suivant la loi ;

FAIT ET PASSE en la Cité de Hull, les jour et an ci-dessus mentionnés.

L. LEON LEBLANC
Greffier

RAYMOND BRUNET
Maire

18. Proposé par l'échevin L. Baker, secondé par l'échevin L. Hériault :

Que le règlement No. 379 amendant le règlement No. 299 concernant les taxes d'affaires et licences, de manière à réduire à

\$40.00 par année la licence imposée aux colporteurs ne vendant qu des fruits et légumes, soit adopté et que le Greffier de la cité soi autorisé de faire les procédures nécessaires pour la mise en vigneu de ce règlement.

Adopté.

Messieurs les échevins Desjardins, Morin, et Décosse sont dis sidents.

Adopté.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC } **CITE DE HULL**
District de Hull

A une assemblée du Conseil de la Cité de Hull, tenue à l'Hôtel de-Villè, le cinquième jour de mai 1941, à huit heures de l'après-midi à laquelle étaient présents:— Son Honneur le Maire, M. Raymon Brunet, au fauteuil, et les échevins W. Boudria, J. Baker, H. Meil leur, E. Duguay, J. A. Morin, J. B. Cadieux, A. Beauchamp, A Maurice, F. E. St. Jean, J. E. Perras, E. Dompierre, L. Thériault A. Desjardins et E. Décosse, formant quorum du dit conseil, sou la présidence de Son Honneur le Maire.

Le règlement suivant a été lu, proposé et adopté.

REGLEMENT No 380

**Concernant la paix, le bon ordre, le bon gouverne-
 ment, la salubrité, le bien-être général, la décence,
 les bonnes moeurs et l'amélioration de la Cité.**

ATTENDU que ce Conseil juge nécessaire d'adopter différente règlementations pour assurer la paix, le bon ordre, le bon gouver nement, la salubrité, le bien-être général, la décence, les bonne moeurs et l'amélioration de la Cité.

ATTENDU qu'avis de motion a été régulièrement donné;

**IL EST PAR LE PRESENT REGLEMENT ordonné et statu
 comme suit:**

ARTICLE 1: Il est occasionnellement utilisé par des organisations...

1° Il est défendu de tenir dans les limites de la Cité une maison de désordre, c'est-à-dire une maison de débauche, une maison de jeu, ou une maison de pari, telles que ci-dessous définies.

A) Une maison de débauche est une maison, une chambre, un appartement ou un local quelconque tenu dans un but de prostitution, ou pour y pratiquer des actes indécents, ou occupé ou fréquenté par une ou plusieurs personnes pour les fins susdites.

B) Une maison de jeu est:

a) une maison, une chambre, salle ou un local tenu par une personne dans un but de gain et que d'autres personnes fréquentent pour y jouer à des jeux de hasard, ou à un jeu mixte de hasard et d'adresse.

b) une maison, une chambre, salle ou un local tenu ou utilisé pour y jouer à des jeux de hasard ou à des jeux de hasard en même temps que d'adresse et dans lequel:

i) un ou plusieurs des joueurs tiennent une banque, à l'exclusion des autres, ou

ii la totalité ou une partie des enjeux ou paris à ces jeux ou d'autres produits résultant de ces jeux sont payés directement ou indirectement au tenancier de cette maison, chambre ou salle, ou de ce local, ou une cotisation directe ou indirecte est imposée à a totalité ou à une partie des joueurs ou par eux payée pour le droit ou le privilège de participer à ces jeux, ou pour leur permettre d'y participer, ou pour l'usage de tous instruments de jeu, tables, chaises ou autres accessoires utilisés en se livrant à ces jeux; mais les dispositions du présent sous-alinéa ne s'appliquent pas à une maison, chambre ou local lorsqu'il est occupé et utilisé par un club social de bonne foi constitué en corporation ou comme succursale d'un tel club, si la totalité ou quelque partie des enjeux, paris ou recettes de pareils jeux n'est pas directement ou indirectement payée à la personne qui tient cette maison, cette chambre ou ce local et s'il n'est pas exigé des joueurs une cotisation supérieure à dix cents par heure ou à cinquante cents par jour pour leur accorder le droit ou privilège de participer à ces jeux, ni pendant

qu'il est occasionnellement utilisé par des organisations charitables ou religieuses pour y jouer des jeux à l'égard desquels une cotisation directe est exigée des joueurs, si les recettes doivent être employées au profit d'une fin charitable ou religieuse.

iii il se joue quelque jeu dont les chances ne sont pas toutes également favorables à tous les joueurs, y compris, parmi les joueurs, le banquier ou autre individu qui dirige le jeu, ou contre lequel le jeu est dirigé, ou contre lequel les autres joueurs mettent un enjeu, jouent ou parient.

Toute maison, chambre, salle ou tout local est réputé maison de jeu, bien qu'une partie seulement d'un jeu soit jouée et que l'autre partie soit jouée en quelque autre endroit, au Canada, ou ailleurs, et bien que l'enjeu, les deniers, valeurs ou biens qui dépendent de ce jeu se trouvent en quelque autre endroit au Canada ou ailleurs.

(C) Une maison de pari est une maison, un bureau, une chambre, une salle ou un endroit:

a) Ouvert, tenu ou employé pour y tenir des paris entre les personnes qui fréquentent et

- i. le propriétaire, l'occupant ou le gérant de ce local;
- ii. tout individu qui le fréquente;
- iii. toute personne engagée ou employée par cet individu, ou agissant pour lui ou en son nom;
- iv. tout individu qui a le soin ou l'administration de cette maison de pari ou qui en gère ou dirige les affaires sous quelque rapport que ce soit; ou

b) Ouvert, tenu ou employé dans le but de permettre aux personnes susdites, ou pour elles, de recevoir de l'argent ou des choses de valeur,

- i. la totalité ou une partie de cet argent ou de ces choses de valeur, ou l'équivalent, étant payable ou attribuable à une autre personne, d'après le résultat ou l'éventualité, d'une course de chevaux ou de quelque autre course, combat, jeu ou partie de sport ou s'y rattachant; ou

iii) pour garantir le paiement d'une somme d'argent ou la mise d'une chose de valeur par une autre personne, à la suite de résultat ou de cette éventualité; ou

c) Ouvert, tenu ou employé dans le but d'inscrire ou d'enregistrer des paris sur quelque éventualité ou événement, course de chevaux ou autre course, combat, jeu ou sport, ou dans le but de recevoir de l'argent ou autre chose de valeur pour le transmettre afin que cet argent ou cette chose de valeur soit parié sur quelque éventualité ou événement, course de chevaux ou autre course, combat, jeu ou sport, soit que ce pari soit inscrit ou enregistré à cet endroit, soit que de l'argent ou autre chose de valeur soit reçu pour être ainsi transmis ou non; ou,

d) Ouvert, tenu ou employé dans le but de faciliter, d'encourager ou d'aider l'ouverture de paris sur quelque éventualité ou événement, course de chevaux ou autre course, combat, jeu ou sport, en annonçant les paris ouverts ou en annonçant ou en affichant les résultats d'éventualité ou d'événement, de course de chevaux ou d'autres courses, combats, jeux ou sports, ou de toute autre manière, que cette éventualité ou cet événement, cette course de chevaux ou autre course, ce combat, ce jeu ou ce sport se produisent ou aient lieu au Canada ou ailleurs.

Le mot endroit ou local employé dans la définition des mots "maisons de jeu" et "maison de pari" comprend tout endroit enclousé, non et qu'il soit occupé d'une manière permanente ou temporaire, qu'il y existe ou non un droit exclusif d'usage.

2° Sera réputé tenancier de toute telle maison de désordre, quiconque se montre, agit ou se conduit comme le maître ou la maîtresse ou comme la personne chargée du soin, de la conduite de l'administration de telle maison de désordre, ou qui aide à son soin, ou cette conduite, ou cette administration, bien qu'en réalité elle n'en soit pas la propriétaire ou ne la tient pas réellement.

3° Quiconque, sans excuse légitime, est trouvé dans une maison de désordre, sera passible des pénalités édictées dans le présent règlement.

4° Quiconque, en qualité de propriétaire, locateur, locataire occupant, agent ou autrement, à la charge ou le contrôle d'un local et permet, de propos délibéré, que ce local, soit, en totalité ou en partie, loué ou employé comme maison de désordre, sera passible des pénalités édictées au présent règlement.

5° Si le propriétaire, le locateur, ou l'agent du local au sujet duquel une personne a été trouvée coupable de tenir une maison de débauche, manque, après que la culpabilité de cette personne aura été portée à sa connaissance, d'exercer le droit qu'il peut avoir de mettre fin au bail ou au droit d'occupation de la personne ainsi trouvée coupable, et que subséquemment l'infraction au présent règlement soit de nouveau commise dans le dit local, ce propriétaire, locateur ou cet agent sera réputé tenancier de cette maison de débauche et responsable des pénalités édictées au dit règlement, à moins qu'il ne prouve qu'il a pris toutes les mesures raisonnables pour empêcher le renouvellement de l'infraction.

ARTICLE 2:

1° Il est défendu de jouer aux cartes, aux dés ou à aucun autre jeu de hasard, avec ou sans pari, dans toute taverne, grill buvette, restaurant, auberge ou boutique, sous licence ou non dans la Cité.

Toute pièce attenante et reliée par une ou des portes de communication à tout restaurant, auberge ou boutique sera considérée comme faisant partie de tel restaurant, auberge et boutique.

2° Toute personne en charge de tout tel établissement qui tolère, permet ou autorise qu'une ou plusieurs personnes jouent aux cartes, aux dés ou à aucun autre jeu de hasard dans son établissement ou local, ou dans une ou des pièces attenantes, tel que mentionné ci-dessus, sera passible des pénalités édictées au présent règlement;

3° Il est défendu de jouer aux cartes, aux dés ou à aucun autre jeu de hasard dans ou sur les rues, ruelles, trottoirs, portiques ou porches des boutiques, ou magasins, ou tout autre endroit public du même genre.

ARTICLE 3:

Tous vagabonds, libertins, désœuvrés, débauchés, mendiants, prostitués ou personnes déréglées encourront pour chaque offense commise dans les limites de la Cité les pénalités prévues au présent règlement. Seront considérées comme des personnes vagabondes et déréglées dans le sens du présent article, toute personne qui :

a) N'ayant pas de moyens visibles de subsistance est trouvée errante dans la Cité où elle est étrangère ou gisant dans une grange ou dépendance, ou dans un bâtiment abandonné ou inhabité ou dans une voiture ou charrette, ou dans un wagon à voyageurs ou à marchandises de chemin de fer, ou dans quelque bâtiment de chemin de fer, sans pouvoir justifier sa présence; ou qui, n'ayant pas de moyens visibles de subvenir à ses besoins, vit sans recourir au travail;

b) Etant capable de travailler, et par là, ou par d'autres moyens, de se soutenir, ou de soutenir sa famille, refuse ou néglige volontairement de le faire;

c) Etale ou expose ouvertement dans les rues, chemins, grandes routes ou places publiques, des objets indécents;

d) Erre et mendie ou va de porte en porte, ou séjourne dans les rues, ruelles, parcs ou places publiques, pour mendier ou demander l'aumône, sans avoir obtenu un permis signé depuis moins de six mois par le Maire, lequel permis porte que cette personne mérite qu'on lui fasse la charité.

e) Flâne, erre, fainéante ou stationne dans les rues, ruelles, places publiques; sur ou près des trottoirs; sur les perrons, portiques, dans les porches des restaurants, magasins, boutiques, édifices industriels, ou commerciaux, sans être propriétaire, locataire ou employé dans ces édifices et refuse d'en partir sur l'ordre d'un membre du corps de police.

f) Gêne les passants en encombrant les trottoirs ou en se servant d'un langage insultant ou de toute autre manière;

g) Fait du tapage dans ou près des rues, chemins, grandes routes ou places publiques, en criant, en jurant ou en chantant, ou

en étant ivre ou en gênant ou incommodant les passants paisibles;

h) En déchargeant des armes à feu, ou en tenant une conduite tumultueuse ou tapageuse dans une rue ou sur une grande route, troublant à plaisir la paix et la tranquillité des habitants d'une maison d'habitation près de cette rue ou grande route;

i) Enlève ou défigure des enseignes, brise des fenêtres, des portes ou des plaques de portes, des murs de maisons, de chemins ou de jardins, ou détruit des clôtures;

j) Etant une vulgaire prostituée ou coureuse de nuit, erre dans les champs, dans les rues publiques ou dans les grands chemins, les ruelles ou les lieux d'assemblées publiques ou de rassemblements, et ne rend pas à son sujet un compte satisfaisant;

k) N'exerce pas de profession ni de métier honnête propre à le soutenir, mais cherche surtout des moyens d'existence dans les jeux de hasard, le crime ou les fruits de la prostitution,

ARTICLE 4:-

1° Il est défendu d'autoriser, permettre ou tolérer la danse dans les hôtels, auberges, grills, salles, clubs ou tout autre local quelconque dans les limites de la Cité;

a) tous les jours de l'année après minuit jusqu'à neuf heures du matin.

b) Tous les jours de fête ci-dessous désignés, à partir de minuit la veille jusqu'à neuf heures du matin, le lendemain:

- a) les dimanches,
- b) le premier de l'an,
- c) l'Epiphanie,
- d) le Mercredi des Cendres,
- e) le Vendredi Saint,
- f) l'Ascension,
- g) La Toussaint,
- h) l'Immaculée Conception,
- i) Noël;

Si l'avance de l'heure est décrétée dans la Cité, cette avance s'appliquera aux heures mentionnées dans le présent article durant la période de temps où la dite avance existera.

2° Tout propriétaire, locataire, administrateur ou personne chargée de tout hôtel, auberges, club ou autre local qui autorisera, permettra ou tolérera la danse contrairement à la prohibition connue au paragraphe premier du présent article sera passible des pénalités édictées au présent règlement.

ARTICLE 5:-

1° Il est défendu de se baigner dans les eaux des rivières Ottawa, Mattawa, des Creeks "Brewery" et "Creekside" ou dans toutes autres eaux publiques situées dans les limites de la Cité, à moins que ce ne soit à une plage organisée et munie d'un permis.

Le permis pour opérer telle plage sera émis par le Directeur du Service de la Police et ne sera accordé que si telle plage

- a) a un gardien qui en opère la surveillance constante;
- b) est munie de cabines et de salles de toilette entièrement parées pour les hommes et pour les femmes.

Le Conseil pourra de plus refuser l'émission de tels permis ou les révoquer pour toute raison qui pourra exister à l'encontre de celui-ci.

2° Toute personne se baignant sur telles plages devra observer les conditions suivantes:

- a) être convenablement et modestement vêtue;
- b) se dévêtir et revêtir dans une maison ou cabine;
- c) de ne pas circuler en costume de bain dans ou près des chemins, rues ou places publiques;
- d) de ne pas stationner, circuler ou se coucher en costume de bain en dehors des plages.

3° Il est dans tous les cas défendu de se baigner entre 8.30 le soir et huit heures de l'avant-midi ou de rester sur toute place ou dans les environs entre les dites heures. (Si l'heure avancée est de vigueur dans la Cité, elle devra être appliquée.)

4° Il est défendu de se baigner dans les carrières situées dans les limites de la Cité.

ARTICLE 6:—

Il est défendu:

1° De blasphémer, sacrer ou prononcer des juréments profanes dans les rues, sur les trottoirs, ou dans ou sur les places publiques.

2° D'être ivre dans les rues ou sur les trottoirs, ou sur les places publiques, ou dans les entrées de magasins, boutiques, tavernes, hôtels, auberges ou autre local ou dans les champs ou passages de cours;

3° D'être ivre dans les maisons d'entretien public, tavernes, grills, restaurants, clubs, salles de billards, salles de quilles ou tout autre lieu fréquenté par le public;

4° D'être ivre et d'entrer sur la propriété privée et refuser de quitter le dit endroit sur ordre des personnes qui y résident ou qui ont charge de telle propriété.

5° De faire du bruit dans les hôtels, auberges, tavernes, grills, restaurants, clubs, salles de billards, salles de quilles ou tout autre lieu fréquenté par le public, en sacrant, jurant, se querellant, se battant, en parlant d'un ton de voix véhément, de manière à ennuyer, incommoder ou déranger les personnes qui se trouvent dans ces établissements ou à attirer l'attention de celles qui sont en dehors.

6° D'exécuter, faire exécuter, autoriser, permettre ou tolérer dans les tavernes ou restaurants des chants, des exhibitions de danse ou tout genre de musique;

7° De fournir, donner, exécuter, faire exécuter, permettre, tolérer ou autoriser dans les hôtels, auberges, clubs, grills, tavernes, restaurant des représentations de vaudeville, des exhibitions de danse, des acrobaties ou tout autre spectacle communément appelé "floor-show,"

8° De faire battre les chiens ou les coqs ou d'assister à ces combats ou à tout autre spectacle dépravé.

ARTICLE 7:-

Il est défendu de jeter dans les rues ou sur les trottoirs ou dans les places publiques des ordures, des déchets, des branches, des papiers, des bâtons, des roches, de la tourbe, coupée, des mauvaises herbes, des balayures, des guénilles ou tous autres objets analogues.

ARTICLE 8:-

Il est défendu de glisser avec des traîneaux, des traînes sautoires; de patiner, soit en patins d'hiver, soit en patins à roulettes; de se promener en ski ou en raquette, dans les rues ou sur les trottoirs de la Cité.

ARTICLE 9:-

Il est défendu de jouer à la balle ou au ballon ou à tout autre jeu semblable dans les rues, ruelles, ainsi que sur les lots vacants, moins pour ces derniers d'avoir obtenu le consentement préalable des propriétaires.

ARTICLE 10:-

Il est défendu de troubler ou faire du bruit dans sa propre demeure ou logis de jour ou de nuit, en criant d'une manière excessive, en sacrant, jurant, blasphémant, en cassant les meubles, en conduisant d'une manière violente, ou autrement, se comportant d'une manière à importuner, troubler ou scandaliser les voisins ou personnes passant dans la rue.

ARTICLE 11:-

Il est défendu de tenir en plein air aucune compétition communément appelée "concours d'amateurs", sans avoir au préalable obtenu un permis du Directeur du Service de la Police.

ARTICLE 12:-

Il est défendu à tout colporteur, à tout chiffonnier ou à toute personne exerçant le commerce de ramasser les guénilles ou autres choses analogues, de circuler dans les rues de la ville en criant ou en produisant aucun bruit pour attirer l'attention des gens.

ARTICLES 13:-

Il est défendu de tirer du feu d'artifice, de faire éclater des pétards, dans aucune rue, ruelle ou place publique, à moins d'avoir obtenu au préalable l'autorisation du Directeur du Service de la Police.

ARTICLE 14:-

Il est défendu de pratiquer la divination, la chiromancie, la cartomancie; faire des tours de passe-passe ou autrement dire la bonne aventure dans les rues, sur les trottoirs ou places publiques, ou aller de porte en porte pour ce faire; ou tenir un local à cet effet;

ARTICLE 15-

Il est défendu d'endommager ou détruire:

a) Les arbres plantés ou placés dans les rues ou sur la propriété publique ou privées.

b) Les pelouses ou plantations de fleurs ou de verdure, soit sur la propriété publique ou privée.

c) Les réverbères, lampadaires ou lampes servant à éclairer les rues ou les maisons.

d) Les enseignes, annonces, placards ou tout autre objet se trouvant sur les propriétés privées, dans les rues ou places publiques.

Il est défendu de déplacer les montées en métal servant de la rue au trottoir pour entrer dans les passages de cours.

ARTICLE 16:-

Il est défendu de se servir, d'utiliser ou d'employer dans les limites de la Cité des fusils à plombs de tous genres; "des sling shots" ou autres appareils semblables.

ARTICLE 17:-

Il est défendu de tuer ou de tirer sur les oiseaux ou autres animaux dans les limites de la Cité, ou dénicher les nids d'oiseaux.

ARTICLE 18:-

Il est défendu de sonner, frapper ou cogner sans un motif raisonnable aux portes ou aux fenêtres des maisons ou sur les maisons en vue de troubler ou déranger inutilement ou d'ennuyer les habitants de la maison.

ARTICLE 19:-

Il est défendu d'appeler la police sans raison.

ARTICLE 20:-

Il est défendu de placer à moins de trente pieds de la ligne intérieure de la rue, du bois de cordé, des débris de bois, des débris de fer, des autos usagés ou tout autre objet analogue, à moins que ces diverses choses ne soient enfermées dans un enclos toujours tenu propre et en bon ordre.

ARTICLE 21:-

Tout constable de la Cité est autorisé à visiter et à examiner, soit l'intérieur, soit l'extérieur, de toute boutique, restaurant, club, auberge, hôtel ou tout autre édifice public quelconque pour constater si le présent règlement, ainsi que les autres règlements du Conseil sont exécutés, et tout propriétaire, occupant ou personne en charge des dites propriétés immobilières ou mobilières qui refusera d'y laisser pénétrer le ou les dits constables sera passible des pénalités prévues au présent règlement, sans préjudice à tous les autres recours.

ARTICLE 22:-

Tous les constables de la Cité ont le pouvoir d'arrêter à vue et sans mandat toute personne qu'il trouve enfrenant, conseillant, aidant ou encourageant qui que ce soit à enfreindre toute loi fédérale ou provinciale ou aucune des dispositions du présent règlement ou de tout autre règlement de la Cité.

ARTICLE 23:-

Le règlement No. 206, est par le présent abrogé et annulé à toutes fins que de droit.

ARTICLE 24:-

Le présent règlement viendra en force et vigueur conformément à la loi.

ARTICLE 25:-

Toute personnes enfreignant les dispositions du présent règlement est passible d'une amende n'excédant pas Cinquante Dollars (\$50.00) avec ou sans les frais ou d'un emprisonnement n'excédant pas soixante (60) jours. Dans les cas de condamnation au paiement d'une amende, avec ou sans les frais, un emprisonnement pour une période n'excédant pas soixante (60) jours pourra être ordonné sur défaut du paiement de la dite amende et des dits frais, selon le cas; tel emprisonnement cessera cependant sur paiement des dits amendes et frais;

Toute infraction au présent règlement, si elle est continue, constituera une offense distincte pour chaque jour.

FAIT ET DONNE en la Cité de Hull les jour et an en premier lieu mentionnés.

RAYMOND BRUNET,
Maire

H. LEON LEBLANC,
Greffier.

19. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin E. Duguay;

Que le règlement No. 380 concernant la paix, le bon ordre, le bon gouvernement, la salubrité, le bien-être général, la décence, les bonnes moeurs et l'amélioration de la cité, soit adopté et que le Greffier de la cité soit autorisé de faire les procédures légales nécessaires pour la mise en vigueur de ce règlement.

Adopté!

20. Proposé par l'échevin J. H. Meilleur, secondé par l'échevin J. Baker:

Que le rapport des répartitions du coût des améliorations locales, exécutées sous l'autorité du règlement numéro 377 soit approuvé et que le trésorier de la cité soit autorisé à faire les entrées nécessaires dans les rôles de perception de la cité.

Adopté!

21. Considérant qu'il y a une population flottante très considérable aux environs de la rue Montcalm;

Considérant que le trafic considérable des véhicules sur la dite rue Montcalm demande une attention toute particulière et continue de notre département de Police;

Considérant que notre département de police a reçu et reçoit, chaque jour, des plaintes nombreuses des résidents de ce district.

Il est proposé par l'échevin J. E. Perras, secondé par l'échevin H. Morin:

Que le directeur du département de police soit autorisé de faire l'engagement temporaire de deux constables afin de pouvoir donner une attention toute particulière au problème occasionné par le trafic des véhicules sur le rue Montcalm et le district environnant.

Adopté.

22. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin H. Meilleur:

Que les résolutions des 6 novembre 1939 et 5 août 1940, engageant monsieur Rémi Grandchamp pour faire l'enlèvement des animaux morts, soient rescindées et remplacées par la suivante:

"Que monsieur Adrien Ferland, 163, rue Prévost, Hull, soit engagé, à raison de \$25.00 par mois, pour faire l'enlèvement des animaux morts laissés dans les rues de la Cité; ces animaux morts devront être enterrés, sans aucun délai, au dépotoir établi à cette fin sur le terrain de monsieur Benedict. Un rapport mensuel fait par monsieur Ferland devra être présenté au conseil. Il est bien entendu que cet engagement n'est que temporaire et pourra être renouvelé en aucun temps, sans avis préalable.

Adopté.

23. Proposé par l'échevin E. Dompiere, secondé par l'échevin H. Meilleur:

Que les minutes des assemblées du 7, 15 et 21 avril 1941, imprimées et distribuées aux membres du conseil, soient confirmées.

Adopté.

24. Proposé par l'échevin L. Thériault, secondé par l'échevin E. Dompierre:

Que la demande du notaire Desrosiers, de monsieur J. W. Ste Marie et celle de monsieur Paul Ste-Marie soient référées à l'évaluateur de la cité pour rapport au conseil.

Adopté.

25. Proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin F. E. St-Jean:

Que les corrections suivantes soient inscrites au projet de règlement révisant le système de vidanges devant être adopté dans les limites de la ville de Hull

Section 4:

A compter de la mise en vigueur du présent règlement, tout propriétaire, locataire ou occupant d'un logement ou d'un magasin, boutique, hôtel ou restaurant sera tenu d'avoir à sa disposition de réceptacles portatifs pour y déposer en tout temps de l'année les vidanges ou ordures ménagères sus-mentionnées à la section 2 de ce présent règlement.

Ces réceptacles devront être en bois ou préférablement en métal mais de toute façon bien étanches et munis d'un couvercle fermant hermétiquement. Ils devront être portatifs et ne pas peser plus de 100 livres une fois remplis.

L'un de ces réceptacles servira aux matières périssables et l'autre aux cendres et machefer. Ils devront être remplis pas plus qu'à deux pouces de leur bord et être tenus bien fermés. Ces réceptacles devront être initiales des noms des propriétaires ou locataires ou bien numérotés.

Les déchets de matières organiques ou végétales devront être enveloppés dans du papier avant d'être placés dans les récipients aux vidanges. Aux endroits où, par la nature de l'occupation ou les besoins de la saison, il sera trouvé pour l'enlèvement un amas de rebuts dépassant le contenu de deux réceptacles ou barils, l'un servant aux ordures ménagères et l'autre aux cendres et machefer, il sera du pouvoir du comité de Santé d'imposer une charge spéciale.

our l'enlèvement du surplus de la quantité sus-mentionnée. Il sera strictement défendu de déposer dans les réceptacles aux vidanges, es matières liquides ou semi-liquides de quelque nature qu'elles oient ou de quelque source qu'elle proviennent lors même que ces atières pourraient être considérées comme des ordures ménagères.

ection 9:

Pour fin de service la ville sera divisée en plusieurs arrondissements. Des soumissions seront émises au public de la ville pour hacun de ces arrondissements ou pour tous à la fois et les sou missionnaires les plus acceptables auront la préférence moyennant u'ils soient des contribuables ou résidants et que les clauses du dit èglement soient observées. Le comité de santé se réserve le droit e briser le ou les contrats si les clauses inscrites ne sont pas rem plies.

ection 10:

Pour subvenir aux frais du présent règlement, une charge péciale de 10 sous par semaine sera imposée pour chaque logement rive dans les limites de la ville de Hull, lesquels dix sous seront ollectés chaque semaine par les vidangeurs employés ou contrac ant pour la ville dans chaque arrondissement.

Les magasins, théâtres, salles d'amusement, banques, bureaux, resbytères, tavernes, hôtels, hôpitaux, orphelinat, restaurants, taux de boucher, etc., etc. qui nécessiteront une collection quo dienne des vidanges devront supporter une charge spéciale évaluée ar le directeur ou le comité de santé suivant une cédule établie et pprouvée.

Que ce projet de règlement pour l'enlèvement des vidanges ans la cité de Hull soit référé à l'aviseur légal de la cité.

Adopté.

26. Considérant qu'il est nécessaire, au point de vue de pro ection de la santé des citoyens, que la viande soit inspectée sur marché de Hull;

Considérant que monsieur Etienne Talbot, actuellement préposé l'entretien du marché de Hull, est un homme de grande expérience omme boucher,

Il est proposé par l'échevin E. Perras, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que ce conseil serait heureux s'il était agréable à l'honorable ministre de la Santé de la province de Québec d'adjoindre monsieur Etienne Talbot au personnel de l'Unité Sanitaire de Hull pour faire l'inspection de la viande sur le marché de Hull.

Adopté.

27. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin J. H. Meilleur:

Que le trésorier de la cité soit autorisé de payer les compte des fournisseurs pour le mois de mars 1941, au montant de \$23.4 pour distribution de secours directs et un montant de \$602.65 pour distribution de secours aux inaptes au travail, le tout suivant les listes préparées et certifiées par la commission municipale du chômage de la cité de Hull et vérifiées par le vérificateur municipal.

Adopté.

28. Considérant que le comité nommé par le conseil municipal à son assemblée du 3 août 1931 pour prendre charge de l'administration du département de police, a cessé son existence depuis la nomination de la commission indépendante de police.

Il est proposé par l'échevin J. A. Morin, secondé par l'échevin J. B. Cadieux:

Que le secrétaire du comité de police, monsieur Léopold Normand, soit prié de déposer au Bureau du conseil municipal, à l'Hôtel de-Ville, toutes les minutes des assemblées dudit comité, les documents et correspondances dudit comité depuis la date de sa formation jusqu'au 1er janvier 1941.

Monsieur l'échevin St-Jean demande le vote sur cette résolution

Pour la résolution les échevins: Morin, Cadieux, Thériault, Dompierre, Beauchamp, Décosse. 6.

Contre les échevins: Boudria, Baker, Duguay, Meilleur, Maurice, St-Jean, Perras, Desjardins. 8.

La résolution est défaite.

Hull, le 29 avril 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée, je proposerai que l'acheteur soit autorisé à faire l'achat de matériaux au montant de \$2,736.00 les fonds devant être pris à même les appropriations suivantes: réparations de services \$64.25; Bornes-fontaines \$20.00; chantier municipal \$24.40; château d'eau et usine \$247.50; Chlorination \$1,050.00; arrosage \$104.50; rues pavées \$625.40; Egouts \$25.04; bureau de santé \$9.75; Lumières \$77.00; Parcs \$30.00; Barrières \$75.00; Magasin Stock et outillage \$383.16.

(signé) J. BAKER,

Échevin

Je soussigné, trésorier de la cité, certifie qu'il y a des fonds disponibles aux appropriations susmentionnées, moins magasin stock qui sera chargé suivant l'usage fait de la marchandise achetée.

(signé) JOS. RAYMOND

trésorier.

Hull, le 2 mai 1941.

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$25.00 soit employé pour donner un octroi aux scouts de la cité de Hull. Les fonds devant être pris à même les appropriations pour les imprévus.

(signé) J. H. MEILLEUR,

Échevin.

Je soussigné, trésorier de la cité de Hull, certifie qu'il n'y a pas de fonds disponibles au crédit de l'appropriation ci-dessus mentionnée si vous considérez que les dépenses pour secours directs depuis le 1er janvier 1941 doivent être chargées aux imprévus.

(signé) JOS. RAYMOND,

trésorier

Hull, le 5 mai 1941.

Par la présente, je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée du conseil un montant de \$200.00 soit accordé au dépar-

tement de police pour la préparation des causes concernant la moralité, ce montant devant être pris à même le département de police.

(signé) E. PERRAS,
échevin

Il n'y a rien de prévu dans le budget du département de police pour cette dépense.

(signé) JOS. RAYMOND,

Hull, le 5 mai 1941

Je donne avis de motion qu'à la prochaine assemblée je proposerai qu'un montant de \$125.00 soit employé pour la pose d'un service d'eau pour desservir la propriété située au numéro 82-86 rue Shérbrooke. Les fonds devant être pris à même des appropriations du département de l'eau.

(signé) JOS. RAYMOND,
président

Il n'y a rien de prévu dans le budget pour le compte du département de l'eau.

(signé) JOS. RAYMOND,
trésorier

29. Proposé par l'échevin A. Beauchamp, secondé par l'échevin J. Baker:

Que ce conseil ajourne au 12 mai 1941.

Adopté.

(signé) JOS. RAYMOND,
trésorier

Hull, le 5 mai 1941

Il n'y a rien de prévu dans le budget pour le compte du département de l'eau.